



DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE
Programme d'émission de Titres
(Euro Medium Term Note Programme)
de 1.000.000.000 d'euros

Le Département de **Seine-et-Marne** (l'"**Emetteur**", le "**Département**", la "**Seine-et-Marne**" ou le "**Département de Seine-et-Marne**") peut, dans le cadre du programme d'émission de titres (*Euro Medium Term Note Programme*) (le "**Programme**") faisant l'objet du présent prospectus de base (le "**Prospectus de Base**") et dans le respect des lois, règlements et directives applicables, procéder à tout moment à l'émission de titres (les "**Titres**"). Le montant nominal total des Titres en **circulation** ne pourra à aucun moment excéder 1.000.000.000 d'euros (ou la contre-valeur de ce montant en toute autre devise, calculée à la date de détermination des **conditions** financières).

Dans certaines **circonstances**, une demande d'admission aux négociations des Titres sur le marché réglementé d'Euronext à Paris ("**Euronext Paris**") pourra être présentée. **Euronext Paris** est un marché réglementé au sens de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en date du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, telle que modifiée, figurant sur la liste des marchés réglementés publiée par l'Autorité européenne des marchés financiers (un tel marché étant désigné "**Marché Réglementé**"). Les Titres émis pourront également être admis aux négociations sur tout autre Marché Réglementé d'un Etat Membre de l'Espace Economique Européen (l'"**EEE**") conformément à la Directive Prospectus (telle que définie ci-après), ou sur un marché non réglementé ou ne pas faire l'objet d'une admission aux négociations sur un quelconque marché. Les conditions définitives concernées préparées dans le cadre de toute émission de Titres (les "**Conditions Définitives**"), dont le modèle figure dans le présent Prospectus de Base) indiqueront si ces Titres feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations ou non et, le cas échéant, le(s) Marché(s) Réglementé(s) concerné(s). Les Titres admis aux négociations sur un Marché Réglementé auront une valeur nominale supérieure ou égale à 100.000 euros (ou la contre-valeur de ce montant en toute autre devise, calculée à la date de détermination des conditions financières) ou tout autre montant supérieur qui pourrait être autorisé ou requis par toute autorité compétente concernée ou toute loi ou réglementation applicable.

Le présent Prospectus de Base a été soumis à l'Autorité des marchés financiers (l'"**AMF**") qui l'a visé sous le n°17-063 le 20 février 2017.

Les Titres pourront être émis sous forme dématérialisée ("**Titres Dématérialisés**") ou matérialisée ("**Titres Matérialisés**"), tel que plus amplement décrit dans le présent Prospectus de Base.

Les Titres Dématérialisés seront inscrits en compte conformément aux articles L.211-3 et suivants du Code monétaire et financier. Aucun document ne sera remis en **représentation** des Titres Dématérialisés. Les Titres Dématérialisés pourront être émis, au gré de l'Emetteur, (a) au porteur, inscrits à compter de leur date d'émission dans les livres d'Euroclear France (agissant comme dépositaire central), qui créditera les comptes des Teneurs de Compte (tels que définis au chapitre "**Modalités des Titres - Forme, valeur nominale et propriété**") incluant Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**") et la banque dépositaire pour Clearstream Banking, société anonyme ("**Clearstream, Luxembourg**") ou (b) au **nominatif** et, dans ce cas, au gré du Titulaire concerné (tel que défini au chapitre "**Modalités des Titres - Forme, valeur nominale et propriété**"), soit au **nominatif pur**, auquel cas ils seront inscrits en compte auprès de l'Emetteur ou auprès d'un établissement mandataire (désigné dans les Conditions Définitives concernées) pour le compte de l'Emetteur, soit au nominatif administré, auquel cas ils seront inscrits en compte auprès du Teneur de Compte désigné par le Titulaire concerné.

Les Titres Matérialisés seront émis sous la seule forme au porteur, et pourront uniquement être émis hors du territoire français. Un certificat global temporaire au porteur sans coupon d'intérêts attaché ("**Certificat Global Temporaire**") relatif aux Titres Matérialisés sera initialement émis. Ce **Certificat Global Temporaire** sera échangé ultérieurement contre des Titres Matérialisés représentés par des Titres physiques (les "**Titres Physiques**") accompagnés, le cas échéant, de coupons d'intérêt, au plus tôt à une date se situant environ le quarantième (40^{ème}) jour calendaire après la date d'émission des Titres (sous réserve de report, tel que décrit au chapitre "**Certificats Globaux Temporaires relatifs aux Titres Matérialisés**") sur attestation que les Titres ne sont pas détenus par des ressortissants **américains** (*U.S. Persons*) conformément aux règlements du Trésor américain, tel que décrit plus précisément dans le présent Prospectus de Base. Les Certificats Globaux Temporaires seront (a) dans le cas d'une Tranche (tel que ce terme est défini au chapitre "**Modalités des Titres**") dont la compensation doit être effectuée par Euroclear et/ou Clearstream, Luxembourg, déposés à la date d'émission auprès d'un dépositaire commun à Euroclear et Clearstream, **Luxembourg**, ou (b) dans le cas d'une Tranche dont la compensation doit être effectuée par l'intermédiaire d'un système de **compensation** différent ou **complémentaire** d'Euroclear et/ou Clearstream, Luxembourg ou encore livrée en dehors de tout système de compensation, déposés dans les conditions convenues entre l'Emetteur et l'Agent Placeur (tel que défini ci-après) concerné.

Le Programme a fait l'objet d'une notation A+ par Standard & Poor's Credit Market Services France S.A.S. ("**Standard & Poor's**"). Par ailleurs, la dette à long terme de l'Emetteur a fait l'objet d'une notation A+, perspective stable, par Standard & Poor's. A la date du Prospectus de Base, Standard & Poor's est une agence de notation de crédit établie dans l'Union Européenne, enregistrée conformément au règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement européen et du Conseil en date du 16 **septembre** 2009 sur les agences de notation de crédit, tel que modifié (le "**Règlement ANC**") et figurant sur la liste des agences de notation de crédit publiée sur le site internet de l'Autorité européenne des marchés financiers (www.esma.europa.eu) conformément au Règlement ANC. Les Titres émis dans le cadre du **Programme** pourront ou non faire l'objet d'une notation. La notation des Titres, s'il y en a une, sera précisée dans les Conditions Définitives concernées. La notation des Titres ne sera pas nécessairement identique à la notation du Programme. Une notation n'est pas une **recommandation** d'achat, de vente ou de détention de Titres et peut, à tout moment, être suspendue, modifiée, ou retirée par l'agence de notation concernée sans préavis.

Le présent Prospectus de Base, tout supplément y afférent, le cas échéant et, aussi longtemps que des Titres seront admis aux négociations sur un Marché Réglementé **conformément** à la Directive Prospectus, les Conditions Définitives applicables à ces Titres seront (a) publiés sur les sites internet de (i) l'AMF (www.amf-france.org), (ii) l'Emetteur (www.seine-et-marne.fr) et (iii) le cas échéant, toute autorité compétente concernée et (b) disponibles pour **consultation** et pour copie, sans frais, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, au siège de l'Emetteur et au(x) bureau(x) désigné(s) de l'(des) Agent(s) Payeur(s).

Les investisseurs sont invités à prendre en considération les risques décrits au chapitre "**Facteurs de risques**" avant de prendre leur décision d'investissement dans les Titres.

ARRANGEUR
HSBC

AGENTS PLACEURS PERMANENTS

BNP PARIBAS
CREDIT AGRICOLE CIB
HSBC

BRED BANQUE POPULAIRE
CREDIT MUTUEL ARKEA
NATIXIS

SOCIETE GENERALE CORPORATE & INVESTMENT BANKING

Le présent Prospectus de Base (ainsi que tout supplément y afférent) constitue un prospectus de base conformément à l'article 5.4 de la Directive Prospectus contenant ou incorporant par référence toutes les informations utiles sur l'Emetteur et les droits attachés aux Titres permettant aux investisseurs d'évaluer en connaissance de cause le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'Emetteur, ainsi que sur les droits attachés aux Titres. Chaque Tranche (telle que définie au chapitre "Description Générale du Programme") de Titres sera émise conformément aux dispositions figurant au chapitre "Modalités des Titres" du présent Prospectus de Base, telles que complétées par les dispositions des Conditions Définitives concernées convenues entre l'Emetteur et les Agents Placeurs (tels que définis au chapitre "Description Générale du Programme") concernés lors de l'émission de ladite Tranche conformément à la Directive Prospectus et au Règlement Européen (tel que défini ci-après). Dans certains cas, les Modalités pourront être complétées par un supplément au présent Prospectus de Base. Le Prospectus de Base (ainsi que tout supplément y afférent) et les Conditions Définitives constitueront ensemble un prospectus au sens de l'article 5.1 de la Directive Prospectus.

Pour les besoins du présent Prospectus de Base : (i) l'expression "Directive Prospectus" signifie la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003, telle que modifiée, et inclut toute mesure de transposition de cette directive dans chaque Etat Membre concerné de l'EEE et (ii) l'expression "Règlement Européen" signifie le règlement 809/2004/CE de la Commission européenne en date du 29 avril 2004, tel que modifié.

L'Emetteur atteste que, après avoir pris toutes mesures raisonnables à cet effet, toutes les informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Prospectus de Base sont, à sa connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. L'Emetteur assume la responsabilité qui en découle.

Le présent Prospectus de Base ne constitue ni une invitation ni une offre faite par ou pour le compte de l'Emetteur, des Agents Placeurs ou de l'Arrangeur de souscrire ou d'acquérir des Titres.

Dans le cadre de l'émission ou de la vente des Titres, nul n'est, ni n'a été, autorisé à transmettre des informations ou à faire des déclarations autres que celles contenues ou incorporées par référence dans le présent Prospectus de Base. A défaut, de telles informations ou déclarations ne sauraient être considérées comme ayant été autorisées par l'Emetteur, l'Arrangeur ou par l'un quelconque des Agents Placeurs. En aucun cas la remise du présent Prospectus de Base ou une quelconque vente effectuée à partir du présent Prospectus de Base ne peut impliquer qu'il n'y a pas eu de changement dans la situation, notamment financière, de l'Emetteur depuis la date du présent Prospectus de Base ou depuis la date du plus récent avenant ou supplément au Prospectus de Base, ou qu'une quelconque autre information fournie dans le cadre du présent Programme soit exacte à toute date postérieure à la date à laquelle elle est fournie ou à la date indiquée sur le document dans lequel elle est contenue, si cette date est différente.

La diffusion du présent Prospectus de Base et l'offre ou la vente de Titres peuvent faire l'objet de restrictions légales dans certains pays. Ni l'Emetteur, ni l'Arrangeur, ni les Agents Placeurs ne garantissent que le présent Prospectus de Base sera distribué conformément à la loi, ou que les Titres seront offerts conformément à la loi, dans le respect de toute obligation d'enregistrement applicable ou de toute autre exigence qu'aurait un état, ou en vertu d'une exemption qui y serait applicable, et ils ne sauraient être responsables d'avoir facilité une telle distribution ou une telle offre. En particulier, ni l'Emetteur, ni l'Arrangeur, ni les Agents Placeurs n'ont entrepris d'action visant à permettre l'offre au public des Titres ou la distribution du présent Prospectus de Base dans une juridiction qui exigerait une action en ce sens. En conséquence, les Titres ne pourront être offerts ou vendus, directement ou indirectement, et ni le présent Prospectus de Base ni aucun autre document d'offre ne pourra être distribué ou publié dans une juridiction, si ce n'est en conformité avec toute loi ou réglementation applicable. Les personnes qui viendraient à se trouver en possession du présent Prospectus de Base ou de Titres doivent se renseigner sur lesdites restrictions et les respecter.

Les Titres n'ont pas fait ni ne feront l'objet d'un enregistrement en vertu de la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933 (*U.S. Securities Act of 1933*), telle que modifiée (la "Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières") ou d'un enregistrement auprès d'une des autorités responsables de la réglementation boursière d'un état ou d'une autre juridiction américain(e) et les Titres peuvent comprendre des Titres Matérialisés revêtant la forme au porteur soumis aux dispositions du droit fiscal américain. Sous réserve de certaines exceptions, les Titres ne peuvent être offerts, vendus ou, dans le cas de Titres Matérialisés revêtant la forme au porteur, remis aux Etats-Unis d'Amérique ou à des, ou pour le compte ou le bénéfice de, ressortissants américains (*U.S. Persons*) tels que définis dans la Réglementation S de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières (la "Réglementation S") ou, dans le cas de certains Titres Matérialisés revêtant la forme au porteur, dans le Code Américain de l'Impôt sur le Revenu de 1986, tel que modifié (*U.S.*

Internal Revenue Code of 1986) et ses textes d'application. Les Titres seront offerts et vendus hors des Etats-Unis d'Amérique à des personnes qui ne sont pas des ressortissants américains (*non U.S. Persons*) conformément à la Réglementation S.

Pour une description de certaines restrictions applicables à l'offre, la vente et la transmission des Titres et à la diffusion du présent Prospectus de Base, se reporter au chapitre "Souscription et Vente". Il existe en particulier des restrictions à la distribution du présent Prospectus de Base et à l'offre et la vente des Titres aux Etats-Unis d'Amérique, dans l'EEE (notamment en France, au Royaume-Uni et en Italie).

Ni l'Arrangeur, ni aucun des Agents Placeurs n'a vérifié les informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Prospectus de Base. Ni l'Arrangeur, ni aucun des Agents Placeurs ne fait de déclaration expresse ou implicite, ni n'accepte de responsabilité quant à l'exactitude ou au caractère exhaustif de toute information contenue ou incorporée par référence dans le présent Prospectus de Base. Le présent Prospectus de Base et toute autre information fournie dans le cadre du Programme ne sont pas supposés constituer des éléments permettant une quelconque estimation financière ou une quelconque évaluation et ne doivent pas être considérés comme une recommandation d'achat de Titres formulée par l'Emetteur, l'Arrangeur ou les Agents Placeurs à l'attention des destinataires du présent Prospectus de Base. Chaque investisseur potentiel de Titres devra juger par lui-même de la pertinence des informations contenues dans le présent Prospectus de Base et fonder sa décision d'achat de Titres sur les recherches qu'il jugera nécessaires. Ni l'Arrangeur, ni aucun des Agents Placeurs ne s'engage à examiner la situation financière ou générale de l'Emetteur pendant la durée de validité du présent Prospectus de Base, ni ne s'engage à faire part à un quelconque investisseur ou investisseur potentiel des informations qu'il serait amené à connaître.

Dans le cadre de l'émission de chaque Tranche, l'Agent Placeur nommé, le cas échéant, en qualité d'établissement chargé des opérations de stabilisation et identifié dans les Conditions Définitives concernées ("l'Etablissement chargé des Opérations de Stabilisation") (ou toute personne agissant au nom de l'Etablissement chargé des Opérations de Stabilisation) pourra effectuer des sur-allocations de Titres ou des opérations en vue de maintenir le cours des Titres à un niveau supérieur à celui qui prévaudrait en l'absence de telles opérations sur le marché (les "Opérations de Stabilisation"). Cependant, il n'est pas assuré que l'Etablissement chargé des Opérations de Stabilisation (ou toute personne agissant au nom de l'Etablissement chargé des Opérations de Stabilisation) effectuera de telles Opérations de Stabilisation. Ces Opérations de Stabilisation ne pourront débuter qu'à compter de la date à laquelle les conditions de l'émission de la Tranche concernée auront été rendues publiques et, une fois commencées, elles pourront être arrêtées à tout moment mais devront prendre fin, au plus tard, à la première des deux (2) dates suivantes : (i) trente (30) jours calendaires après la date d'émission de la Tranche concernée et (ii) soixante (60) jours calendaires après la date d'allocation de la Tranche concernée. Ces Opérations de Stabilisation devront être réalisées par l'Etablissement chargé des Opérations de Stabilisation (ou toute personne agissant au nom de l'Etablissement chargé des Opérations de Stabilisation) dans le respect des lois et des règlements applicables.

Dans le présent Prospectus de Base, à moins qu'il ne soit autrement précisé ou que le contexte ne s'y prête pas, toute référence à "€", "Euro", "EUR" et "euro" désigne la devise ayant cours légal dans les Etats Membres de l'Union Européenne qui ont adopté la monnaie unique introduite conformément au Traité instituant la Communauté Economique Européenne, tel que modifié, toute référence à "£", "livre sterling" et "Sterling" vise la devise légale ayant cours au Royaume-Uni, toute référence à "\$", "USD", "dollar U.S." et "dollar américain" vise la devise légale ayant cours aux Etats-Unis d'Amérique, toute référence à "¥", "JPY" et "yen" vise la devise légale ayant cours au Japon et toute référence à "CHF" et "francs suisses" vise la devise légale ayant cours dans la Confédération suisse.

TABLE DES MATIERES

FACTEURS DE RISQUES	5
DESCRIPTION GENERALE DU PROGRAMME	14
INCORPORATION PAR REFERENCE.....	19
SUPPLEMENT AU PROSPECTUS DE BASE.....	20
MODALITES DES TITRES	21
CERTIFICATS GLOBAUX TEMPORAIRES RELATIFS AUX TITRES MATERIALISES.....	43
DESCRIPTION DE L'EMETTEUR.....	44
MODELE DE CONDITIONS DEFINITIVES.....	114
FISCALITE	128
SOUSCRIPTION ET VENTE	129
INFORMATIONS GENERALES	132
RESPONSABILITE DU PROSPECTUS DE BASE.....	133

FACTEURS DE RISQUES

L'Emetteur considère que les facteurs de risques décrits ci-après sont importants pour prendre une décision d'investissement dans les Titres et/ou peuvent altérer sa capacité à remplir les obligations que lui imposent les Titres à l'égard des investisseurs. Ces risques sont aléatoires et l'Emetteur n'est pas en mesure de s'exprimer sur l'éventuelle survenance de ces risques.

Les paragraphes ci-après décrivent les principaux facteurs de risques que l'Emetteur considère, à la date du présent Prospectus de Base, être significatifs pour les Titres émis dans le cadre du Programme. Ces facteurs de risque ne sont cependant pas exhaustifs. D'autres risques, qui ne sont pas connus de l'Emetteur à ce jour ou que l'Emetteur considère à la date du présent Prospectus de Base comme non déterminants, peuvent avoir un impact significatif sur un investissement dans les Titres. Les investisseurs potentiels doivent également lire les informations détaillées contenues ou incorporées par référence dans le présent Prospectus de Base et se faire leur propre opinion avant de prendre toute décision d'investissement. En particulier, les investisseurs doivent faire leur propre évaluation des risques associés aux Titres et consulter leurs propres conseils financiers et juridiques sur les risques liés à l'investissement dans une Souche de Titres particulière et quant à l'opportunité d'un tel investissement au regard de leur situation personnelle. Les investisseurs sont informés qu'ils peuvent perdre tout ou partie, selon le cas, de la valeur de leur investissement.

L'Emetteur considère que les Titres doivent uniquement être acquis par des investisseurs qui sont des institutions financières ou d'autres investisseurs professionnels qui sont en position de mesurer les risques spécifiques qu'implique un investissement dans les Titres, ou qui agissent sur les conseils d'institutions financières.

L'ordre de présentation des facteurs de risques ci-après n'est pas une indication de leur probabilité de survenance.

Tous les termes commençant par une majuscule et qui ne sont pas définis dans le présent chapitre auront la signification qui leur est donnée au chapitre "Modalités des Titres".

Toute référence ci-après à un Article renvoie à l'article numéroté correspondant dans le chapitre "Modalités des Titres".

1. Risques relatifs à l'Emetteur

1.1 Risques juridiques liés aux voies d'exécution

L'Emetteur, collectivité territoriale, n'est pas exposé aux risques juridiques liés aux voies d'exécution de droit commun. En tant que personne morale de droit public, l'Emetteur n'est pas soumis aux voies d'exécution de droit privé, et ses biens sont insaisissables, réduisant ainsi les possibilités de recours d'un investisseur dans le cadre du remboursement des Titres par comparaison à une personne morale de droit privé. Toutefois, l'inscription et le mandatement des dépenses obligatoires résultant, pour l'Emetteur, d'une décision juridictionnelle passée en la force de la chose jugée sont régies par l'article 1er de la loi n°80-539 du 16 juillet 1980 et les articles L.911-1 et suivants du Code de justice administrative.

1.2 Risques liés aux activités, au fonctionnement et au patrimoine de l'Emetteur

Les activités, le fonctionnement et le patrimoine de l'Emetteur sont susceptibles de présenter des risques notamment liés aux dommages aux biens, mettant en cause notamment les véhicules automobiles de sa flotte, ou les agissements de ses agents et des élus. Ces risques sont couverts par des assurances souscrites par le biais de marchés publics. Précisément, ces assurances couvrent l'Emetteur contre les risques suivants :

- dommages aux biens et risques annexes,
- responsabilité civile et risques annexes,
- flotte automobile,
- risques statutaires,
- protection juridique des agents et des élus du Département de Seine-et-Marne,
- tous risques expositions.

En matière de construction, extensions et réhabilitations de bâtiments, le Département souscrit une assurance Dommages-Ouvrages lorsque les besoins du Département le justifient.

1.3 Risques financiers

S'agissant des risques financiers, le cadre juridique de l'emprunt des collectivités territoriales permet de limiter les risques d'insolvabilité.

L'article 2 de la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, a supprimé toute tutelle de l'Etat sur les actes des collectivités territoriales. Cette évolution a conduit à reconnaître aux collectivités locales une liberté pleine et entière d'appréciation en matière de financement et à libéraliser et banaliser les règles applicables à leurs emprunts. Désormais, les collectivités territoriales peuvent ainsi recourir librement à l'emprunt et leurs relations avec les prêteurs sont généralement régies par le droit privé et la liberté contractuelle.

Toutefois, cette liberté est encadrée par les principes suivants :

- les emprunts sont exclusivement destinés à financer des investissements ; et
- le remboursement du capital doit être couvert par des ressources propres.

Par ailleurs, l'article L.1611-3-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (le "CGCT"), créé par la loi n°2013-672 du 26 juillet 2013, soumet la souscription des emprunts du Département auprès des établissements de crédits à certaines limites tenant à la devise, au taux d'intérêt et aux instruments de couverture y afférents autorisés. Toutefois, ce nouvel article n'a pas vocation à s'appliquer aux emprunts obligataires ainsi que le précisent les travaux parlementaires (Rapport n° 1091 au nom de la commission des finances de l'Assemblée Nationale, déposé le 29 mai 2013, amendement n°160 du 19 mars 2013).

1.4 Risques associés au non remboursement des dettes de l'Emetteur

En outre, le service de la dette représente une dépense obligatoire, qu'il s'agisse du remboursement du capital ou des frais financiers. Les intérêts de la dette et le remboursement de la dette en capital constituent, selon l'article L.3321-1 du CGCT, des dépenses obligatoires pour la collectivité. Ces dépenses doivent, en conséquence, obligatoirement être inscrites au budget de la collectivité. S'il n'en est pas ainsi, le législateur a prévu une procédure (article L.1612-15 du CGCT) permettant au Préfet, sur demande de la Chambre Régionale des Comptes, d'inscrire la dépense au budget de la collectivité. En outre, à défaut de mandatement d'une dépense obligatoire, le législateur a prévu également une procédure (article L.1612-16 du CGCT) permettant au Préfet d'y procéder d'office.

1.5 Risques liés aux contrats financiers

Le recours aux contrats financiers (produits dérivés tels que swaps, caps, tunnels...) n'est autorisé que dans une logique de couverture de risque de taux ou de change. Ce cadre juridique est encadré par une circulaire interministérielle n°NOR/IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics. Cette circulaire attire l'attention des collectivités territoriales sur les risques inhérents à la gestion de la dette et rappelle l'état du droit sur le recours aux produits financiers.

Cette circulaire précise notamment que les opérations de type spéculatif sont strictement proscrites.

L'Emetteur fait preuve d'une extrême vigilance sur la nature des risques des produits qu'elle souscrit et se refuse à contracter ceux offrant des conditions financières anormalement déconnectées du marché. Les produits souscrits visent uniquement à réduire ou limiter l'impact des frais financiers et à neutraliser en totalité ou en partie le risque de change en cas d'opérations en devises.

En outre, le décret n° 2014-984 du 28 août 2014, pris en application de la loi du 26 juillet 2013 précitée encadre notamment les conditions de conclusion de contrats financiers par les collectivités locales.

1.6 Risques liés à l'évolution des ressources

L'Emetteur, en tant que collectivité territoriale, est exposé à toute éventuelle évolution de son environnement juridique et réglementaire qui pourrait venir en modifier la structure et le volume de ses ressources. Toutefois, l'article 72-2 de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose que " *les recettes fiscales et les autres ressources propres des collectivités territoriales représentent, pour chaque catégorie de collectivités, une part déterminante de l'ensemble de leurs ressources* ".

Le niveau des ressources de l'Emetteur est donc dépendant de recettes déterminées par l'Etat dans le cadre des transferts de compétence ou des réformes fiscales successives. En particulier, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République décide d'une redéfinition des compétences des départements, supprimant la clause de compétence générale à leur profit et procède au transfert d'une partie des ressources fiscales (CVAE) des départements aux régions en contrepartie d'une compensation financière équivalente.

Par ailleurs, la loi n° 2014-1653 du 29 décembre 2014 de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 prévoit une diminution de l'ensemble des concours financiers que l'Etat verse annuellement aux collectivités territoriales.

Dans ce contexte, la diminution programmée du niveau des dotations versées par l'Etat est susceptible d'affecter défavorablement les recettes de fonctionnement de l'Emetteur. L'équilibre budgétaire devant être respecté, il pourrait être amené soit à ajuster l'évolution de ses dépenses, soit à augmenter ses autres ressources. En 2016, la dotation globale de fonctionnement accordée par l'Etat s'élève à 109,5 M€ (contre 132,9 M€ en 2015). En 2017, la dotation globale de fonctionnement est de 85,7 M€ (soit une baisse de 22,9 M€ par rapport à 2016).

1.7 Risques associés aux opérations hors bilan de l'Emetteur et aux investissements en cours

L'Emetteur peut accorder des garanties d'emprunts dans les conditions prévues à l'article L.3231-4 du CGCT. Au 31 décembre 2016, les annuités d'emprunts garanties par le Département de Seine-et-Marne et à échoir au cours de l'exercice 2016 s'élevaient à 48 018 209 € dont 35 513 762 € au profit d'organismes de logement social et 12 504 447 € au profit d'autres organismes (essentiellement dans le domaine médico-social).

Au 31 décembre 2016, l'encours de la dette garantie représentait un montant de 584 377 470 € dont 474 319 180 € au profit de bailleurs sociaux et 110 058 290 € concernant les autres secteurs.

Pour l'année 2015, le ratio prudentiel institué par l'article L.3231-4 du CGCT s'est élevé à 8,46% (contre 8,93% en 2014) pour le Département de Seine-et-Marne pour un plafond fixé à 50%.

1.8 Risques liés aux états financiers

L'Emetteur, en tant que collectivité territoriale n'est pas soumis aux mêmes normes comptables qu'un émetteur de droit privé. Ses états financiers (comptes administratifs, budgets) sont soumis à des règles comptables spécifiques fixées notamment par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 et le Code général des collectivités territoriales et telles que plus amplement décrites aux pages 72 et suivants du présent Prospectus de Base. L'évaluation financière de l'Emetteur par les investisseurs nécessite de prendre en considération cette comptabilité spécifique.

Les comptes de l'Emetteur sont soumis aux contrôles de l'Etat : (i) contrôle de légalité, (ii) contrôles financiers exercés par le Préfet du Département et le comptable public (iii) examen de gestion périodique exercé par la Chambre Régionale des Comptes. Les contrôles sont plus amplement décrits aux pages 55 et 56 du présent Prospectus de Base. Les comptes de l'Emetteur ne sont pas audités selon le même processus qu'un émetteur de droit privé, mais sont soumis au contrôle de l'Etat.

2. Risques relatifs aux Titres

2.1 Les Titres peuvent ne pas être un investissement approprié pour tous les investisseurs

Chaque investisseur potentiel doit déterminer, sur la base de son propre examen et avec l'intervention de tout conseiller qu'il pourra juger utile selon les circonstances, l'opportunité d'un investissement dans les Titres au regard de sa situation personnelle. En particulier, chaque investisseur potentiel devrait :

- (i) avoir une connaissance et une expérience suffisante pour évaluer de manière satisfaisante les Titres, l'intérêt et les risques relatifs à un investissement dans les Titres concernés et l'information contenue ou incorporée par référence dans le présent Prospectus de Base ou dans tout supplément à ce Prospectus de Base ainsi que dans les Conditions Définitives concernées ;
- (ii) avoir accès à et savoir manier des outils d'analyse appropriés pour évaluer, à la lumière de sa situation personnelle et de sa sensibilité au risque, un investissement dans les Titres concernés et l'effet que les Titres concernés pourraient avoir sur l'ensemble de son portefeuille d'investissement ;
- (iii) disposer de ressources financières et de liquidités suffisantes pour supporter l'ensemble des risques inhérents à un investissement dans les Titres, y compris lorsque la devise pour le paiement du principal ou des intérêts est différente de celle de l'investisseur potentiel ;
- (iv) comprendre parfaitement les modalités des Titres concernés et être familier avec le comportement des taux et marchés financiers concernés ;
- (v) être capable d'évaluer (seul ou avec l'aide d'un conseil financier) les scénarios possibles pour l'économie, les taux d'intérêt ou tout autre facteur qui pourrait affecter son investissement et sa capacité à faire face aux risques encourus; et

- (vi) avoir connaissance, d'un point de vue légal et réglementaire, des restrictions qui lui seraient applicables en cas d'investissement dans les Titres de manière générale et dans tous Titres en particulier.

Un investisseur potentiel ne devrait pas investir dans des Titres à moins que son expertise (seule ou avec l'aide de son conseil financier) ne lui permette d'évaluer la manière dont les Titres vont évoluer dans des conditions changeantes, les effets qui en résulteraient sur la valeur des Titres et l'impact de cet investissement sur l'ensemble du portefeuille d'investissement de l'investisseur potentiel.

2.2 Risques relatifs à la structure d'une émission particulière de Titres

Une grande variété de Titres peut être émise dans le cadre de ce Programme. Un certain nombre de ces Titres peuvent avoir des caractéristiques qui présentent des risques particuliers pour les investisseurs potentiels. Les caractéristiques les plus communes de ces Titres et les risques qui y sont associés sont exposés ci-après.

Titres soumis à un remboursement optionnel par l'Emetteur

L'existence d'une option de remboursement des Titres a tendance à limiter leur valeur de marché. Durant chaque période où l'Emetteur peut décider de rembourser les Titres, la valeur de marché de ces Titres ne dépasse généralement pas de façon significative la valeur à laquelle ces Titres peuvent être remboursés. Cette situation peut aussi se produire avant chaque période de remboursement.

Il est généralement escompté que l'Emetteur rembourse les Titres lorsque le coût de son endettement est inférieur au taux d'intérêt des Titres. En conséquence, le rendement au moment du remboursement peut être plus faible qu'attendu pour les Titulaires et la valeur du montant remboursé des Titres peut être inférieure au prix d'achat des Titres payé par les Titulaires. De plus, en cas de remboursement anticipé, les investisseurs ne sont généralement pas en mesure de réinvestir les fonds reçus dans des titres financiers ayant un rendement aussi élevé que les Titres remboursés et peuvent uniquement réinvestir les fonds remboursés dans des titres financiers ayant un rendement significativement plus faible. Les investisseurs potentiels devraient prendre en compte le risque de réinvestissement à la lumière d'autres investissements réalisables.

Titres à Taux Fixe

Un investissement dans des Titres à Taux Fixe implique le risque qu'un changement postérieur des taux d'intérêt sur le marché ou l'inflation aient un impact défavorable significatif sur la valeur de la Tranche de Titres concernée.

Titres à Taux Variable

Un investissement dans des Titres à Taux Variable se compose (i) d'un Taux de Référence et (ii) d'une Marge à ajouter ou à soustraire, selon le cas, à ce Taux de Référence. Généralement, la Marge concernée n'évoluera pas durant la vie du Titre mais il y aura un ajustement périodique (tel que spécifié dans les Conditions Définitives concernées) du Taux de Référence (par exemple, tous les trois (3) mois ou six (6) mois) lequel évoluera en fonction des conditions générales du marché. Par conséquent, la valeur de marché des Titres à Taux Variable peut être volatile si des changements, particulièrement des changements à court terme, sur le marché des taux d'intérêt applicables au Taux de Référence concerné ne peuvent être appliqués au taux d'intérêt de ces Titres qu'au prochain ajustement périodique du Taux de Référence concerné.

Par ailleurs, une différence clé entre les Titres à Taux Variable et les Titres à Taux Fixe est que les revenus d'intérêt des Titres à Taux Variable ne peuvent pas être anticipés. En raison de la variation des revenus d'intérêts, les investisseurs ne peuvent pas déterminer un rendement donné des Titres à Taux Variable au moment où ils les achètent, de sorte que leur retour sur investissement ne peut pas être comparé avec celui d'investissements ayant des périodes d'intérêts fixes plus longues. Si les Modalités des Titres prévoient des dates de paiements d'intérêts fréquentes, les investisseurs sont exposés au risque de réinvestissement si les taux d'intérêt de marché baissent. Dans ce cas, les investisseurs ne pourront réinvestir leurs revenus d'intérêts qu'au taux d'intérêt éventuellement plus faible alors en vigueur.

Titres à Taux Variable avec Coefficient Multiplicateur ou tout autre effet de levier

Les Titres à Taux Variable peuvent être un investissement volatile. Si leurs structures impliquent des Coefficients Multiplicateurs ou tout autre effet de levier, des plafonds ou planchers, ou toute combinaison de ces caractéristiques ou de caractéristiques ayant un effet similaire, leur valeur de marché peut être encore plus volatile que celles de titres n'ayant pas ces caractéristiques.

Titres à Taux Fixe/Taux Variable

Les Titres à Taux Fixe/Taux Variable ont un taux d'intérêt qui, automatiquement ou sur décision de l'Emetteur,

peut passer d'un Taux Fixe à un Taux Variable ou d'un Taux Variable à un Taux Fixe. La conversion (qu'elle soit automatique ou optionnelle) peut affecter le marché secondaire et la valeur de marché de ces Titres dans la mesure où cela peut conduire à une diminution d'ensemble des coûts d'emprunt. Si un Taux Fixe est converti en un Taux Variable, la marge entre le Taux Fixe et le Taux Variable peut être moins favorable que les marges en vigueur sur les Titres à Taux Variable comparables qui ont le même taux de référence. De plus, le nouveau Taux Variable peut à tout moment être inférieur au taux d'autres Titres. Si un Taux Variable est converti en Taux Fixe, le Taux Fixe peut être inférieur au taux alors applicable à ces Titres.

Titres à Coupon Zéro et Titres émis en dessous du pair ou assortis d'une prime d'émission

La valeur de marché des Titres à Coupon Zéro et de tout Titre émis en dessous du pair ou assorti d'une prime d'émission a tendance à être plus sensible aux fluctuations relatives aux variations des taux d'intérêt que les titres portant intérêt classiques. Généralement, plus la date d'échéance des Titres est éloignée, plus la volatilité du prix de ces Titres peut être comparable à celle de titres portant intérêt classiques avec une échéance similaire.

Conflits d'intérêts potentiels

Chacun des Agents Placeurs et leurs affiliés peuvent ou pourront dans le futur, dans l'exercice normal de leurs activités, être en relation d'affaires ou agir en tant que conseiller financier auprès de l'Emetteur, en relation avec les titres émis par l'Emetteur. Dans le cours normal de leurs activités, chacun des Agents Placeurs et leurs affiliés peuvent ou pourront être amenés à (i) effectuer des opérations d'investissement, de négociation ou de couverture, y compris des activités de courtage ou des transactions sur des produits dérivés, (ii) agir en tant que preneurs fermes de titres financiers offerts par l'Emetteur ou (iii) agir en tant que conseillers financiers de l'Emetteur. Dans le cadre de telles transactions, chacun des Agents Placeurs et leurs affiliés détiennent ou pourront détenir des titres financiers émis par l'Emetteur, auquel cas chacun des Agents Placeurs et leurs affiliés reçoivent ou recevront des commissions usuelles au titre de ces transactions.

En outre, l'Emetteur et chacun des Agents Placeurs pourront être impliqués dans des transactions portant sur un indice ou des produits dérivés basés ou relatifs aux Titres, ce qui pourrait affecter le prix de marché, la liquidité ou la valeur des Titres et pourrait avoir un effet défavorable sur les intérêts des Titulaires.

L'Emetteur peut désigner l'Agent Placeur en tant qu'Agent de Calcul dans le cadre d'une ou plusieurs Souches de Titres. Tel Agent de Calcul sera probablement un membre d'un groupe financier international qui implique, dans le cours normal de son activité, que des conflits d'intérêts peuvent exister, notamment au vu de l'étendue des activités bancaires exercées dans un tel groupe. Bien que des barrières d'information ou des procédures internes, selon les cas, soient en place pour empêcher tout conflit d'intérêt de se produire, un Agent de Calcul pourra être impliqué, dans d'autres activités, dans des transactions portant sur un indice ou des produits dérivés basés ou relatifs aux Titres, ce qui pourrait affecter le prix de marché, la liquidité ou la valeur des Titres et pourrait avoir un effet défavorable sur les intérêts des Titulaires.

2.3 Risques relatifs aux Titres en général

Sont brièvement présentés ci-après certains risques relatifs aux Titres en général :

Les Titres peuvent être remboursés avant leur maturité

Si, à l'occasion d'un remboursement du principal ou d'un paiement d'intérêt, l'Emetteur se trouvait contraint de payer des montants supplémentaires conformément à l'Article 8(b) "*Fiscalité - Montants supplémentaires*", il pourra alors, conformément aux stipulations de l'Article 6(f) "*Remboursement, achat et options - Remboursement pour raisons fiscales*", rembourser en totalité les Titres au Montant de Remboursement Anticipé majoré, à moins qu'il en soit indiqué autrement dans les Conditions Définitives concernées, de tous les intérêts courus jusqu'à la date de remboursement fixée.

De même, s'il devient illicite pour l'Emetteur d'appliquer ou de respecter ses obligations au titre des Titres, l'Emetteur pourra, conformément aux stipulations de l'Article 6(i) "*Remboursement, achat et options - Illégalité*", rembourser la totalité et non une partie seulement des Titres, au Montant de Remboursement Anticipé majoré de tous les intérêts courus jusqu'à la date de remboursement fixée.

Un remboursement partiel anticipé à la main de l'Emetteur ou des titulaires de Titres pourra affecter la liquidité des Titres d'une même Souche pour lesquels l'option n'a pas été exercée

En fonction du nombre de Titres de la même Souche pour lesquels un remboursement partiel anticipé est exercé à la main de l'Emetteur ou des titulaires de Titres, les Titres restant en circulation pourront être affectés par une perte de liquidité.

Toute option de remboursement anticipé au profit de l'Émetteur, prévue par les Conditions Définitives d'une émission de Titres donnée peut résulter pour les Titulaires en un rendement considérablement inférieur à leurs attentes

Les Conditions Définitives d'une émission de Titres donnée peuvent prévoir une option de remboursement anticipé au profit de l'Émetteur. En conséquence, le rendement au moment du remboursement peut être plus faible qu'attendu, et la valeur du montant remboursé des Titres peut être inférieure au prix d'achat sur le marché des Titres payé par le Titulaire. En conséquence, une partie du capital investi par les Titulaires peut être perdu, de sorte que le Titulaire ne recevra pas le montant total du capital investi. De plus, en cas de remboursement anticipé, les investisseurs qui choisissent de réinvestir les fonds qu'ils reçoivent peuvent n'être en mesure de réinvestir que dans des titres financiers ayant un rendement plus faible que les Titres remboursés.

Modifications des Modalités

Les titulaires de Titres seront, pour toutes les Tranches d'une Souche, regroupés automatiquement pour la défense de leurs intérêts communs au sein d'une Masse et une Assemblée Générale pourra être organisée. Les Modalités permettent que dans certains cas une majorité définie de titulaires de Titres puisse contraindre tous les titulaires de Titres y compris ceux qui n'auraient pas participé ou voté à l'Assemblée Générale ou ceux qui auraient voté dans un sens contraire. L'Assemblée Générale peut en outre délibérer sur toute proposition de modification des Modalités, y compris toute proposition de compromis ou de transaction sur des droits litigieux ou ayant fait l'objet de décisions judiciaires, ces prérogatives étant plus détaillées à l'Article 11.

Modification des lois en vigueur

Les Modalités des Titres sont fondées sur le droit français en vigueur à la date du présent Prospectus de Base. Il n'est pas garanti qu'une décision de justice ou qu'une modification des lois ou de la pratique administrative en vigueur après la date du présent Prospectus de Base ne puisse avoir un impact sur les Titres.

Fiscalité

Les acquéreurs et les vendeurs potentiels de Titres doivent tenir compte du fait qu'ils pourraient devoir payer des impôts ou autres taxes ou droits selon la loi ou les pratiques en vigueur dans les pays où les Titres seront transférés ou dans d'autres juridictions. Dans certaines juridictions, aucune position officielle des autorités fiscales ni aucune décision de justice n'est disponible s'agissant de titres financiers innovants tels que les Titres. Les investisseurs potentiels sont invités à ne pas se fonder sur les informations fiscales contenues dans le présent Prospectus de Base et, le cas échéant, tout supplément y afférent, mais à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle en ce qui concerne l'acquisition, la vente et le remboursement des Titres. Seuls ces conseils sont en mesure de correctement prendre en considération la situation spécifique d'un investisseur potentiel. Ces considérations relatives à l'investissement doivent être lues conjointement avec les informations contenues dans le chapitre "Fiscalité" du présent Prospectus de Base et, le cas échéant, tout supplément y afférent.

Taxe sur les transactions financières

La Commission européenne a proposé le 14 février 2013 un projet de directive (le "**Projet de Directive**") mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la taxe sur les transactions financières qui, s'il était adopté en l'état, pourrait imposer une taxe sur les transactions financières au titre des Titres émis (la "**Taxe**"). Il est prévu que le Projet de Directive entre en vigueur dans onze (11) pays de l'Union Européenne (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Estonie, France, Grèce, Italie, Portugal, Slovaquie et Slovénie) (les "**Etats Membres Participants**" et, chacun, un "**Etat Membre Participant**").

Le 8 décembre 2015, l'Estonie a indiqué qu'elle ne serait plus un Etat Membre Participant.

Selon le Projet de Directive, la Taxe s'appliquerait à toutes les transactions financières où au moins une partie à la transaction, ou une personne agissant pour son compte, est établie, ou réputée être établie, dans un Etat Membre Participant. Toutefois, la Taxe ne devrait notamment pas s'appliquer aux transactions sur le marché primaire visées à l'article 5 (c) du règlement (CE) 1287/2006 de la Commission du 10 août 2006, incluant les activités de souscription et d'allocation d'instruments financiers dans le cadre de leur émission. La Taxe serait payable par chaque établissement financier établi, ou réputé être établi, dans un Etat Membre Participant dès lors qu'il est partie à une transaction ou agit pour le compte d'une partie à la transaction, ou que la transaction a été effectuée pour son propre compte. Les taux d'imposition de la Taxe seraient laissés à l'appréciation de chaque Etat Membre Participant mais fixés au minimum à 0,1% pour les instruments financiers autres que les produits dérivés.

Chaque investisseur potentiel doit garder à l'esprit que tout achat, vente ou échange des Titres pourrait être soumis à la Taxe à un taux minimum de 0,1%, sous réserve que les conditions mentionnées ci-avant soient

réunies. L'investisseur pourrait devoir prendre en charge le paiement de la Taxe ou la rembourser à l'établissement financier. Par ailleurs, la Taxe pourrait affecter la valeur des Titres.

Si le Projet de Directive est adopté en l'état et transposé dans les droits nationaux concernés, les Titulaires de Titres pourraient être exposés à une augmentation des coûts transactionnels relatifs aux transactions financières concernant les Titres et la liquidité des Titres pourrait être diminuée.

Le Projet de Directive est en cours de négociation entre les Etats Membres Participants. Il peut donc faire l'objet d'une modification avant sa mise en œuvre, dont le calendrier est incertain.

Toute personne envisageant d'investir dans les Titres est invitée à consulter son propre conseil fiscal au sujet de la Taxe.

Perte de l'investissement dans les Titres

L'Emetteur se réserve le droit de procéder à des rachats de Titres, à quelque prix que ce soit, en bourse ou hors bourse conformément à la réglementation applicable. Ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des Titres restant en circulation, elles réduisent cependant le rendement des Titres qui pourraient être amortis par anticipation. De même, en cas de changement de régime fiscal applicable aux Titres, l'Emetteur pourrait être tenu de rembourser en totalité les Titres, à 100% de leur valeur nominale, majoré, le cas échéant, des intérêts courus jusqu'à la date effective de remboursement. Tout remboursement anticipé des Titres peut résulter pour les titulaires de Titres en un rendement considérablement inférieur à leurs attentes.

Par ailleurs, il existe un risque de non remboursement des Titres à l'échéance si l'Emetteur n'est alors plus solvable. Le non remboursement ou le remboursement partiel des Titres entraînerait de fait une perte de l'investissement dans les Titres.

Enfin, une perte en capital peut se produire lors de la vente d'un Titre à un prix inférieur à celui payé lors de l'achat. L'investisseur ne bénéficie d'aucune protection ou de garantie du capital investi. Le capital initialement investi est exposé aux aléas du marché et peut donc, en cas d'évolution boursière défavorable, ne pas être restitué.

Contrôle de légalité

Le Préfet du Département de Seine-et-Marne dispose d'un délai de deux mois à compter de la transmission en préfecture d'une délibération du Conseil départemental du Département de Seine-et-Marne et des contrats conclus par celui-ci pour procéder au contrôle de la légalité desdites délibérations et/ou de la décision de signer lesdits contrats et, s'il les juge illégales, les déférer au tribunal administratif compétent et, le cas échéant, en solliciter la suspension. Si le déféré préfectoral est précédé d'un recours administratif ou dans certaines autres circonstances, ce délai de deux mois pourra se trouver prolongé. Une fois saisi, le tribunal administratif compétent pourrait alors, s'il juge lesdites délibérations et/ou la décision de signer lesdits contrats illégales, les suspendre ou les annuler en totalité ou partiellement. En outre, selon la nature du vice et les circonstances de l'affaire, l'annulation desdites délibérations et/ou de la décision de signer lesdits contrats pourrait conduire à l'annulation des contrats. Une suspension ou une annulation partielle ou totale des délibérations et/ou de la décision de signer les contrats en vertu desquelles ont été émis les Titres pourrait remettre en cause les droits des titulaires des Titres.

Recours de tiers

Un tiers ayant intérêt à agir pourrait exercer un recours en excès de pouvoir devant les juridictions administratives à l'encontre d'une délibération du Conseil départemental du Département de Seine-et-Marne et/ou de la décision de signer des contrats conclus par celui-ci dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et, le cas échéant, en solliciter la suspension. Si le recours pour excès de pouvoir est précédé d'un recours administratif ou dans certaines autres circonstances, ce délai de deux mois pourra se trouver prolongé. Si cette délibération et/ou cette décision de signer ne sont pas publiées de manière appropriée, une telle action pourra être menée par tout tiers intéressé sans limitation dans le temps. Une fois saisi, le juge administratif compétent pourrait alors, s'il considérait qu'une règle de droit a été violée, annuler cette délibération et/ou cette décision de signer ou, s'il considérait par ailleurs que l'urgence le justifie, la suspendre. En outre, selon la nature du vice et les circonstances de l'affaire, l'annulation de la délibération et/ou de la décision de signer pourrait conduire à l'annulation des contrats. Une suspension ou une annulation partielle ou totale des délibérations et/ou de la décision de signer les contrats en vertu desquelles ont été émis les Titres pourrait remettre en cause les droits des titulaires des Titres.

2.4 Risques relatifs au marché

Sont présentés ci-après les principaux risques de marché:

Valeur de marché des Titres

La valeur de marché des Titres pourra être affectée par la qualité de crédit de l'Emetteur et par d'autres facteurs additionnels, notamment les taux d'intérêt ou de rendement sur le marché ou la durée restante jusqu'à la date d'échéance.

La valeur des Titres dépend de facteurs interdépendants, y compris des facteurs économiques, financiers ou politiques en France ou ailleurs, y compris des facteurs affectant les marchés de capitaux en général et les marchés boursiers sur lesquels les Titres sont négociés. Le prix auquel un titulaire de Titres pourra céder ses Titres avant la date d'échéance pourra être inférieur, et de manière substantielle, au prix d'émission ou au prix d'acquisition payé par ledit titulaire.

Marché secondaire

Les Titres peuvent ne pas avoir de marché de négociation établi lors de leurs émissions et il est possible qu'un marché secondaire de ces Titres ne se développe jamais. Même si un marché secondaire se développe, il pourrait ne pas être liquide. Ainsi, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de céder facilement leurs Titres ou de les céder à un prix offrant un rendement comparable à des produits similaires pour lesquels un marché secondaire actif se serait développé. Cela est particulièrement le cas pour les Titres qui sont spécialement sensibles aux risques de taux d'intérêt, de marché ou de change, qui sont émis pour répondre à des objectifs spécifiques d'investissement ou de stratégie ou qui ont été structurés pour répondre aux demandes d'investissement d'une catégorie limitée d'investisseurs. Ce type de Titres aura en général un marché secondaire plus limité et une volatilité de prix plus élevée que les titres de créance classiques. L'absence de liquidité peut avoir un effet défavorable significatif sur la valeur de marché des Titres.

Risques de change et contrôle des changes

L'Emetteur paiera le principal et les intérêts des Titres dans la Devise Prévüe. Ceci présente certains risques de conversion des devises si les activités financières d'un investisseur sont effectuées principalement dans une monnaie ou une unité monétaire (la "**Devise de l'Investisseur**") différente de la Devise Prévüe. Ces risques comprennent le risque que les taux de change puissent varier significativement (y compris des variations dues à la dévaluation de la Devise Prévüe ou à la réévaluation de la Devise de l'Investisseur) et le risque que les autorités ayant compétence sur la Devise de l'Investisseur puissent imposer ou modifier le contrôle des changes. Une appréciation de la valeur de la Devise de l'Investisseur par rapport à la Devise Prévüe réduirait (1) l'équivalent dans la Devise de l'Investisseur du rendement des Titres, (2) l'équivalent dans la Devise de l'Investisseur de la valeur de remboursement des Titres et (3) l'équivalent dans la Devise de l'Investisseur de la valeur de marché des Titres.

Le gouvernement et les autorités monétaires peuvent imposer (certains l'ont fait par le passé) des mesures de contrôle des changes susceptibles d'affecter défavorablement les taux de change. En conséquence, les investisseurs peuvent recevoir un paiement de principal ou d'intérêts inférieur à celui escompté, voire même ne recevoir ni intérêt ni principal.

La notation peut ne pas refléter tous les risques

Une ou plusieurs agence(s) de notation indépendante(s) peu(ven)t attribuer une notation aux Titres et/ou à la dette à long terme de l'Emetteur. Les notations peuvent ne pas refléter l'effet potentiel de tous les risques liés aux facteurs structurels, de marché ou autres qui sont décrits dans le présent chapitre et à tous les autres facteurs qui peuvent affecter la valeur des Titres. Une notation ne constitue pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les Titres, et peut être révisée (à la hausse ou à la baisse) ou retirée par l'agence de notation à tout moment sans préavis. Une révision à la baisse ou un retrait peut affecter défavorablement la valeur de marché des Titres.

Les lois et réglementations sur l'investissement peuvent restreindre certains investissements

L'activité d'investissement de certains investisseurs est soumise aux lois et réglementations sur les critères d'investissement, ou au contrôle de certaines autorités. Chaque investisseur potentiel devrait consulter son conseil juridique afin de déterminer si, et dans quelle mesure, (1) les Titres sont un investissement autorisé pour lui, (2) les Titres peuvent être ou non utilisés en garantie de différents types d'emprunts, (3) d'autres restrictions s'appliquent quant à l'acquisition ou au nantissement des Titres. Les institutions financières devraient consulter leurs conseils juridiques ou le régulateur approprié afin de déterminer le traitement approprié des Titres en application des règles prudentielles ou de toute autre règle similaire. Ni l'Emetteur, ni le (les) Agents(s) Placeur(s), ni aucune de leurs sociétés affiliées respectives n'ont ou n'assument la responsabilité de la légalité de

l'acquisition des Titres par un investisseur potentiel, que ce soit en vertu des lois en vigueur dans la juridiction où ils sont enregistrés ou celle où ils exercent leurs activités (si la juridiction est différente), ou du respect par l'investisseur potentiel de toute loi, réglementation ou règle édictée par un régulateur qui lui serait applicable.

DESCRIPTION GENERALE DU PROGRAMME

La description générale suivante doit être lue sous réserve des autres informations figurant dans le présent Prospectus de Base. Les Titres seront émis selon les modalités des Titres figurant aux pages 21 à 42 du présent Prospectus de Base telles que complétées par les dispositions des Conditions Définitives concernées convenues entre l'Emetteur et le ou les Agent(s) Placeur(s) concerné(s) conformément à la Directive Prospectus et au Règlement Européen. Dans certains cas, les Modalités pourront être complétées par un supplément au présent Prospectus de Base.

Les termes et expressions définis dans le chapitre "Modalités des Titres" ci-après auront la même signification dans le présent chapitre et les références ci-après aux Articles renvoient, sauf s'il en résulte autrement du contexte, aux paragraphes numérotés du chapitre "Modalités des Titres".

Emetteur :	Le Département de Seine-et-Marne.
Arrangeur :	HSBC France.
Agents Placeurs :	<p>BNP Paribas, BRED Banque Populaire, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Mutuel Arkéa, HSBC France, Natixis et Société Générale.</p> <p>L'Emetteur pourra à tout moment révoquer tout Agent Placeur dans le cadre du Programme ou désigner des Agents Placeurs supplémentaires soit pour une ou plusieurs Tranches, soit pour l'ensemble du Programme. Toute référence faite dans le présent Prospectus de Base aux "Agents Placeurs Permanents" renvoie aux personnes nommées ci-avant en qualité d'Agents Placeurs ainsi qu'à toute autre personne qui aurait été désignée comme Agent Placeur pour l'ensemble du Programme (et qui n'auraient pas été révoquées) et toute référence faite aux "Agents Placeurs" désigne tout Agent Placeur Permanent et toute autre personne désignée comme Agent Placeur pour une ou plusieurs Tranches.</p>
Description :	Programme d'émission de Titres (<i>Euro Medium Term Note Programme</i>). Les Titres émis constitueront des obligations au sens du droit français.
Montant maximum du Programme :	Le montant nominal total des Titres en circulation ne pourra, à aucun moment, excéder la somme de 1.000.000.000 d'euros (ou la contre-valeur de ce montant en toute autre devise, calculée à la date de détermination des conditions financières).
Agent Financier et Agent Payeur Principal :	CACEIS Corporate Trust.
Agent de Calcul :	Sauf stipulation contraire dans les Conditions Définitives concernées, CACEIS Corporate Trust.
Méthode d'émission :	<p>Les Titres seront émis dans le cadre d'émissions syndiquées ou non-syndiquées.</p> <p>Les Titres seront émis par souches (chacune, une "Souche"). Chaque Souche peut être émise par tranches (chacune, une "Tranche") à une même date d'émission ou à des dates d'émissions différentes.</p> <p>L'Emetteur et le ou les Agent(s) Placeur(s) concerné(s) détermineront, au moment de l'émission, les modalités spécifiques à chaque Tranche (notamment le montant nominal total, le prix d'émission, le prix de remboursement et les intérêts à payer le cas échéant) qui figureront dans les Conditions Définitives concernées.</p>
Devise :	Sous réserve du respect de toutes les lois, règlements et directives applicables, les Titres pourront être émis en euros, en dollars américains, en yens japonais, en francs suisses, en livres sterling et en toute autre

devise qui pourrait être convenue entre l'Emetteur et le ou les Agent(s) Placeur(s) concerné(s), tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées.

Valeur nominale :	<p>Les Titres auront la(les) valeur(s) nominale(s) prévue(s) dans les Conditions Définitives concernées. Les Titres admis aux négociations sur un Marché Réglementé dans des circonstances exigeant la publication d'un prospectus conformément à la Directive Prospectus auront une valeur nominale unitaire supérieure ou égale à 100.000 euros (ou la contre-valeur de ce montant en toute autre devise, calculée à la date de détermination des conditions financières) ou à tout autre montant supérieur qui pourrait être autorisé ou requis par l'autorité monétaire concernée ou toute loi ou réglementation applicable à la Devise Prévüe.</p> <p>Les Titres Dématérialisés seront émis avec une seule valeur nominale.</p>
Rang de créance des Titres :	<p>Les obligations de l'Emetteur au titre des Titres et, le cas échéant, des Reçus et Coupons constituent des engagements directs, inconditionnels, non subordonnés et (sous réserve de l'Article 4) non assortis de sûretés de l'Emetteur venant au même rang entre eux et (sous réserve des exceptions légales impératives du droit français) au même rang que tous les autres engagements non subordonnés et non assortis de sûretés, présents ou futurs, de l'Emetteur.</p>
Maintien des Titres à leur rang :	<p>Aussi longtemps que des Titres ou, le cas échéant, des Reçus ou Coupons seront en circulation, l'Emetteur n'accordera pas et ne permettra pas que subsiste un quelconque gage, hypothèque, nantissement, privilège ou une autre sûreté réelle sur l'un quelconque de ses actifs, droits ou revenus, présents ou futurs, aux fins de garantir toute dette d'emprunt présente ou future, souscrite ou garantie par l'Emetteur, représentée par des obligations, des titres ou d'autres valeurs mobilières qui sont (ou sont susceptibles d'être) admis aux négociations sur toute bourse ou tout autre marché de valeurs mobilières, à moins que les obligations de l'Emetteur au titre des Titres, Reçus et Coupons ne bénéficient d'une sûreté équivalente et de même rang.</p>
Cas d'exigibilité anticipée (dont cas de défaut croisé) :	<p>Les modalités des Titres contiennent des cas d'exigibilité anticipée pour les Titres, tels que plus amplement décrits à l'Article 9.</p>
Montant de remboursement :	<p>Sous réserve du respect de toutes les lois, règlements et directives applicables, les Conditions Définitives concernées indiqueront la base de calcul des montants de remboursement dus retenue parmi les options décrites à l'Article 6.</p>
Remboursement optionnel :	<p>Les Conditions Définitives concernées indiqueront si les Titres peuvent être remboursés par anticipation au gré de l'Emetteur (en totalité ou en partie) et/ou des Titulaires et, si tel est le cas, les modalités applicables à ce remboursement, parmi les options et les modalités décrites à l'Article 6.</p>
Remboursement échelonné :	<p>Les Conditions Définitives relatives aux Titres remboursables en deux ou plusieurs versements indiqueront les dates auxquelles lesdits Titres pourront être remboursés et les montants à rembourser.</p>
Remboursement anticipé :	<p>Sous réserve des stipulations du paragraphe "Remboursement optionnel" ci-avant, les Titres ne seront remboursables par anticipation au gré de l'Emetteur que pour des raisons fiscales. Se reporter à l'Article 6.</p>
Retenue à la source :	<p>Tous paiements de principal, d'intérêts et d'autres produits afférents aux</p>

Titres effectués par ou pour le compte de l'Emetteur seront effectués sans aucune retenue à la source ou prélèvement au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, imposés, levés ou recouverts par ou pour le compte de la France, ou de l'une de ses autorités ayant le pouvoir de lever l'impôt, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne vienne à être exigé par la loi. Se reporter au chapitre "Fiscalité", pour une description détaillée du régime fiscal de retenue à la source en France.

Si en vertu de la législation française, les paiements en principal ou en intérêts afférents à tout Titre, Reçu ou Coupon devaient être soumis à un prélèvement ou à une retenue au titre de tout impôt ou taxe, présent ou futur, l'Emetteur s'engage, dans toute la mesure permise par la loi, à majorer ses paiements de sorte que les titulaires de Titres ou les Titulaires de Reçus et Coupons perçoivent l'intégralité des sommes qui leur auraient été versées en l'absence d'un tel prélèvement ou d'une telle retenue, sous réserve de certaines exceptions développées plus en détails à l'Article 8.

Périodes d'Intérêts et Taux d'Intérêt :

Pour chaque Souche, la durée des Périodes d'Intérêts des Titres, le Taux d'Intérêt applicable ainsi que la méthode de calcul pourront varier ou rester identiques, selon les Souches. Les Titres pourront comporter un Taux d'Intérêt Maximum, un Taux d'Intérêt Minimum ou les deux à la fois. Les Titres pourront porter intérêt à différents taux au cours de la même Période d'Intérêts grâce à l'utilisation de Périodes d'Intérêts Coursus. Les Conditions Définitives concernées indiqueront toutes ces informations parmi les options et les modalités décrites à l'Article 5.

Titres à Taux Fixe :

Les intérêts des Titres à Taux Fixe seront payables à terme échu à la date ou aux dates pour chaque année indiquées dans les Conditions Définitives concernées.

Titres à Taux Variable :

Les Titres à Taux Variable porteront intérêt au taux déterminé pour chaque Souche séparément de la façon suivante, tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées :

- (i) sur la même base que le taux variable applicable à une opération d'échange de taux d'intérêt notionnel dans la Devise Prévue concernée, conformément à la Convention-Cadre FBF, ou
- (ii) par référence à un taux de référence apparaissant sur une page fournie par un service de cotation commercial (y compris sans que cette liste ne soit limitative, l'EURIBOR (ou TIBEUR en français), ou le LIBOR),

dans chaque cas, tel qu'ajusté à la hausse ou à la baisse en fonction des marges et/ou Coefficients Multiplicateurs éventuellement applicables. Les calculs et périodes d'intérêts seront définis dans les Conditions Définitives concernées. Les Titres à Taux Variable pourront également comporter un Taux d'Intérêt Maximum, un Taux d'Intérêt Minimum ou les deux à la fois.

Titres à Taux Fixe/Taux Variable :

Chaque Titre à Taux Fixe/Taux Variable porte intérêt à un taux qui peut être converti d'un Taux Fixe à un Taux Variable ou d'un Taux Variable à un Taux Fixe, à la date indiquée dans les Conditions Définitives concernées par décision de l'Emetteur ou automatiquement.

Titres à Coupon Zéro :

Les Titres à Coupon Zéro pourront être émis au pair ou en dessous du pair et ne porteront pas d'intérêt.

Forme des Titres :

Les Titres pourront être émis soit sous forme de Titres dématérialisés (les "Titres Dématérialisés"), soit sous forme de Titres matérialisés (les

"Titres Matérialisés").

Les Titres Dématérialisés pourront, au gré de l'Emetteur, être émis au porteur ou au nominatif et, dans ce dernier cas, au gré du Titulaire concerné, soit au nominatif pur, soit au nominatif administré. Aucun document ne sera remis en représentation des Titres Dématérialisés. Se reporter à l'Article 1.

Les Titres Matérialisés seront uniquement émis au porteur. Un Certificat Global Temporaire relatif à chaque Tranche de Titres Matérialisés sera initialement émis. Les Titres Matérialisés pourront uniquement être émis hors du territoire français.

Droit applicable et Tribunaux compétents :

Droit français.

Toute réclamation à l'encontre de l'Emetteur relative aux Titres, Reçus, Coupons ou Talons sera soumise aux tribunaux compétents du ressort de la Cour d'appel de Paris (sous réserve de l'application des règles impératives régissant la compétence territoriale des tribunaux français).

Il est toutefois précisé qu'aucune voie d'exécution de droit privé ne peut être prise et qu'aucune procédure de saisie ne peut être mise en œuvre en France à l'encontre des actifs ou biens de l'Emetteur.

Systèmes de compensation :

Euroclear France en qualité de dépositaire central pour les Titres Dématérialisés et Clearstream, Luxembourg, et Euroclear pour les Titres Matérialisés, ou tout autre système de compensation que l'Emetteur, l'Agent Financier et l'Agent Placeur concerné conviendraient de désigner.

Création des Titres Dématérialisés :

La lettre comptable relative à chaque Tranche de Titres Dématérialisés devra être déposée auprès d'Euroclear France en sa qualité de dépositaire central au moins un (1) Jour Ouvré à Paris avant la date d'émission de cette Tranche.

Création des Titres Matérialisés :

Au plus tard à la date d'émission de chaque Tranche de Titres Matérialisés, le Certificat Global Temporaire relatif à cette Tranche devra être déposé auprès d'un dépositaire commun à Euroclear et Clearstream, Luxembourg, ou auprès de tout autre système de compensation, ou encore pourra être remis en dehors de tout système de compensation sous réserve qu'un tel procédé ait fait l'objet d'un accord préalable entre l'Emetteur, l'Agent Financier et le ou les Agent(s) Placeur(s) concerné(s).

Prix d'émission :

Les Titres pourront être émis au pair, en dessous du pair ou assortis d'une prime d'émission.

Absence d'offre au public :

Les Titres ne seront pas offerts au public en France ou dans un Etat Membre de l'Espace Economique Européen.

Admission aux négociations :

Les Titres pourront être admis aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris et/ou tout autre Marché Réglementé et/ou tout marché non réglementé, tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées. Les Conditions Définitives concernées pourront prévoir qu'une Souche de Titres ne fera l'objet d'aucune admission aux négociations.

Notation :

Le Programme a fait l'objet d'une notation A+ par Standard & Poor's Credit Market Services France S.A.S. ("Standard & Poor's"). A la date du Prospectus de Base, Standard & Poor's est une agence de notation de

crédit établie dans l'Union Européenne, enregistrée conformément au règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit, tel que modifié (le "**Règlement ANC**") et figurant sur la liste des agences de notation de crédit publiée sur le site internet de l'Autorité européenne des marchés financiers (www.esma.europa.eu) conformément au Règlement ANC. Les Titres émis dans le cadre du Programme pourront ou non faire l'objet d'une notation. La notation des Titres, s'il y en a une, sera précisée dans les Conditions Définitives concernées. La notation des Titres ne sera pas nécessairement identique à la notation du Programme. Une notation n'est pas une recommandation d'achat, de vente ou de détention de Titres et peut, à tout moment, être suspendue, modifiée, ou retirée par l'agence de notation concernée sans préavis.

Restrictions de vente :

Il existe des restrictions concernant l'offre, la vente des Titres et la diffusion des documents d'offre dans différents pays. Se reporter au chapitre "Souscription et Vente". Dans le cadre de l'offre et la vente d'une Tranche donnée, des restrictions de vente supplémentaires peuvent être imposées et seront alors indiquées dans les Conditions Définitives concernées.

L'Emetteur relève de la Catégorie 1 pour les besoins de la Réglementation S de la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933 (*U.S. Securities Act of 1933*), telle que modifiée.

Les Titres Matérialisés seront émis en conformité avec la Réglementation fiscale américaine (*U.S. Treas. Reg.*) §1.163-5(c)(2)(i)(D) des règlements du Trésor Américain (les "**Règles TEFRA D**") à moins que (i) les Conditions Définitives concernées ne prévoient que ces Titres Matérialisés soient émis en conformité avec la Réglementation fiscale américaine (*U.S. Treas. Reg.*) §1.163-5(c)(2)(i)(C) des règlements du Trésor Américain (les "**Règles TEFRA C**"), ou que (ii) l'émission de ces Titres Matérialisés ne soit pas faite en conformité avec les Règles TEFRA C ou les Règles TEFRA D, mais dans des conditions où ces Titres Matérialisés ne constituent pas des obligations dont l'enregistrement est requis par la loi américaine de 1982 sur l'équité d'imposition et la responsabilité fiscale (*United States Tax Equity and Fiscal Responsibility Act of 1982*) ("**TEFRA**"), auquel cas les Conditions Définitives concernées préciseront que les règles TEFRA ne s'appliquent pas à l'opération.

Les règles TEFRA ne s'appliquent pas aux Titres Dématérialisés.

INCORPORATION PAR REFERENCE

Le présent Prospectus de Base devra être lu et interprété conjointement avec les documents suivants qui ont été préalablement déposés auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'"AMF"). Ces documents sont incorporés dans le présent Prospectus de Base et sont réputés en faire partie intégrante :

- le chapitre "Modalités des Titres" en pages 18 à 38 du Prospectus de Base en date du 25 septembre 2012 (visé par l'AMF sous le numéro 12-463 en date du 25 septembre 2012) (les "**Modalités 2012**") ;
- le chapitre "Modalités des Titres" en pages 19 à 39 du Prospectus de Base en date du 16 septembre 2013 (visé par l'AMF sous le numéro 13-496 en date du 16 septembre 2013) (les "**Modalités 2013**") ;
- le chapitre "Modalités des Titres" en pages 20 à 42 du Prospectus de Base en date du 18 septembre 2014 (visé par l'AMF sous le numéro 14-507 en date du 18 septembre 2014) (les "**Modalités 2014**") ; et
- le chapitre "Modalités des Titres" en pages 20 à 41 du Prospectus de Base en date du 15 septembre 2015 (visé par l'AMF sous le numéro 15-485 en date du 15 septembre 2015) (les "**Modalités 2015**"),

et, avec les Modalités 2012, les Modalités 2013 et les Modalités 2014, les "**Modalités des Programmes EMTN Antérieurs**").

Les Modalités des Programmes EMTN Antérieurs sont incorporées par référence dans le présent Prospectus de Base uniquement pour les besoins des émissions ultérieures de Titres assimilables à des Titres émis en vertu des Modalités des Programmes EMTN Antérieurs.

Aussi longtemps que des Titres émis dans le cadre du Programme seront en circulation, les documents incorporés par référence dans le présent Prospectus de Base seront (a) publiés sur le site internet de l'Emetteur (www.seine-et-marne.fr/Departement/Vie-de-l-Institution/Finances-departementales/Notation-financiere-et-outils-de-financement) et, le cas échéant, de toute autorité compétente concernée et (b) disponibles pour consultation et pour copie, sans frais, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au siège de l'Emetteur et au(x) bureau(x) désigné(s) de l'(des) Agent(s) Payeur(s).

SUPPLEMENT AU PROSPECTUS DE BASE

Tout fait nouveau significatif ou toute erreur ou inexactitude concernant les informations contenues dans le présent Prospectus de Base, qui est susceptible d'avoir une influence significative sur l'évaluation des Titres et surviendrait ou serait constaté après la date du présent Prospectus de Base devra être mentionné dans un supplément au Prospectus de Base, conformément à l'article 16 de la Directive Prospectus et à l'article 212-25 du Règlement Général de l'AMF.

Tout supplément au Prospectus de Base sera (a) publié sur les sites internet de (i) l'AMF (www.amf-france.org), (ii) l'Emetteur (www.seine-et-marne.fr) et (iii) le cas échéant, toute autorité compétente concernée et (b) disponible pour consultation et pour copie, sans frais, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, au siège de l'Emetteur et au(x) bureau(x) désigné(s) de l'(des) Agent(s) Payeur(s).

MODALITES DES TITRES

Le texte qui suit présente les modalités qui, telles que complétées par les Conditions Définitives (telles que définies ci-après) concernées, seront applicables aux Titres (les "Modalités"). Dans le cas de Titres Dématérialisés (tels que définis ci-après), le texte des Modalités ne figurera pas au dos de Titres Physiques (tels que définis ci-après) matérialisant la propriété, mais sera constitué par le texte ci-après, tel que complété par les Conditions Définitives concernées. Dans le cas de Titres Matérialisés (tels que définis ci-après), soit (i) le texte complet des Modalités ainsi que les stipulations concernées des Conditions Définitives (sous réserve d'éventuelle simplification résultant de la suppression de stipulations non applicables) soit (ii) le texte des Modalités complétées figurera au dos des Titres Physiques.

Tous les termes commençant par une majuscule et qui ne sont pas définis dans les présentes Modalités auront la signification qui leur est donnée dans les Conditions Définitives concernées. Les références ci-après aux "Articles" renvoient, sauf s'il en résulte autrement du contexte, aux paragraphes numérotés ci-après. Les références faites dans les Modalités aux "Titres" concernent les Titres d'une seule Souche, et non pas l'ensemble des Titres qui pourraient être émis dans le cadre du Programme.

Les Titres émis par le Département de Seine-et-Marne (l'"**Emetteur**", le "**Département**" ou le "**Département de Seine-et-Marne**") constitueront des obligations au sens du droit français. Ils seront émis par souches (chacune une "**Souche**"), à une même date ou à des dates différentes. Les Titres d'une même Souche seront soumis (à tous égards à l'exception du premier paiement des intérêts) à des modalités identiques, les Titres d'une même Souche étant fongibles entre eux. Chaque Souche pourra être émise par tranches (chacune une "**Tranche**"), ayant la même date d'émission ou des dates d'émission différentes et selon des modalités identiques aux modalités d'autres Tranches de la même Souche, sauf pour ce qui concerne la date d'émission, le prix d'émission, le premier paiement d'intérêt et le montant nominal total de la Tranche. Les Titres seront émis selon les Modalités du présent Prospectus de Base telles que complétées, conformément au règlement 809/2004/CE de la Commission européenne en date du 29 avril 2004, tel que modifié, par les dispositions des conditions définitives concernées (les "**Conditions Définitives**") relatives aux modalités spécifiques de chaque Tranche (notamment, sans que cette liste ne soit limitative, le montant nominal total, le prix d'émission, le prix de remboursement et les intérêts, payables, le cas échéant, dans le cadre des Titres).

Un contrat de service financier modifié (tel qu'il pourra être modifié, le "**Contrat de Service Financier**") relatif aux Titres a été conclu le 20 février 2017 entre l'Emetteur et CACEIS Corporate Trust, en tant qu'agent financier, agent payeur principal et agent de calcul. L'agent financier, l'agent payeur, et l'(les) agent(s) de calcul en fonction (le cas échéant) seront respectivement dénommés ci-après l'"**Agent Financier**", l'(les) "**Agent(s) Payeur(s)**" (une telle expression incluant l'Agent Financier) et l'(les) "**Agent(s) de Calcul**".

Les titulaires de coupons d'intérêts (les "**Coupons**") relatifs aux Titres Matérialisés portant intérêt et, le cas échéant pour ces Titres, les titulaires de talons permettant l'obtention de Coupons supplémentaires (les "**Talons**") ainsi que les titulaires de reçus de paiement relatifs au paiement échelonné du principal de Titres Matérialisés (les "**Reçus**") dont le principal est remboursable par versements échelonnés seront respectivement dénommés les "**Titulaires de Coupons**" et les "**Titulaires de Reçus**".

Dans les Modalités, "**Marché Réglementé**" signifie tout marché réglementé situé dans un Etat membre (un "**Etat Membre**") de l'Espace Economique Européen (l'"**EEE**"), tel que défini dans la directive 2004/39/CE du 21 avril 2004, telle que modifiée, figurant sur la liste des marchés réglementés publiée par l'Autorité européenne des marchés financiers.

1. **Forme, valeur nominale et propriété**

(a) **Forme**

Les Titres peuvent être émis soit sous forme dématérialisée (les "**Titres Dématérialisés**") soit sous forme matérialisée (les "**Titres Matérialisés**"), tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées.

- (i) La propriété des Titres Dématérialisés sera établie par inscription en compte, conformément aux articles L.211-3 et suivants du Code monétaire et financier. Aucun document (y compris des certificats représentatifs conformément à l'article R.211-7 du Code monétaire et financier) ne sera remis en représentation des Titres Dématérialisés.

Les Titres Dématérialisés sont émis, au gré de l'Emetteur, tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées, soit au porteur, inscrits dans les livres d'Euroclear France (agissant en tant que dépositaire central) qui créditera les comptes des Teneurs de Compte, soit au nominatif et, dans ce cas, au gré du titulaire concerné, soit au nominatif administré, inscrits dans les livres d'un Teneur

de Compte désigné par le titulaire concerné, soit au nominatif pur, inscrits dans un compte tenu par l'Emetteur ou par un établissement mandataire indiqué dans les Conditions Définitives concernées et agissant pour le compte de l'Emetteur (l'"**Etablissement Mandataire**").

Dans les présentes Modalités, "**Teneur de Compte**" signifie tout intermédiaire financier habilité à détenir des comptes-titres, directement ou indirectement, auprès d'Euroclear France, et inclut Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**") et la banque dépositaire pour Clearstream Banking, société anonyme ("**Clearstream, Luxembourg**").

- (ii) Les Titres Matérialisés sont émis sous la forme au porteur uniquement. Les Titres Matérialisés représentés par des Titres physiques (les "**Titres Physiques**") sont numérotés en série et émis avec des Coupons (et, le cas échéant, avec un Talon) attachés, sauf dans le cas des Titres à Coupon Zéro pour lesquels les références aux intérêts (autres que relatives aux intérêts dus après la Date d'Echéance), Coupons et Talons dans les présentes Modalités ne sont pas applicables. Les "**Titres à Remboursement Echelonné**" sont émis avec un ou plusieurs Reçus attachés.

Conformément aux articles L.211-3 et suivants du Code monétaire et financier, les titres financiers (tels que les Titres qui constituent des obligations au sens du droit français) sous forme matérialisée et soumis à la législation française ne peuvent être émis qu'en dehors du territoire français.

Les Titres peuvent être des "**Titres à Taux Fixe**", des "**Titres à Taux Variable**", des "**Titres à Taux Fixe/Taux Variable**", des "**Titres à Coupon Zéro**", ou une combinaison de ceux-ci, en fonction de la Base d'Intérêt et des modalités de remboursement indiquées dans le présent Prospectus de Base tel que complété par les Conditions Définitives concernées.

(b) Valeur nominale

Les Titres seront émis dans la (les) valeur(s) nominale(s) indiquée(s) tel que stipulé dans les Conditions Définitives concernées (la (les) "**Valeur(s) Nominale(s) Indiquée(s)**"), étant entendu que la valeur nominale de tout Titre admis aux négociations sur un Marché Réglementé dans des circonstances exigeant la publication d'un prospectus conformément à la Directive Prospectus sera supérieure ou égale à 100.000 € (ou la contre-valeur de ce montant en toute autre devise, calculée à la date de détermination des conditions financières) ou à tout autre montant supérieur qui pourrait être autorisé ou requis par l'autorité monétaire concernée ou toute loi ou réglementation applicable à la Devise Prévvue.

Les Titres Dématérialisés devront être émis dans une seule Valeur Nominale Indiquée.

(c) Propriété

- (i) La propriété des Titres Dématérialisés au porteur et au nominatif administré se transmet, et le transfert de ces Titres ne s'effectue que, par inscription du transfert dans les comptes des Teneurs de Compte. La propriété des Titres Dématérialisés au nominatif pur se transmet, et le transfert de ces Titres ne peut être effectué que, par inscription du transfert dans les comptes tenus par l'Emetteur ou l'Etablissement Mandataire.

- (ii) La propriété des Titres Physiques et le cas échéant, des Reçu(s), des Coupons et/ou un Talon attachés lors de l'émission, se transmet par tradition.

- (iii) Sous réserve d'une décision judiciaire ou administrative rendue par une juridiction compétente ou de dispositions légales ou réglementaires applicables, tout titulaire de Titre (tel que défini ci-après), Coupon, Reçu ou Talon sera réputé, en toute circonstance, en être le seul et unique propriétaire et pourra être considéré comme tel, et ceci que ce Titre, Coupon, Reçu ou Talon soit échu ou non, indépendamment de toute déclaration de propriété, de tout droit sur ce Titre, Coupon, Reçu ou Talon, de toute mention qui aurait pu y être portée, sans considération de son vol ou sa perte et sans que personne ne puisse être tenue comme responsable pour avoir considéré le Titulaire de la sorte.

- (iv) Dans les présentes Modalités,

"**Titulaire**" ou, le cas échéant, "**titulaire de Titre**" désigne (a) dans le cas de Titres Dématérialisés, la personne dont le nom apparaît dans le compte du Teneur de Compte concerné, de l'Emetteur ou de l'Etablissement Mandataire (le cas échéant) comme étant titulaire de tels Titres, (b) dans le cas de Titres Physiques, le titulaire de tout Titre Physique et des Coupons, Reçus ou Talons y afférents, et (c) dans le cas de Titres Matérialisés pour lesquels un Certificat Global Temporaire a été émis et est encore en circulation, chaque personne (autre que l'établissement de compensation) qui apparaît comme le titulaire de ces Titres ou d'un montant nominal particulier de ces Titres, conformément aux lois et règlements applicables et aux règles et procédures applicables de l'établissement de

compensation concerné, notamment et sans que cela soit limitatif, Euroclear France, Euroclear, ou Clearstream, Luxembourg.

2. Conversions et échanges de Titres

(a) Titres Dématérialisés

- (i) Les Titres Dématérialisés émis au porteur ne peuvent pas être convertis en Titres Dématérialisés au nominatif, que ce soit au nominatif pur ou au nominatif administré.
- (ii) Les Titres Dématérialisés émis au nominatif ne peuvent pas être convertis en Titres Dématérialisés au porteur.
- (iii) Les Titres Dématérialisés émis au nominatif pur peuvent, au gré du titulaire de ces Titres, être convertis en Titres au nominatif administré, et inversement. L'exercice d'une telle option par ledit Titulaire devra être effectué conformément à l'article R.211-4 du Code monétaire et financier. Les coûts liés à une quelconque conversion seront à la charge du Titulaire concerné.

(b) Titres Matérialisés

Les Titres Matérialisés d'une Valeur Nominale Indiquée ne peuvent pas être échangés contre des Titres Matérialisés ayant une autre Valeur Nominale Indiquée.

3. Rang de créance des Titres

Les obligations de l'Emetteur au titre des Titres et, le cas échéant, des Reçus et Coupons constituent des engagements directs, inconditionnels, non subordonnés et (sous réserve de l'Article 4) non assortis de sûretés de l'Emetteur venant au même rang entre eux et (sous réserve des exceptions légales impératives du droit français) au même rang que tous les autres engagements non subordonnés et non assortis de sûretés, présents ou futurs, de l'Emetteur.

4. Maintien des Titres à leur rang

Aussi longtemps que des Titres ou, le cas échéant, des Reçus ou Coupons seront en circulation (tel que défini ci-après), l'Emetteur n'accordera pas et ne permettra pas que subsiste un quelconque gage, hypothèque, nantissement, privilège ou une autre sûreté réelle sur l'un quelconque de ses actifs, droits ou revenus, présents ou futurs, aux fins de garantir toute dette d'emprunt présente ou future, souscrite ou garantie par l'Emetteur, représentée par des obligations, des titres ou d'autres valeurs mobilières qui sont (ou sont susceptibles d'être) admis aux négociations sur toute bourse ou tout autre marché de valeurs mobilières, à moins que les obligations de l'Emetteur au titre des Titres, Reçus et Coupons ne bénéficient d'une sûreté équivalente et de même rang.

Pour les besoins des Modalités :

"**en circulation**" désigne, s'agissant des Titres d'une quelconque Souche, tous les Titres émis autres que (a) ceux qui ont été remboursés conformément aux présentes Modalités, (b) ceux pour lesquels la date de remboursement est survenue et le montant de remboursement (y compris les intérêts courus sur ces Titres jusqu'à la date de remboursement le cas échéant, et tout intérêt payable après cette date) a été dûment réglé conformément aux stipulations de l'Article 7, (c) ceux qui sont devenus caducs ou à l'égard desquels toute action est prescrite, (d) ceux qui ont été rachetés et annulés conformément aux présentes Modalités, (e) pour les Titres Physiques, (i) les Titres Physiques mutilés ou effacés qui ont été échangés contre des Titres Physiques de remplacement, (ii) (aux seules fins de déterminer le nombre de Titres Physiques en circulation et sans préjudice de leur statut pour toute autre fin) les Titres Physiques prétendument perdus, volés ou détruits et au titre desquels des Titres Physiques de remplacement ont été émis et (iii) tout Certificat Global Temporaire dans la mesure où il a été échangé contre un ou plusieurs Titres Physiques conformément à ses stipulations.

5. Intérêts et autres calculs

(a) Définitions

Dans les présentes Modalités, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les termes définis ci-après auront la signification suivante :

"Banques de Référence" signifie les établissements désignés comme tels dans les Conditions Définitives concernées ou, dans l'hypothèse où aucun établissement ne serait désigné, quatre banques de premier plan sélectionnées par l'Agent de Calcul sur le marché interbancaire (ou si cela est approprié, sur le marché monétaire ou le marché des contrats d'échange) le plus proche de la Référence de Marché (qui, si la Référence de Marché concernée est l'EURIBOR (TIBEUR en français) sera la Zone Euro et, si la Référence de Marché est le LIBOR, sera Londres).

"Date de Début de Période d'Intérêts" signifie la Date d'Emission ou toute autre date qui pourra être mentionnée dans les Conditions Définitives concernées.

"Date de Détermination du Coupon" signifie, en ce qui concerne un Taux d'Intérêt et une Période d'Intérêts Courus, la date définie comme telle dans les Conditions Définitives concernées ou, si aucune date n'est précisée (i) le jour se situant deux (2) Jours Ouvrés TARGET avant le premier jour de ladite Période d'Intérêts Courus si la Devise Prévues est l'Euro ou (ii) le premier jour de cette Période d'Intérêts Courus si la Devise Prévues est la livre sterling ou (iii) si la Devise Prévues n'est ni la livre sterling ni l'Euro, le jour se situant deux (2) Jours Ouvrés dans la ville indiquée dans les Conditions Définitives concernées pour la Devise Prévues avant le premier jour de cette Période d'Intérêts Courus.

"Date d'Emission" signifie pour une Tranche considérée la date de règlement des Titres de cette Tranche.

"Date de Paiement du Coupon" signifie la (les) date(s) mentionnée(s) dans les Conditions Définitives concernées.

"Date de Période d'Intérêts Courus" signifie chaque Date de Paiement du Coupon à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans les Conditions Définitives concernées.

"Date de Référence" signifie pour tout Titre, Reçu ou Coupon, la date à laquelle le paiement auquel ces Titres, Reçus ou Coupons peuvent donner lieu devient exigible ou (dans l'hypothèse où tout montant exigible ne serait pas payé sans que cela ne soit justifié ou ferait l'objet d'un retard de paiement injustifié) la date à laquelle le montant non encore payé est entièrement payé ou (dans le cas de Titres Matérialisés, si cette date est antérieure) le jour se situant sept (7) jours calendaires après la date à laquelle les Titulaires de ces Titres Matérialisés sont notifiés qu'un tel paiement sera effectué après une nouvelle présentation desdits Titres Matérialisés, Reçus ou Coupons conformément aux Modalités mais à la condition que le paiement soit réellement effectué lors de cette présentation.

"Date de Valeur" signifie, en ce qui concerne un Taux Variable devant être déterminé selon la Détermination du Taux sur Page Ecran à une Date de Détermination du Coupon, la date indiquée dans les Conditions Définitives concernées, ou, si aucune date n'est indiquée, le premier jour de la Période d'Intérêts Courus à laquelle cette Date de Détermination du Coupon se rapporte.

"Définitions FBF" signifie les définitions mentionnées dans la Convention-Cadre FBF 2013 relative aux opérations sur instruments financiers à terme telle que complétée par les Additifs Techniques, tels que publiés par la Fédération Bancaire Française et tels que modifiés le cas échéant, dans leur version applicable à la date d'émission de la première Tranche de la Souche concernée (ensemble la "Convention-Cadre FBF").

"Devise Prévues" signifie la devise mentionnée dans les Conditions Définitives concernées.

"Durée Prévues" signifie, pour tout Taux Variable devant être déterminé selon la Détermination du Taux sur Page Ecran à une Date de Détermination du Coupon, la durée indiquée comme telle dans les Conditions Définitives concernées, ou si aucune durée n'est indiquée, une période égale à la Période d'Intérêts Courus, sans tenir compte des ajustements prévus à l'Article 5(c)(ii).

"Euroclear France" signifie le dépositaire central de titres français situé 66, rue de la Victoire, 75009 Paris.

"Heure de Référence" signifie, pour toute Date de Détermination du Coupon, l'heure locale sur la Place Financière de Référence indiquée dans les Conditions Définitives concernées ou, si aucune heure n'est précisée, l'heure locale sur la Place Financière de Référence à laquelle les taux acheteurs et vendeurs pratiqués pour les dépôts dans la Devise Prévues sont habituellement déterminés sur le marché interbancaire de cette Place Financière de Référence. L'"**heure locale**" signifie, pour l'Europe et la Zone Euro en tant que Place Financière de Référence, 11 heures (heure de Bruxelles).

"**Jour Ouvré**" signifie :

- (i) pour l'euro, un jour où le système européen de transfert express automatisé de règlements bruts en temps réel (TARGET 2) ("**TARGET**"), ou tout système qui lui succéderait, fonctionne (un "**Jour Ouvré TARGET**"), et/ou
- (ii) pour une Devise Prévvue autre que l'euro, un jour (autre qu'un samedi ou dimanche) où les banques commerciales et les marchés de change procèdent à des règlements sur la principale place financière de cette devise, et/ou
- (iii) pour une Devise Prévvue et/ou un ou plusieurs centre(s) d'affaires supplémentaire(s) tel(s) qu'indiqué(s) dans les Conditions Définitives concernées (le(s) "**Centre(s) d'Affaires**"), un jour (autre qu'un samedi ou dimanche) où les banques commerciales et les marchés de change procèdent à des règlements dans la devise du ou des Centre(s) d'Affaires ou, si aucune devise n'est indiquée, généralement dans chacun des Centres d'Affaires ainsi indiqués.

"**Marge**" signifie, pour une Période d'Intérêts Corous, le pourcentage ou le chiffre pour la Période d'Intérêts Corous concernée, tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées, étant précisé que ladite marge pourra avoir une valeur positive ou négative ou être égale à zéro.

"**Méthode de Décompte des Jours**" signifie, pour le calcul d'un montant d'intérêts pour un Titre sur une période quelconque (commençant le premier jour (inclus) et s'achevant le dernier jour (exclu) de cette période) (que cette période constitue ou non une Période d'Intérêts, ci-après la "**Période de Calcul**") :

- (i) si les termes "**Exact/365**" ou "**Exact/365 - FBF**" ou "**Exact/Exact - ISDA**" sont indiqués dans les Conditions Définitives concernées, il s'agit du nombre réel de jours écoulés dans la Période de Calcul divisé par 365 (ou si une quelconque partie de cette Période de Calcul se situe au cours d'une année bissextile, la somme (A) du nombre réel de jours dans cette Période de Calcul se situant dans une année bissextile divisé par 366 et (B) du nombre réel de jours dans la Période de Calcul ne se situant pas dans une année bissextile divisé par 365) ;
- (ii) si les termes "**Exact/Exact - ICMA**" sont indiqués dans les Conditions Définitives concernées :
 - (A) si la Période de Calcul est d'une durée inférieure ou égale à la Période de Détermination dans laquelle elle se situe, il s'agit du nombre de jours dans la Période de Calcul divisé par le produit (x) du nombre de jours de ladite Période de Détermination et (y) du nombre de Périodes de Détermination se terminant normalement dans une année ; et
 - (B) si la Période de Calcul est d'une durée supérieure à une (1) Période de Détermination, il s'agit de la somme :
 - (x) du nombre de jours de ladite Période de Calcul se situant dans la Période de Détermination au cours de laquelle elle commence, divisé par le produit (1) du nombre de jours de ladite Période de Détermination et (2) du nombre de Périodes de Détermination qui se terminent normalement dans une année, et
 - (y) du nombre de jours de ladite Période de Calcul se situant dans la Période de Détermination suivante, divisé par le produit (1) du nombre de jours de ladite Période de Détermination et (2) du nombre de Périodes de Détermination qui se terminent normalement dans une année,

où, dans chaque cas, "**Période de Détermination**" signifie la période commençant à partir d'une Date de Détermination du Coupon (incluse) d'une quelconque année et s'achevant à la prochaine Date de Détermination du Coupon (exclue) et "**Date de Détermination du Coupon**" signifie la date indiquée comme telle dans les Conditions Définitives concernées, ou si aucune date n'y est indiquée, la Date de Paiement du Coupon ;

- (iii) si les termes "**Exact/Exact - FBF**" sont indiqués dans les Conditions Définitives concernées, il s'agit de la fraction dont le numérateur est le nombre exact de jours écoulés au cours de cette période et dont le dénominateur est 365 (ou 366 si le 29 février est inclus dans la Période de Calcul). Si la Période de Calcul est supérieure à un (1) an, la base est déterminée de la façon suivante :
 - (x) le nombre d'années entières est décompté depuis le dernier jour de la Période de Calcul,
 - (y) ce nombre est augmenté de la fraction sur la période concernée calculée comme indiqué au premier paragraphe de cette définition ;

- (iv) si les termes "**Exact/365 (Fixe)**" sont indiqués dans les Conditions Définitives concernées, il s'agit du nombre réel de jours écoulés dans la Période de Calcul divisé par 365 ;
- (v) si les termes "**Exact/360**" sont indiqués dans les Conditions Définitives concernées, il s'agit du nombre réel de jours écoulés dans la Période de Calcul divisé par 360 ;
- (vi) si les termes "**30/360**", "**360/360**" ou "**Base Obligataire**" sont indiqués dans les Conditions Définitives concernées, il s'agit du nombre de jours écoulés dans la Période de Calcul divisé par 360 (c'est à dire le nombre de jours devant être calculé en prenant une année de 360 jours comportant douze (12) mois de trente (30) jours chacun (à moins que (a) le dernier jour de la Période de Calcul ne soit le 31^{ème} jour d'un mois et que le premier jour de la Période de Calcul ne soit un jour autre que le 30^{ème} ou le 31^{ème} jour d'un mois, auquel cas le mois comprenant le dernier jour ne devra pas être réduit à un mois de trente (30) jours ou (b) le dernier jour de la Période de Calcul ne soit le dernier jour du mois de février, auquel cas le mois de février ne doit pas être rallongé à un mois de trente (30) jours));
- (vii) si les termes "**30/360 - FBF**" ou "**Exact 30A/360 (Base Obligataire Américaine)**" sont indiqués dans les Conditions Définitives concernées, il s'agit, pour chaque Période de Calcul, de la fraction dont le dénominateur est 360 et le numérateur le nombre de jours calculé comme pour la base 30E/360 - FBF, à l'exception du cas suivant :

lorsque le dernier jour de la Période de Calcul est un 31 et le premier n'est ni un 30 ni un 31, le dernier mois de la Période de Calcul est considéré comme un mois de trente et un (31) jours,

en reprenant les mêmes définitions que celles qui figurent ci-après pour 30E/360 FBF, la fraction est :

si $jj2 = 31$ et $jj1 \neq (30, 31)$,

alors :

$$\frac{1}{360} \times [(aa2 - aa1) \times 360 + (mm2 - mm1) \times 30 + (jj2 - jj1)]$$

ou

$$\frac{1}{360} \times [(aa2 - aa1) \times 360 + (mm2 - mm1) \times 30 + \text{Min}(jj2, 30) - \text{Min}(jj1, 30)] ;$$

- (viii) si les termes "**30E/360**" ou "**Base Euro Obligataire**" sont indiqués dans les Conditions Définitives concernées, il s'agit du nombre de jours écoulés dans la Période de Calcul divisé par 360 (le nombre de jours devant être calculé en prenant une année de 360 jours comprenant douze (12) mois de trente (30) jours, sans tenir compte de la date à laquelle se situe le premier ou le dernier jour de la Période de Calcul, à moins que, dans le cas d'une Période de Calcul se terminant à la Date d'Echéance, la Date d'Echéance soit le dernier jour du mois de février, auquel cas le mois de février ne doit pas être rallongé à un mois de trente (30) jours) ; et
 - (ix) si les termes "**30E/360 - FBF**" sont indiqués dans les Conditions Définitives concernées, il s'agit, pour chaque Période de Calcul, de la fraction dont le dénominateur est 360 et le numérateur le nombre de jours écoulés durant cette période, calculé sur une année de douze (12) mois de trente (30) jours, à l'exception du cas suivant :
- dans l'hypothèse où le dernier jour de la Période de Calcul est le dernier jour du mois de février, le nombre de jours écoulés durant ce mois est le nombre exact de jours,
- où :
- D1 (jj2, mm1, aa1) est la date de début de période
- D2 (jj2, mm2, aa2) est la date de fin de période
- la fraction est :

$$\frac{1}{360} \times [(aa2 - aa1) \times 360 + (mm2 - mm1) \times 30 + \text{Min}(jj2, 30) - \text{Min}(jj1, 30)].$$

"**Montant de Coupon**" signifie le montant d'intérêts dû et, dans le cas de Titres à Taux Fixe, le Montant de Coupon Fixe ou le Montant de Coupon Brisé, selon le cas, tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées.

"**Montant Donné**" signifie pour tout Taux Variable devant être déterminé conformément à une Détermination du Taux sur Page Ecran à une Date de Détermination du Coupon, le montant indiqué comme tel à cette date dans les Conditions Définitives concernées ou, si aucun montant n'est indiqué, un montant correspondant, à cette date, à l'unité de négociation sur le marché concerné.

"**Page Ecran**" signifie toute page, section, rubrique, colonne ou toute autre partie d'un document fournie par un service particulier d'information (incluant notamment Thomson Reuters) qui peut être désignée afin de fournir un Taux de Référence ou toute autre page, section, rubrique, colonne ou toute autre partie d'un document de ce service d'information ou tout autre service d'information qui pourrait le remplacer, dans chaque cas tel que désigné par l'entité ou par l'organisme fournissant ou assurant la diffusion de l'information apparaissant sur ledit service afin d'indiquer des taux ou des prix comparables au Taux de Référence, tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées.

"**Période d'Intérêts**" signifie la période commençant à la Date de Début de Période d'Intérêts (incluse) et finissant à la première Date de Paiement du Coupon (exclue) ainsi que chaque période suivante commençant à une Date de Paiement du Coupon (incluse) et finissant à la Date de Paiement du Coupon suivante (exclue).

"**Période d'Intérêts Courus**" signifie la période commençant à la Date de Début de Période d'Intérêts (incluse) et finissant à la première Date de Période d'Intérêts Courus du Coupon (exclue) ainsi que chaque période suivante commençant à une Date de Période d'Intérêts Courus du Coupon (incluse) et finissant à la Date de Période d'Intérêts Courus du Coupon suivante (exclue).

"**Place Financière de Référence**" signifie, pour un Taux Variable devant être déterminé en fonction d'une Détermination du Taux sur Page Ecran à une Date de Détermination du Coupon, la place financière qui pourrait être indiquée comme telle dans les Conditions Définitives concernées ou, si aucune place financière n'est mentionnée, la place financière dont la Référence de Marché concernée est la plus proche (dans le cas de l'EURIBOR (TIBEUR en français), il s'agira de la Zone Euro, et dans le cas du LIBOR, il s'agira de Londres) ou, à défaut, Paris.

"**Référence de Marché**" signifie le Taux de Référence (l'EURIBOR (TIBEUR en français), ou le LIBOR) tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées.

"**Taux d'Intérêt**" signifie le taux d'intérêt payable pour les Titres et qui est soit spécifié soit calculé conformément aux stipulations des présentes Modalités telles que complétées par les Conditions Définitives concernées.

"**Taux de Référence**" signifie la Référence de Marché pour un Montant Donné de la Devise Prévue pour une période égale à la Durée Prévue à compter de la Date de Valeur (si cette durée est applicable à la Référence de Marché ou compatible avec celle-ci).

"**Zone Euro**" signifie la région comprenant les Etats Membres de l'Union Européenne qui ont adopté la monnaie unique conformément au Traité établissant la Communauté Européenne, tel que modifié.

(b) Intérêts des Titres à Taux Fixe

Chaque Titre à Taux Fixe porte un intérêt calculé sur son montant nominal non remboursé, à compter de la Date de Début de Période d'Intérêts, à un taux annuel (exprimé en pourcentage) égal au Taux d'Intérêt, cet intérêt étant payable annuellement, semestriellement, trimestriellement ou mensuellement (sauf s'il en est prévu autrement dans les Conditions Définitives concernées), à terme échu à chaque Date de Paiement du Coupon, le tout tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées.

Si un montant de coupon fixe ("**Montant de Coupon Fixe**") ou un montant de coupon brisé ("**Montant de Coupon Brisé**") est indiqué dans les Conditions Définitives concernées, le montant d'intérêts payable à chaque Date de Paiement du Coupon sera égal au Montant de Coupon Fixe ou, si applicable, au Montant de Coupon Brisé ainsi indiqué et dans le cas d'un Montant de Coupon Brisé, il sera payable à la (aux) Date(s) de Paiement du Coupon spécifique(s) mentionnée(s) dans les Conditions Définitives concernées.

(c) Intérêts des Titres à Taux Variable

(i) Dates de Paiement du Coupon : Chaque Titre à Taux Variable porte un intérêt calculé sur son montant nominal non remboursé, à compter de la Date de Début de Période d'Intérêts, à un taux

annuel (exprimé en pourcentage) égal au Taux d'Intérêt, cet intérêt étant payable annuellement, semestriellement, trimestriellement ou mensuellement (sauf s'il en est prévu autrement dans les Conditions Définitives concernées), à terme échu, à chaque Date de Paiement du Coupon. Cette (ces) Date(s) de Paiement du Coupon est (sont) indiquée(s) dans les Conditions Définitives concernées comme étant une (des) Date(s) de Paiement du Coupon Prévue(s) ; si aucune Date de Paiement du Coupon Prévue n'est indiquée dans les Conditions Définitives concernées, "**Date de Paiement du Coupon**" signifiera chaque date se situant à la fin du nombre de mois ou de toute autre période indiquée dans les Conditions Définitives concernées comme étant la Période d'Intérêts et se situant après la précédente Date de Paiement du Coupon ou, dans le cas de la première Date de Paiement du Coupon, après la Date de Début de Période d'Intérêts.

- (ii) *Convention de Jour Ouvré* : Lorsqu'une date indiquée dans les présentes Modalités, supposée être ajustée selon une Convention de Jour Ouvré, ne se situe pas un Jour Ouvré, et que la Convention de Jour Ouvré applicable est (A) la "**Convention de Jour Ouvré "Taux Variable"**", cette date sera reportée au Jour Ouvré suivant, à moins que ce jour ne se situe dans le mois calendaire suivant, auquel cas (x) la date retenue sera avancée au Jour Ouvré immédiatement précédent et (y) toute échéance postérieure sera fixée au dernier Jour Ouvré du mois où cette échéance aurait dû se situer en l'absence de tels ajustements, (B) la "**Convention de Jour Ouvré "Suivant"**", cette date sera reportée au Jour Ouvré suivant, (C) la "**Convention de Jour Ouvré "Suivant Modifié"**", cette date sera reportée au Jour Ouvré suivant, à moins que ce jour ne se situe le mois calendaire suivant, auquel cas cette date sera alors avancée au Jour Ouvré immédiatement précédent, ou (D) la "**Convention de Jour Ouvré "Précédent"**", cette date sera alors avancée au Jour Ouvré immédiatement précédent. Nonobstant les dispositions ci-avant, si les Conditions Définitives concernées indiquent que la Convention de Jour Ouvré doit être appliquée sur une base "non ajusté", le Montant du Coupon payable à toute date ne sera pas affecté par l'application de la Convention de Jour Ouvré concernée.
- (iii) *Taux d'Intérêt pour les Titres à Taux Variable* : Le Taux d'Intérêt applicable aux Titres à Taux Variable pour chaque Période d'Intérêts Courus sera déterminé conformément aux stipulations ci-après concernant la Détermination FBF ou la Détermination du Taux sur Page Ecran, selon l'option indiquée dans les Conditions Définitives concernées.

(A) Détermination FBF pour les Titres à Taux Variable

Lorsqu'une Détermination FBF est indiquée dans les Conditions Définitives concernées comme étant la méthode applicable à la détermination du Taux d'Intérêt, le Taux d'Intérêt applicable à chaque Période d'Intérêts Courus doit être déterminé par l'Agent comme étant un taux égal au Taux FBF concerné diminué ou augmenté, le cas échéant (tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées), de la Marge. Pour les besoins de ce sous-paragraphe (A), le "**Taux FBF**" pour une Période d'Intérêts Courus signifie un taux égal au Taux Variable qui serait déterminé par l'Agent pour une opération d'échange conclue dans la Devise Prévue et incorporant les Définitions FBF et aux termes de laquelle :

- (a) le Taux Variable est tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées ; et
- (b) la Date de Détermination du Taux Variable est telle qu'indiquée dans les Conditions Définitives concernées.

Pour les besoins de ce sous-paragraphe (A), "**Taux Variable**", "**Agent**" et "**Date de Détermination du Taux Variable**" ont les significations qui leur sont données dans les Définitions FBF. Dans les Conditions Définitives concernées, si le paragraphe "Taux Variable" indique que le taux sera déterminé par interpolation linéaire au titre d'une Période d'Intérêt, le Taux d'Intérêt applicable à ladite Période d'Intérêt sera calculé par l'Agent de Calcul au moyen d'une interpolation linéaire entre deux (2) taux basés sur le Taux Variable concerné, le premier taux correspondant à une maturité immédiatement inférieure à la durée de la Période d'Intérêt concernée et le second taux correspondant à une maturité immédiatement supérieure à ladite Période d'Intérêt concernée.

(B) Détermination du Taux sur Page Ecran pour les Titres à Taux Variable

Lorsqu'une Détermination du Taux sur Page Ecran est indiquée dans les Conditions Définitives concernées comme étant la méthode de détermination du Taux d'Intérêt, le Taux d'Intérêt pour chaque Période d'Intérêts Courus doit être déterminé par l'Agent de Calcul à l'Heure de Référence (ou environ à cette heure) à la Date de Détermination du Coupon relative à ladite Période d'Intérêts Courus tel qu'indiqué ci-après :

- (a) si la Source Principale pour le Taux Variable est constituée par une Page Ecran, sous réserve de ce qui est indiqué ci-après, le Taux d'Intérêt sera :
- (i) le Taux de Référence (lorsque le Taux de Référence sur ladite Page Ecran est une cotation composée ou est habituellement fournie par une entité unique), ou
 - (ii) la moyenne arithmétique des Taux de Référence des institutions dont les Taux de Référence apparaissent sur cette Page Ecran,
- dans chaque cas, tels que publiés sur ladite Page Ecran à l'Heure de Référence à la Date de Détermination du Coupon telles qu'indiquées dans les Conditions Définitives concernées et diminué ou augmenté, le cas échéant (tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées), de la Marge ;
- (b) si la Source Principale pour le Taux Variable est constituée par des Banques de Référence ou si le sous-paragraphe (a)(i) s'applique et qu'aucun Taux de Référence n'est publié sur la Page Ecran à l'Heure de Référence à la Date de Détermination du Coupon ou encore si le sous-paragraphe (a)(ii) s'applique et que moins de deux Taux de Référence sont publiés sur la Page Ecran à l'Heure de Référence à la Date de Détermination du Coupon, le Taux d'Intérêt, sous réserve de ce qui est indiqué ci-après, sera égal à la moyenne arithmétique des Taux de Référence que chaque Banque de Référence propose à des banques de premier rang sur la Place Financière de Référence à l'Heure de Référence à la Date de Détermination du Coupon, tel que déterminée par l'Agent de Calcul et diminuée ou augmentée, le cas échéant (tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées), de la Marge ; et
- (c) si le paragraphe (b) ci-avant s'applique et que l'Agent de Calcul constate que moins de deux Banques de Référence proposent ainsi des Taux de Référence, le Taux d'Intérêt, sous réserve de ce qui est indiqué ci-après, sera égal à la moyenne arithmétique des taux annuels (exprimés en pourcentage) que l'Agent de Calcul détermine comme étant les taux (les plus proches possibles de la Référence de Marché) applicables à un Montant Donné dans la Devise Prévues qu'au moins deux banques sur cinq des banques de premier rang sélectionnées par l'Agent de Calcul sur la principale place financière du pays de la Devise Prévues ou, si la Devise Prévues est l'euro, dans la Zone Euro, telle que sélectionnée par l'Agent de Calcul (la "**Place Financière Principale**") proposent à l'Heure de Référence (ou environ à cette heure) à la date à laquelle lesdites banques proposeraient habituellement de tels taux pour une période débutant à la Date de Valeur et équivalente à la Durée Prévues (I) à des banques de premier rang exerçant leurs activités en Europe, ou (lorsque l'Agent de Calcul détermine que moins de deux de ces banques proposent de tels taux à des banques de premier rang en Europe) (II) à des banques de premier rang exerçant leurs activités sur la Place Financière Principale ; étant entendu que lorsque moins de deux de ces banques proposent de tels taux à des banques de premier rang sur la Place Financière Principale, le Taux d'Intérêt sera le Taux d'Intérêt déterminé à la précédente Date de Détermination du Coupon (après réajustement prenant en compte toute différence de Marge, Coefficient Multiplicateur, ou Taux d'Intérêt Maximum ou Taux d'Intérêt Minimum applicable à la Période d'Intérêts Courus précédente et à la Période d'Intérêts Courus applicable tel qu'indiqué, le cas échéant, dans les Conditions Définitives concernées).

Dans les Conditions Définitives concernées, si le paragraphe "Référence de Marché" indique que le taux sera déterminé par interpolation linéaire au titre d'une Période d'Intérêt, le Taux d'Intérêt applicable à ladite Période d'Intérêt sera calculé par l'Agent de Calcul au moyen d'une interpolation linéaire entre deux (2) taux basés sur la Référence de Marché concernée, le premier taux correspondant à une maturité immédiatement inférieure à la durée de la Période d'Intérêt concernée et le second taux correspondant à une maturité immédiatement supérieure à ladite Période d'Intérêt concernée.

Sauf si un Taux d'Intérêt Minimum supérieur est indiqué dans les Conditions Définitives concernées, le Taux d'Intérêt Minimum sera réputé être égal à zéro.

(d) Intérêts des Titres à Taux Fixe/Taux Variable

Lorsqu'un Changement de Base d'Intérêt est indiqué dans les Conditions Définitives concernées comme étant Applicable, chaque Titre porte un intérêt calculé sur son montant nominal non remboursé à un taux :

- (a) que l'Emetteur peut décider de convertir à la date de changement indiquée dans les Conditions Définitives concernées (la "**Date de Changement**") d'un Taux Fixe (tel que calculé conformément à l'Article 5(b) complété par les Conditions Définitives concernées) à un Taux Variable (tel que calculé conformément à l'Article 5(c) complété par les Conditions Définitives concernées) ou d'un Taux Variable à un Taux Fixe (un "**Changement de Base d'Intérêt par l'Emetteur**"). Le Changement de Base d'Intérêt par l'Emetteur sera applicable à condition d'en aviser les Titulaires dans les délais indiqués dans les Conditions Définitives concernées et conformément à l'Article 14 ; ou
- (b) qui sera automatiquement converti d'un Taux Fixe à un Taux Variable ou d'un Taux Variable à un Taux Fixe à la Date de Changement indiquée dans les Conditions Définitives concernées (un "**Changement de Base d'Intérêt Automatique**").

(e) Titres à Coupon Zéro

Dans l'hypothèse d'un Titre pour lequel la Base d'Intérêt spécifiée serait Coupon Zéro et, si cela est mentionné dans les Conditions Définitives concernées, qui serait remboursable avant sa Date d'Echéance conformément à l'exercice d'une option de remboursement au gré de l'Emetteur ou au gré des titulaires de Titres selon les dispositions de l'Article 6(c) ou 6(d), conformément à l'Article 6(e) ou de toute autre manière indiquée dans les présentes Modalités et qui n'est pas remboursé à sa date d'exigibilité, le montant échu et exigible avant la Date d'Echéance sera égal au Montant de Remboursement Optionnel ou au Montant de Remboursement Anticipé, le cas échéant. A compter de la Date d'Echéance, le principal non remboursé de ce Titre portera intérêts à un taux annuel (exprimé en pourcentage) égal au Taux de Rendement (tel que décrit à l'Article 6(e)(i)).

(f) Production d'intérêts

Les intérêts cesseront de courir pour chaque Titre à la date de remboursement à moins que (i) à cette date de remboursement, dans le cas de Titres Dématérialisés, ou (ii) à la date de leur présentation, s'il s'agit de Titres Matérialisés, le remboursement soit abusivement retenu ou refusé, auquel cas les intérêts continueront de courir (aussi bien avant qu'après un éventuel jugement) au Taux d'Intérêt, conformément aux modalités de l'Article 5 jusqu'à la Date de Référence.

(g) Marge, Coefficient Multiplicateur, Taux d'Intérêt, Montants de Versement Echelonné et Montants de Remboursement Minimum/Maximum et Arrondis

- (a) Si une Marge ou un Coefficient Multiplicateur est indiqué dans les Conditions Définitives concernées, soit (x) de façon générale soit (y) au titre d'une ou plusieurs Périodes d'Intérêts Courus, un ajustement sera réalisé pour tous les Taux d'Intérêt dans l'hypothèse (x), ou pour les Taux d'Intérêt applicables aux Périodes d'Intérêts Courus concernées dans l'hypothèse (y), calculés conformément à l'Article 5(c) ci-avant en additionnant (s'il s'agit d'un nombre positif) ou en soustrayant (s'il s'agit d'un nombre négatif) la valeur absolue de cette Marge ou en multipliant le Taux d'Intérêt par le Coefficient Multiplicateur, sous réserve des stipulations du paragraphe suivant.
- (b) Si un Taux d'Intérêt, un Montant de Versement Echelonné ou un Montant de Remboursement Minimum ou Maximum est indiqué dans les Conditions Définitives concernées, chacun de ce Taux d'Intérêt, Montant de Versement Echelonné ou Montant de Remboursement ne pourra excéder ce maximum ni être inférieur à ce minimum, selon le cas.
- (c) Pour tout calcul devant être effectué aux termes des présentes Modalités, (w) si la Détermination FBF est indiquée dans les Conditions Définitives concernées, tous les pourcentages résultant de ces calculs seront arrondis, si besoin est, au dix millième le plus proche (les demis étant arrondis au chiffre supérieur), (x) dans tous les autres cas tous les pourcentages résultant de ces calculs seront arrondis, si besoin est, à la cinquième décimale la plus proche (les demis étant arrondis au chiffre supérieur), (y) tous les chiffres seront arrondis jusqu'au septième chiffre après la virgule (les demis étant arrondis à la décimale supérieure) et (z) tous les montants en devises devenus exigibles seront arrondis à l'unité la plus proche de ladite devise (les demis étant arrondis à l'unité supérieure), à l'exception du yen qui sera arrondi à l'unité inférieure. Pour les besoins du présent Article, "**unité**" signifie la plus petite subdivision de la devise ayant cours dans le pays de cette devise.

(h) Calculs

Le montant d'intérêt payable sur chaque Titre, quelle que soit la période, sera calculé en appliquant le Taux d'Intérêt au principal non remboursé de chaque Titre et en multipliant le résultat ainsi obtenu par la Méthode de Décompte des Jours sauf si un Montant de Coupon est indiqué pour cette période, auquel cas le montant de l'intérêt payable afférent au Titre pour cette même période sera égal audit Montant de Coupon. Si une quelconque Période d'Intérêts comprend deux ou plusieurs Périodes d'Intérêts Courus, le montant de l'intérêt payable au titre de cette Période d'Intérêts sera égal à la somme des intérêts payables au titre de chacune desdites Périodes d'Intérêts Courus.

(i) Détermination et publication des Taux d'Intérêt, des Montants de Coupon, des Montants de Remboursement Final, des Montants de Remboursement Anticipé, des Montants de Remboursement Optionnel et des Montants de Versement Echelonné

Dès que possible après l'Heure de Référence à la date à laquelle l'Agent de Calcul pourrait être amené à devoir calculer un quelconque taux ou montant, obtenir une cotation, déterminer un montant ou procéder à des calculs, il déterminera ce taux et calculera les Montants de Coupon pour chaque Valeur Nominale Indiquée des Titres au cours de la Période d'Intérêts Courus correspondante. Il calculera également le Montant de Remboursement Final, le Montant de Remboursement Anticipé, le Montant de Remboursement Optionnel ou le Montant de Versement Echelonné, obtiendra la cotation correspondante ou procédera à la détermination ou au calcul éventuellement nécessaire. Il fera ensuite notifier le Taux d'Intérêt et les Montants de Coupon pour chaque Période d'Intérêts, ainsi que la Date de Paiement du Coupon concernée et, si nécessaire, le Montant de Remboursement Final, le Montant de Remboursement Anticipé, le Montant de Remboursement Optionnel ou tout Montant de Versement Echelonné, à l'Agent Financier, à l'Emetteur, à chacun des Agents Payeurs, aux Titulaires ou à tout autre Agent de Calcul désigné dans le cadre des Titres pour effectuer des calculs supplémentaires et ceci dès réception de ces informations. Si les Titres sont admis aux négociations sur un Marché Réglementé et que les règles applicables sur ce Marché Réglementé l'exigent, il communiquera également ces informations à ce Marché Réglementé dès que possible après leur détermination et au plus tard (i) au début de la Période d'Intérêts concernée, si ces informations sont déterminées avant cette date, dans le cas d'une notification du Taux d'Intérêt et du Montant de Coupon à ce Marché Réglementé ou (ii) dans tous les autres cas, le quatrième Jour Ouvré après leur détermination. Lorsque la Date de Paiement du Coupon ou la Date de Période d'Intérêts Courus font l'objet d'ajustements conformément à l'Article 5(c)(ii), les Montants de Coupon et la Date de Paiement du Coupon ainsi publiés pourront faire l'objet de modifications éventuelles (ou d'autres mesures appropriées réalisées par voie d'ajustement) sans préavis dans le cas d'un allongement ou d'une réduction de la Période d'Intérêts. La détermination de chaque taux ou montant, l'obtention de chaque cotation et chacune des déterminations ou calculs effectués par le (les) Agent(s) de Calcul seront (en l'absence d'erreur manifeste) définitifs et lieront les parties.

(j) Agent de Calcul et Banques de Référence

L'Emetteur s'assurera qu'il y a à tout moment quatre Banques de Référence (ou tout autre nombre qui serait nécessaire) possédant au moins un bureau sur la Place Financière de Référence, ainsi qu'un ou plusieurs Agent(s) de Calcul si cela est indiqué dans les Conditions Définitives concernées et cela aussi longtemps que des Titres seront en circulation (tel que défini ci-avant). Si une quelconque Banque de Référence (agissant par l'intermédiaire de son bureau désigné) n'est plus en mesure ou ne souhaite plus intervenir comme Banque de Référence, l'Emetteur désignera alors une autre Banque de Référence possédant un bureau sur cette Place Financière de Référence pour intervenir en cette qualité à sa place. Dans l'hypothèse où plusieurs Agents de Calcul seraient désignés en ce qui concerne les Titres, toute référence dans les présentes Modalités à l'Agent de Calcul devra être interprétée comme se référant à chacun des Agents de Calcul agissant en vertu des présentes Modalités. Si l'Agent de Calcul n'est plus en mesure ou ne souhaite plus intervenir en cette qualité, ou si l'Agent de Calcul ne peut établir un Taux d'Intérêt pour une quelconque Période d'Intérêts ou une Période d'Intérêts Courus, ou ne peut procéder au calcul du Montant de Coupon, du Montant de Versement Echelonné, du Montant de Remboursement Final, du Montant de Remboursement Anticipé ou du Montant de Remboursement Optionnel, selon le cas, ou ne peut remplir toute autre obligation, l'Emetteur désignera une banque de premier rang ou une banque d'investissement intervenant sur le marché interbancaire (ou, si cela est approprié, sur le marché monétaire ou le marché des contrats d'échanges) le plus étroitement lié au calcul et à la détermination devant être effectués par l'Agent de Calcul (agissant par l'intermédiaire de son bureau principal à Paris ou tout autre bureau intervenant activement sur ce marché) pour intervenir en cette qualité à sa place. L'Agent de Calcul ne pourra démissionner de ses fonctions sans qu'un nouvel agent de calcul n'ait été désigné dans les conditions précédemment décrites. Aussi longtemps que les Titres seront admis aux négociations sur un Marché Réglementé et que les règles en vigueur ou applicables sur le Marché

Réglementé l'exigeront, tout changement d'Agent de Calcul sera notifié conformément à l'Article 14.

6. Remboursement, achat et options

(a) Remboursement Final

A moins qu'il n'ait déjà été remboursé ou racheté et annulé tel qu'il est précisé ci-après, chaque Titre sera remboursé à la Date d'Echéance indiquée dans les Conditions Définitives concernées, au Montant de Remboursement Final (qui sauf stipulation contraire, est égal à son montant nominal) indiqué dans les Conditions Définitives concernées ou, dans l'hypothèse de Titres régis par l'Article 6(b) ci-après, à son dernier Montant de Versement Echelonné.

(b) Remboursement par Versement Echelonné

A moins qu'il n'ait été préalablement remboursé ou racheté et annulé conformément au présent Article 6, chaque Titre dont les modalités prévoient des Dates de Versement Echelonné et des Montants de Versement Echelonné sera partiellement remboursé à chaque Date de Versement Echelonné à hauteur du Montant de Versement Echelonné indiqué dans les Conditions Définitives concernées. L'encours nominal de chacun de ces Titres sera diminué du Montant de Versement Echelonné correspondant (ou, si ce Montant de Versement Echelonné est calculé par référence à une proportion du montant nominal de ce Titre, sera diminué proportionnellement) et ce à partir de la Date de Versement Echelonné, à moins que le paiement du Montant de Versement Echelonné ne soit abusivement retenu ou refusé (i) s'agissant de Titres Dématérialisés, à la date prévue pour un tel paiement ou (ii) s'agissant de Titres Matérialisés, sur présentation du Reçu concerné, auquel cas, ce montant restera dû jusqu'à la date de référence de ce Montant de Versement Echelonné.

(c) Option de remboursement au gré de l'Emetteur, exercice d'options au gré de l'Emetteur et remboursement partiel

Si une option de remboursement au gré de l'Emetteur est mentionnée dans les Conditions Définitives concernées, l'Emetteur pourra, sous réserve du respect de toute loi, réglementation ou directive qui lui sont applicables, et à condition d'en aviser de façon irrévocable les Titulaires au moins quinze (15) jours calendaires et au plus trente (30) jours calendaires à l'avance conformément à l'Article 14 (ou tout autre préavis indiqué dans les Conditions Définitives concernées), procéder au remboursement de la totalité ou, le cas échéant, une partie des Titres, selon le cas, à la Date de Remboursement Optionnel ou à la Date de l'Exercice de l'Option, tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées. Chacun de ces remboursements de Titres sera effectué au Montant de Remboursement Optionnel indiqué dans les Conditions Définitives concernées majoré, le cas échéant, des intérêts courus jusqu'à la date fixée pour le remboursement dans les Conditions Définitives concernées. Chacun des remboursements ou exercices partiels devra concerner des Titres d'un montant nominal au moins égal au Montant de Remboursement Minimum remboursable tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées et ne pourra excéder le Montant de Remboursement Maximum remboursable tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées.

Tous les Titres qui feront l'objet d'un tel avis seront remboursés à la date indiquée dans cet avis conformément au présent Article.

En cas de remboursement partiel ou d'exercice partiel de son option par l'Emetteur concernant des Titres Matérialisés, l'avis adressé aux titulaires de tels Titres Matérialisés devra également contenir le nombre des Titres Physiques devant être remboursés ou pour lesquels une telle option a été exercée. Les Titres devront avoir été sélectionnés de manière équitable et objective compte tenu des circonstances, en prenant en compte les pratiques du marché et conformément aux lois et réglementations boursières en vigueur.

En cas de remboursement partiel ou d'exercice partiel de son option par l'Emetteur concernant des Titres Dématérialisés, le remboursement pourra être réalisé, au choix de l'Emetteur soit (i) par réduction du montant nominal de ces Titres Dématérialisés d'une même Souche proportionnellement au montant nominal remboursé, soit (ii) par remboursement intégral d'une partie seulement des Titres Dématérialisés, auquel cas le choix des Titres Dématérialisés qui seront ou non entièrement remboursés sera effectué conformément aux dispositions de l'article R.213-16 du Code monétaire et financier telles que complétées par les Conditions Définitives concernées et conformément aux lois et réglementations boursières en vigueur.

Aussi longtemps que les Titres seront admis aux négociations sur un Marché Réglementé et que les règles en vigueur ou applicables sur ce Marché Réglementé l'exigeront, l'Emetteur devra, à chaque fois qu'il aura été effectué un remboursement partiel de Titres, faire publier (i) tant que les Titres seront admis aux

négociations sur Euronext Paris et que les règles de ce Marché Réglementé l'autorisent, sur son site internet (www.seine-et-marne.fr) ou (ii) dans un quotidien économique et financier de diffusion générale dans la ville où se situe le Marché Réglementé sur lequel ces Titres sont admis aux négociations, qui dans le cas d'Euronext Paris sera en principe *Les Echos*, un avis mentionnant le montant nominal total des Titres en circulation et, dans le cas des Titres Matérialisés, une liste des Titres Matérialisés tirés au sort pour être remboursés mais non encore présentés au remboursement.

En cas de remboursement partiel, la Valeur Nominale Indiquée, le Montant de Remboursement Final, le Montant de Remboursement Anticipé, le Montant de Remboursement Optionnel, le Montant de Versement Echelonné et le principal des Titres devront être ajustés pour tenir compte du remboursement partiel.

(d) Option de remboursement au gré des Titulaires, exercice d'options au gré des Titulaires

Si une option de remboursement au gré des Titulaires est indiquée dans les Conditions Définitives concernées, l'Emetteur devra, à la demande du titulaire des Titres et à condition pour lui d'en aviser de façon irrévocable l'Emetteur au moins quinze (15) jours calendaires et au plus trente (30) jours calendaires à l'avance (ou tout autre préavis indiqué dans les Conditions Définitives concernées), procéder au remboursement de ce Titre à la (aux) Date(s) de Remboursement Optionnel, tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées, au Montant de Remboursement Optionnel indiqué dans les Conditions Définitives concernées majoré, le cas échéant, des intérêts courus jusqu'à la date fixée pour le remboursement.

Afin d'exercer une telle option, le Titulaire devra déposer dans les délais prévus auprès du bureau désigné d'un Agent Payeur une notification d'exercice de l'option dûment complétée (la "**Notification d'Exercice**") dont un modèle pourra être obtenu aux heures normales d'ouverture des bureaux auprès de l'Agent Payeur ou de l'Etablissement Mandataire, le cas échéant. Dans le cas de Titres Matérialisés, les Titres concernés (ainsi que les Reçus et Coupons non-échus et les Talons non échangés) seront annexés à la Notification d'Exercice. Dans le cas de Titres Dématérialisés, le Titulaire transférera, ou fera transférer, les Titres Dématérialisés qui doivent être remboursés au compte de l'Agent Payeur ayant un bureau à Paris, tel qu'indiqué dans la Notification d'Exercice. Aucune option ainsi exercée, ni, le cas échéant, aucun Titre ainsi déposé ou transféré ne peut être retiré sans le consentement préalable écrit de l'Emetteur.

(e) Remboursement anticipé

(i) Titres à Coupon Zéro

- (A) Le Montant de Remboursement Anticipé payable au titre d'un Titre à Coupon Zéro, sera, lors de son remboursement conformément à l'Article 6(f) ou 6(i) ou s'il devient exigible conformément à l'Article 9, égal à la Valeur Nominale Amortie (calculée selon les modalités définies ci-après) de ce Titre
- (B) Sous réserve des stipulations du sous-paragraphe (C) ci-après, la Valeur Nominale Amortie de tout Titre à Coupon Zéro sera égale au Montant du Remboursement Final de ce Titre à la Date d'Echéance, diminué par application d'un taux annuel (exprimé en pourcentage) égal au Taux de Rendement (lequel sera, à défaut d'indication d'un taux dans les Conditions Définitives concernées, le taux permettant d'avoir une Valeur Nominale Amortie égale au prix d'émission du Titre si son prix était ramené au prix d'émission à la date d'émission), capitalisé annuellement.
- (C) Si la Valeur Nominale Amortie payable au titre de chaque Titre lors de son remboursement conformément à l'Article 6(f) ou 6(i) ou à l'occasion de son exigibilité anticipée conformément à l'Article 9 n'est pas payée à bonne date, le Montant de Remboursement Anticipé exigible pour ce Titre sera alors la Valeur Nominale Amortie de ce Titre, telle que décrite au sous-paragraphe (B) ci-avant, étant entendu que ce sous-paragraphe s'applique comme si la date à laquelle ce Titre devient exigible était la Date de Référence. Le calcul de la Valeur Nominale Amortie conformément au présent sous-paragraphe continuera d'être effectué (aussi bien avant qu'après un éventuel jugement) jusqu'à la Date de Référence, à moins que cette Date de Référence ne se situe à la Date d'Echéance ou après la Date d'Echéance, auquel cas le montant exigible sera égal au Montant de Remboursement Final à la Date d'Echéance tel que prévu pour ce Titre, majoré des intérêts courus, conformément à l'Article 5(e).

Lorsque ce calcul doit être effectué pour une période inférieure à un (1) an, il sera effectué selon la Méthode de Décompte des Jours précisée dans les Conditions Définitives concernées.

(ii) *Autres Titres*

Le Montant de Remboursement Anticipé payable au titre de tout Titre (autre que les Titres mentionnés au paragraphe (i) ci-avant), lors d'un remboursement dudit Titre conformément à l'Article 6(f) ou 6(i) ou si ce Titre devient dû et exigible conformément à l'Article 9, sera égal au Montant de Remboursement Final majoré de tous les intérêts courus jusqu'à la date de remboursement fixée.

(f) Remboursement pour raisons fiscales

- (i) Si, à l'occasion d'un remboursement du principal ou d'un paiement d'intérêt, l'Emetteur se trouvait contraint d'effectuer des paiements supplémentaires conformément à l'Article 8(b) ci-après, en raison de changements dans la législation ou la réglementation française ou pour des raisons tenant à des changements dans l'application ou l'interprétation officielle de ces textes faits par des autorités compétentes françaises, entrés en vigueur après la Date d'Emission, il pourra alors, à une quelconque Date de Paiement du Coupon ou, si cela est indiqué dans les Conditions Définitives concernées, à tout moment à condition d'en avertir par un avis les Titulaires conformément aux stipulations de l'Article 14, au plus tôt soixante (60) jours calendaires et au plus tard trente (30) jours calendaires avant ledit paiement (cet avis étant irrévocable), rembourser en totalité, et non en partie seulement, les Titres au Montant de Remboursement Anticipé majoré, à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans les Conditions Définitives concernées, de tous les intérêts courus jusqu'à la date de remboursement fixée, à condition que la date de remboursement fixée faisant l'objet de l'avis ne soit pas antérieure à la date la plus éloignée à laquelle l'Emetteur est, en pratique, en mesure d'effectuer le paiement du principal et des intérêts sans avoir à effectuer les retenues à la source françaises.
- (ii) Si, lors du prochain remboursement du principal ou lors du prochain paiement des intérêts relatif aux Titres, le paiement par l'Emetteur de la somme totale alors exigible par les Titulaires ou par les Titulaires de Coupons, était prohibé par la législation française, malgré l'engagement de payer toute somme supplémentaire prévue à l'Article 8(b) ci-après, l'Emetteur devrait alors immédiatement en aviser l'Agent Financier. L'Emetteur, sous réserve d'un préavis de sept (7) jours calendaires adressé aux Titulaires conformément à l'Article 14, devra alors rembourser la totalité, et non une partie seulement, des Titres alors en circulation (tel que défini ci-avant) à leur Montant de Remboursement Anticipé, majoré, à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans les Conditions Définitives concernées, de tout intérêt couru jusqu'à la date de remboursement fixée, (A) à compter de la Date de Paiement du Coupon la plus éloignée à laquelle le complet paiement afférent à ces Titres pouvait effectivement être réalisé par l'Emetteur sous réserve que, si le préavis indiqué ci-avant expire après cette Date de Paiement du Coupon, la date de remboursement des Titulaires soit la plus tardive entre (i) la date la plus éloignée à laquelle l'Emetteur est, en pratique, en mesure d'effectuer le paiement de la totalité des montants dus au titre des Titres et (ii) quatorze (14) jours calendaires après en avoir avisé l'Agent Financier ou (B) si cela est indiqué dans les Conditions Définitives concernées, à tout moment, à condition que la date de remboursement prévue faisant l'objet de l'avis soit la date la plus éloignée à laquelle l'Emetteur est, en pratique, en mesure d'effectuer le paiement de la totalité des montants dus au titre des Titres, ou, le cas échéant, des Reçus ou Coupons, ou si cette date est dépassée, dès que cela est possible.

(g) Rachats

L'Emetteur pourra à tout moment procéder à des rachats de Titres en bourse ou hors bourse (y compris par le biais d'offre publique) quel qu'en soit le prix (à condition toutefois que, dans l'hypothèse de Titres Matérialisés, tous les Reçus et Coupons non échus, ainsi que les Talons non échangés y afférents, soient attachés ou restitués avec ces Titres Matérialisés), conformément aux lois et règlements en vigueur.

Les Conditions Définitives préciseront si les Titres rachetés par l'Emetteur pourront être acquis et conservés conformément à l'article L.213-1-A du Code monétaire et financier aux fins de favoriser la liquidité des Titres (étant entendu que dans ce cas l'Emetteur ne pourra pas conserver les Titres pendant une période excédant un an à compter de leur date d'acquisition, conformément à l'article D. 213-1-A du Code monétaire et financier) ou non.

(h) Annulation

Tous les Titres remboursés ou rachetés pour être annulés par ou pour le compte de l'Emetteur, seront annulés, dans le cas de Titres Dématérialisés, par transfert sur un compte conformément aux règles et procédures d'Euroclear France, et dans le cas de Titres Matérialisés, par la remise à l'Agent Financier du Certificat Global Temporaire concerné ou des Titres Physiques en question auxquels s'ajouteront tous les Reçus et Coupons non échus et tous les Talons non échangés attachés à ces Titres, le cas échéant, et dans

chaque cas, à condition d'être transférés et restitués, tous ces Titres seront, comme tous les Titres remboursés par l'Emetteur, immédiatement annulés (ainsi que, dans l'hypothèse de Titres Dématérialisés, tous les droits relatifs au paiement des intérêts et aux autres montants relatifs à ces Titres Dématérialisés et, dans l'hypothèse de Titres Matérialisés, tous les Reçus et Coupons non échus et tous les Talons non échangés qui y sont attachés ou restitués en même temps). Les Titres ainsi annulés ou, selon le cas, transférés ou restitués pour annulation ne pourront être ni réémis ni revendus et l'Emetteur sera libéré de toute obligation relative à ces Titres.

(i) Illégalité

Si l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi ou d'une nouvelle réglementation en France, la modification d'une loi ou d'un quelconque texte à caractère obligatoire ou la modification de l'interprétation judiciaire ou administrative qui en est faite par toute autorité française compétente, entrée en vigueur après la Date d'Emission, rend illicite pour l'Emetteur l'application ou le respect de ses obligations au titre des Titres, l'Emetteur remboursera, à condition d'en avertir par un avis les Titulaires conformément aux stipulations de l'Article 14, au plus tôt quarante-cinq (45) jours calendaires et au plus tard trente (30) jours calendaires avant ledit paiement (cet avis étant irrévocable), la totalité, et non une partie seulement, des Titres au Montant de Remboursement Anticipé majoré de tous les intérêts courus jusqu'à la date de remboursement fixée.

7. Paiements et Talons

(a) Titres Dématérialisés

Tout paiement en principal et en intérêts relatif aux Titres Dématérialisés sera effectué (i) s'il s'agit de Titres Dématérialisés au porteur ou au nominatif administré, par transfert sur un compte libellé dans la devise concernée ouvert auprès des Teneurs de Compte, au profit des titulaires de Titres, et (ii) s'il s'agit de Titres Dématérialisés au nominatif pur, par transfert sur un compte libellé dans la devise concernée, ouvert auprès d'une Banque (telle que définie ci-après) désignée par le titulaire de Titres concerné. Tous les paiements valablement effectués auprès desdits Teneurs de Compte ou de ladite Banque libéreront l'Emetteur de ses obligations de paiement.

(b) Titres Physiques

(i) Méthode de paiement

Sous réserve de ce qui suit, tout paiement dans une Devise Prévüe devra être effectué par crédit ou virement sur un compte libellé dans la Devise Prévüe, ou un compte sur lequel la Devise Prévüe peut être créditée ou virée (qui, dans le cas d'un paiement en yen à un non-résident du Japon, sera un compte non-résident) détenu par le bénéficiaire dans, ou au choix du bénéficiaire par chèque libellé dans la Devise Prévüe tiré sur, une banque située dans la principale place financière du pays de la Devise Prévüe (qui, si la Devise Prévüe est l'euro, sera l'un des pays de la Zone Euro, et si la Devise Prévüe est le dollar australien ou le dollar néo-zélandais, sera respectivement Sydney ou Auckland).

(ii) Présentation et restitution des Titres Physiques, des Reçus et des Coupons

Tout paiement en principal relatif aux Titres Physiques, devra (sous réserve de ce qui est indiqué ci-après) être effectué de la façon indiquée au paragraphe (i) ci-avant uniquement sur présentation et restitution (ou, dans le cas d'un paiement partiel d'une somme exigible, sur annotation) des Titres correspondants, et tout paiement d'intérêt relatif aux Titres Physiques devra (sous réserve de ce qui est indiqué ci-après) être effectué dans les conditions indiquées ci-avant uniquement sur présentation et restitution (ou, dans le cas d'un paiement partiel d'une somme exigible, sur annotation) des Coupons correspondants, dans chaque cas auprès du bureau désigné par tout Agent Payeur situé en dehors des Etats-Unis d'Amérique (cette expression désignant pour les besoins des présentes les Etats-Unis d'Amérique (y compris les Etats et le District de Columbia, leurs territoires, possessions et autres lieux soumis à sa juridiction)).

Tout paiement échelonné de principal relatif aux Titres Physiques, autre que le dernier versement, devra, le cas échéant, (sous réserve de ce qui est indiqué ci-après) être effectué dans les conditions indiquées au paragraphe (i) ci-avant sur présentation et restitution (ou, dans le cas d'un paiement partiel d'une somme exigible, sur annotation) du Reçu correspondant conformément au paragraphe précédent. Le paiement du dernier versement devra être effectué dans les conditions indiquées au paragraphe (i) ci-avant uniquement sur présentation et restitution (ou, dans le cas d'un paiement partiel d'une somme exigible, sur annotation) du Titre correspondant conformément au paragraphe précédent. Chaque Reçu doit être présenté pour paiement du versement échelonné concerné avec le

Titre Physique y afférent. Tout Reçu concerné présenté au paiement sans le Titre Physique y afférent rendra caduques les obligations de l'Emetteur.

Les Reçus non échus relatifs aux Titres Physiques (qui y sont ou non attachés) deviendront, le cas échéant, caducs et ne donneront lieu à aucun paiement à la date à laquelle ces Titres Physiques deviennent exigibles.

Les Titres à Taux Fixe représentés par des Titres Physiques doivent être présentés au paiement avec les Coupons non échus y afférents (cette expression incluant, pour les besoins des présentes, les Coupons devant être émis en échange des Talons échus), à défaut de quoi le montant de tout Coupon non échu manquant (ou, dans le cas d'un paiement partiel, la part du montant de ce Coupon non échu manquant correspondant au montant payé par rapport au montant exigible) sera déduit des sommes exigibles. Chaque montant de principal ainsi déduit sera payé comme indiqué ci-avant sur restitution du Coupon manquant concerné, à tout moment avant le 1^{er} janvier de la quatrième année suivant la date d'exigibilité de ce montant, mais en aucun cas postérieurement.

Lorsqu'un Titre à Taux Fixe représenté par un Titre Physique devient exigible avant sa Date d'Echéance, les Talons non échus (le cas échéant) y afférents sont caducs et ne donnent lieu à aucune remise de Coupons supplémentaires.

Lorsqu'un Titre à Taux Variable représenté par un Titre Physique devient exigible avant sa Date d'Echéance, les Coupons et Talons non échus (le cas échéant) y afférents (qui y sont ou non attachés) sont caducs et ne donnent lieu à aucun paiement ou, le cas échéant, à aucune remise de Coupons supplémentaires.

Si la date de remboursement d'un Titre Physique n'est pas une Date de Paiement du Coupon, les intérêts (le cas échéant) courus relativement à ce Titre depuis la Date de Paiement du Coupon précédente (incluse) ou, selon le cas, la Date de Début de Période d'Intérêts (incluse) ne seront payés que contre présentation et restitution (le cas échéant) du Titre Physique concerné.

(c) Paiements aux Etats-Unis d'Amérique

Nonobstant ce qui précède, lorsque l'un quelconque des Titres Matérialisés est libellé en dollars américains, les paiements y afférents pourront être effectués auprès du bureau que tout Agent Payeur aura désigné à New York dans les conditions indiquées ci-avant si (i) l'Emetteur a désigné des Agents Payeurs ayant des bureaux en dehors des Etats-Unis d'Amérique et dont il pense raisonnablement qu'ils seront en mesure d'effectuer les paiements afférents aux Titres tels que décrits ci-avant lorsque ceux-ci seront exigibles, (ii) le paiement complet de tels montants auprès de ces bureaux est prohibé ou en pratique exclu par la réglementation du contrôle des changes ou par toute autre restriction similaire relative au paiement ou à la réception de telles sommes et (iii) un tel paiement est alors autorisé par la législation américaine sans que cela n'implique, de l'avis de l'Emetteur, aucune conséquence fiscale défavorable pour celui-ci.

(d) Paiements sous réserve de la législation fiscale

Tous les paiements seront soumis à toute législation, réglementation, ou directive, notamment fiscale, applicable sans préjudice des stipulations de l'Article 8. Aucune commission ou frais ne sera supporté par les titulaires de Titres ou les Titulaires de Coupons à l'occasion de ces paiements.

(e) Désignation des Agents

L'Agent Financier, l'(les) Agent(s) Payeur(s) et l'Agent de Calcul initialement désignés par l'Emetteur ainsi que leurs bureaux respectifs désignés sont énumérés à la fin du présent Prospectus de Base. L'Agent Financier, l'(les) Agent(s) Payeur(s) et l'Etablissement Mandataire agissent uniquement en qualité de mandataire de l'Emetteur et le(s) Agent(s) de Calcul comme experts indépendants et, en toutes hypothèses, ne peuvent être considérés comme mandataires à l'égard des titulaires de Titres ou des Titulaires de Coupons (sauf convention contraire). L'Emetteur se réserve le droit de modifier ou résilier à tout moment le mandat de l'Agent Financier, de tout Agent Payeur, Agent de Calcul ou Etablissement Mandataire et de nommer d'autre(s) Agent Financier, Agent(s) Payeur(s), Agent(s) de Calcul ou Etablissement(s) Mandataire(s) ou des Agent(s) Payeur(s), Agent(s) de Calcul ou Etablissement(s) Mandataire(s) supplémentaires, à condition qu'à tout moment il y ait (i) un Agent Financier, (ii) un ou plusieurs Agent de Calcul lorsque les Modalités l'exigent, (iii) un Agent Payeur disposant de bureaux désignés dans au moins deux villes européennes importantes (et assurant le service financier des Titres en France aussi longtemps que les Titres seront admis aux négociations sur Euronext Paris, et dans telle autre ville où les Titres sont admis aux négociations sur un autre Marché Réglementé aussi longtemps que les Titres seront admis aux négociations sur cet autre Marché Réglementé), (iv) dans le cas des Titres

Matérialisés, un Agent Payeur ayant son bureau dans un Etat Membre de l'Union Européenne qui ne le contraint pas à effectuer une retenue ou un prélèvement conformément à toute directive de l'Union Européenne relative à l'imposition des revenus de l'épargne ou conformément à toute loi qui mettrait en œuvre cette directive, s'y conformant ou adoptée dans le but de s'y conformer (Agent Payeur qui peut être l'un de ceux mentionnés au (iii) ci-avant), (v) dans le cas des Titres Dématérialisés au nominatif pur, un Etablissement Mandataire et (vi) tout autre agent qui pourra être exigé par les règles de tout autre Marché Réglementé sur lequel les Titres sont admis aux négociations.

Par ailleurs, l'Emetteur désignera sans délai un Agent Payeur dans la ville de New York pour le besoin des Titres Matérialisés libellés en dollars américains dans les circonstances précisées au paragraphe (c) ci-avant.

Une telle modification ou toute modification d'un bureau désigné devra faire l'objet d'un avis transmis sans délai aux titulaires de Titres conformément aux stipulations de l'Article 14.

(f) Talons

A la Date de Paiement du Coupon relative au dernier Coupon inscrit sur la feuille de Coupons remise avec tout Titre Matérialisé ou après cette date, le Talon faisant partie de cette feuille de Coupons pourra être remis au bureau que l'Agent Financier aura désigné en échange d'une nouvelle feuille de Coupons (et si nécessaire d'un autre Talon relatif à cette nouvelle feuille de Coupons) (à l'exception des Coupons qui auraient été annulés en vertu de l'Article 10).

(g) Jours Ouvrés pour paiement

Si une quelconque date de paiement concernant un quelconque Titre, Reçu ou Coupon n'est pas un jour ouvré, le titulaire de Titres, Titulaire de Reçus ou Titulaire de Coupons ne pourra prétendre à aucun paiement jusqu'au jour ouvré (tel que défini ci-après) suivant, ni à aucun intérêt ni aucune autre somme au titre de ce report (sous réserve de l'application de l'Article 5(c)(ii)). Dans le présent paragraphe, "**jour ouvré**" signifie un jour (autre que le samedi ou le dimanche) (A) (i) dans le cas de Titres Dématérialisés, où Euroclear France fonctionne, ou (ii) dans le cas de Titres Matérialisés, où les banques et marchés de change sont ouverts sur la place financière du lieu où le titre est présenté au paiement, (B) où les banques et marchés de change sont ouverts dans les pays indiqués en tant que "**Places Financières**" dans les Conditions Définitives concernées et (C) (i) en cas de paiement dans une devise autre que l'euro, lorsque le paiement doit être effectué par virement sur un compte ouvert auprès d'une banque dans la Devise Prévvue, un jour où des opérations de change peuvent être effectuées dans cette devise sur la principale place financière du pays où cette devise a cours ou (ii) en cas de paiement en euros, qui est un Jour Ouvré TARGET.

(h) Banque

Pour les besoins du présent Article 7, "**Banque**" désigne une banque établie sur la principale place financière sur laquelle la Devise Prévvue a cours, ou dans le cas de paiements effectués en euros, dans une ville dans laquelle les banques ont accès au Système TARGET.

8. Fiscalité

(a) Retenue à la source

Tous les paiements de principal, d'intérêts et d'autres produits afférents aux Titres effectués par ou pour le compte de l'Emetteur seront effectués sans aucune retenue à la source ou prélèvement au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, imposés, levés ou recouvrés par ou pour le compte de la France, ou l'une de ses autorités ayant le pouvoir de lever l'impôt, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne vienne à être exigé par la loi.

(b) Montants supplémentaires

Si en vertu de la législation française, les paiements en principal ou en intérêts afférents à tout Titre, Reçu ou Coupon devaient être soumis à un prélèvement ou à une retenue au titre de tout impôt ou taxe, présent ou futur, l'Emetteur s'engage, dans toute la mesure permise par la loi, à majorer ses paiements de sorte que les titulaires de Titres ou les Titulaires de Reçus et Coupons perçoivent l'intégralité des sommes qui leur auraient été versées en l'absence d'un tel prélèvement ou d'une telle retenue, étant précisé que l'Emetteur ne sera pas tenu de majorer les paiements relatifs à tout Titre, Reçu ou Coupon dans les cas suivants :

(i) *Autre lien*

le titulaire de Titres ou Coupons, ou un tiers agissant en son nom, est redevable en France desdits impôts ou droits autrement que du fait de la seule propriété desdits Titres, Reçus ou Coupons ; ou

(ii) *Plus de trente (30) jours calendaires se sont écoulés depuis la Date de Référence*

dans le cas de Titres Physiques, plus de trente (30) jours calendaires se sont écoulés depuis la Date de Référence, sauf dans l'hypothèse où le titulaire de ces Titres, Reçus ou Coupons aurait eu droit à un montant majoré sur présentation de ceux-ci au paiement le dernier jour de ladite période de trente (30) jours ; ou

(iii) *Paielement par un autre Agent Payeur*

dans le cas de Titres Physiques présentés au paiement, ce prélèvement ou cette retenue est effectué(e) par ou pour le compte d'un titulaire qui aurait pu l'éviter en présentant le Titre, le Reçu ou le Coupon concerné à un autre Agent Payeur situé dans un Etat Membre de l'Union Européenne.

Les références dans les présentes Modalités (i) au "**principal**" sont réputées inclure toute prime payable sur les Titres, tous Montants de Versement Echelonné, tous Montants de Remboursement Final, tous Montants de Remboursement Anticipé, tous Montants de Remboursement Optionnel, toutes Valeurs Nominales Amorties et toute autre somme en principal, payable conformément à l'Article 7 ou à toute disposition qui viendrait le modifier ou le compléter, (ii) à des "**intérêts**" sont réputées inclure tous les Montants de Coupon et autres montants payables conformément à l'Article 5 ou à toute disposition qui viendrait le modifier ou le compléter et (iii) "**principal**" et/ou "**intérêts**" sont réputés comprendre toutes les majorations qui pourraient être payables en vertu du présent Article.

9. Cas d'Exigibilité Anticipée

Le Représentant (tel que défini à l'Article 11), de sa propre initiative ou à la demande de tout titulaire de Titres, pourra, sur notification écrite adressée à l'Emetteur (avec copie à l'Agent Financier) avant qu'il n'ait été remédié au manquement considéré, rendre immédiatement exigible le remboursement de la totalité des Titres (et non une partie seulement) au Montant de Remboursement Anticipé majoré de tous les intérêts courus jusqu'à la date effective de remboursement si l'un quelconque des événements suivants (chacun, un "**Cas d'Exigibilité Anticipée**") se produit :

- (i) en cas de défaut de paiement de tout montant, en principal ou en intérêts, dû par l'Emetteur au titre de tout Titre, Reçu ou Coupon depuis plus de trente (30) jours calendaires à compter de la date d'exigibilité de ce paiement ; ou
- (ii) en cas de manquement par l'Emetteur à l'une quelconque de ses autres obligations relatives aux Titres si, un tel manquement n'étant pas manifestement irrémédiable, il n'y est pas remédié dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception par l'Emetteur d'une notification dudit manquement donnée par le Représentant ou un titulaire de Titres ; ou
- (iii) au cas où l'Emetteur ne serait plus en mesure de faire face à ses dépenses obligatoires telles que définies à l'article L.3321-1 du Code général des collectivités territoriales ; ou
- (iv) en cas (a) de non-remboursement par l'Emetteur, en tout ou partie, d'une ou plusieurs de ses dettes d'emprunt de nature bancaire ou obligataire, à leur date de remboursement prévue ou anticipée ou le cas échéant, après expiration de tout délai de grâce expressément prévu par les dispositions contractuelles régissant ledit emprunt, pour autant que le capital restant dû au titre de cette ou de ces dettes représente un montant supérieur à 50.000.000 € (cinquante millions d'euros) (ou la contre-valeur de ce montant en toute autre devise) ; ou (b) de non-paiement par l'Emetteur, en tout ou partie, d'une ou plusieurs garanties consenties au titre d'un ou plusieurs emprunts de nature bancaire ou obligataire contractés par des tiers lorsque cette ou ces garanties sont exigibles et sont appelées, pour autant que le montant de cette ou de ces garanties représente un montant supérieur à 50.000.000 € (cinquante millions d'euros) (ou la contre-valeur de ce montant en toute autre devise) ; ou
- (v) en cas de perte par l'Emetteur du statut de collectivité territoriale,

étant entendu que tout événement prévu aux paragraphes (iii) et (iv) ci-avant ne constituera pas un Cas d'Exigibilité Anticipée, et les délais qui sont mentionnés aux paragraphes (i) et (ii) seront suspendus, en cas de notification par l'Emetteur aux Titulaires (conformément à l'Article 14) avant l'expiration du délai concerné de la nécessité, afin de remédier à ce ou ces manquements, de l'adoption d'une délibération pour permettre le paiement de dépenses budgétaires imprévues ou supplémentaires au titre de la charge de la dette, jusqu'à (et y compris) la

date à laquelle cette délibération devient exécutoire, à compter de laquelle la suspension des délais mentionnés ci-avant prendra fin.

L'Emetteur devra notifier aux Titulaires (conformément à l'Article 14) la date à laquelle cette délibération devient exécutoire.

Dans l'hypothèse où cette délibération n'est pas votée et devenue exécutoire à l'expiration d'un délai de quatre (4) mois à compter de la notification relative à la nécessité d'adopter cette délibération adressée par l'Emetteur aux Titulaires, les événements prévus aux paragraphes (iii) et (iv) ci-avant constitueront un Cas d'Exigibilité Anticipée et les délais qui sont mentionnés aux paragraphes (i) et (ii) reprendront leur cours à l'issue du délai de quatre (4) mois.

10. Prescription

Les actions à l'encontre de l'Emetteur relatives aux Titres, Reçus et Coupons (à l'exclusion des Talons pour les besoins du présent Article) seront prescrites dans un délai de quatre (4) ans à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant leur date d'exigibilité.

11. Représentation des Titulaires

Les Titulaires seront, au titre de toutes les Tranches d'une même Souche, automatiquement groupés pour la défense de leurs intérêts communs en une masse (dans chaque cas, la "**Masse**").

La Masse sera régie par les dispositions du Code de commerce applicables à la Masse, à l'exception des articles L.228-48, L.228-59 alinéa 1^{er}, L.228-71, R.228-63, R.228-67 et R.228-69 et sous réserve des stipulations suivantes :

(a) Personnalité civile

La Masse aura une personnalité juridique distincte et agira en partie par l'intermédiaire d'un représentant (le "**Représentant**") et en partie par l'intermédiaire d'une assemblée générale des Titulaires (l'"**Assemblée Générale**").

La Masse seule, à l'exclusion de tous les Titulaires individuels, pourra exercer et faire valoir les droits, actions et avantages communs qui peuvent ou pourront ultérieurement découler des Titres ou s'y rapporter.

(b) Représentant

Le mandat de Représentant peut être confié à toute personne sans condition de nationalité. Cependant ce mandat ne pourra pas être confié aux personnes suivantes :

- (x) l'Emetteur, les membres de son Conseil général, ses employés et leurs ascendants, descendants et conjoints respectifs, ou
- (y) les sociétés garantissant tout ou partie des obligations de l'Emetteur, leurs gérants respectifs, leurs directeurs généraux, les membres de leur Conseil d'administration, directoire ou conseil de surveillance, leurs commissaires aux comptes, leurs employés ainsi que leurs ascendants, descendants et conjoint respectifs, ou
- (z) les personnes frappées d'une interdiction d'exercice de la profession de banquier, ou qui ont été déchues du droit de diriger, administrer ou gérer une entreprise en quelque qualité que ce soit.

Les noms et adresses du Représentant titulaire de la Masse et de son suppléant seront indiqués dans les Conditions Définitives concernées. Le Représentant désigné pour la première Tranche d'une Souche de Titres sera le Représentant de la Masse unique de toutes les Tranches de cette Souche.

Le Représentant percevra la rémunération correspondant à ses fonctions et ses devoirs, s'il en est prévu une, telle qu'indiquée dans les Conditions Définitives concernées.

En cas de décès, de démission, de dissolution ou de révocation du Représentant, celui-ci sera remplacé par le Représentant suppléant. En cas de décès, de démission ou de révocation du Représentant suppléant, ce dernier sera remplacé par un autre suppléant désigné par l'Assemblée Générale.

Toutes les parties intéressées pourront à tout moment obtenir communication des noms et adresses du Représentant et de son suppléant, à l'adresse de l'Emetteur ou auprès du(des) bureau(x) désigné(s) de chacun des Agents Payeurs.

(c) Pouvoirs du Représentant

Le Représentant aura le pouvoir d'accomplir (sauf résolution contraire de l'Assemblée Générale) tous actes de gestion nécessaires à la défense des intérêts communs des Titulaires.

Toutes les procédures judiciaires intentées à l'initiative ou à l'encontre des Titulaires devront l'être à l'initiative ou à l'encontre du Représentant.

Le Représentant ne pourra pas s'immiscer dans la gestion des affaires de l'Emetteur.

(d) Assemblée Générale

Une Assemblée Générale pourra être réunie à tout moment, sur convocation de l'Emetteur ou du Représentant. Un ou plusieurs Titulaires, détenant ensemble un trentième au moins du montant nominal des Titres en circulation (tel que défini ci-avant), pourra(ont) adresser à l'Emetteur et au Représentant une demande de convocation de l'Assemblée Générale. Si l'Assemblée Générale n'a pas été convoquée dans les deux (2) mois suivant cette demande, les Titulaires pourront charger l'un d'entre eux de déposer une requête auprès du tribunal compétent situé à Paris afin qu'un mandataire soit nommé pour convoquer l'Assemblée Générale.

Un avis indiquant la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'Assemblée Générale sera publié conformément à l'Article 14.

Chaque Titulaire a le droit de prendre part à l'Assemblée Générale en personne, par mandataire interposé ou par correspondance. Chaque Titre donne droit à une voix ou, dans le cas de Titres émis avec plusieurs Valeurs Nominales Indiquées, à une voix au titre de chaque multiple de la plus petite Valeur Nominale Indiquée comprise dans le montant principal de la Valeur Nominale Indiquée de ce Titre.

Conformément aux dispositions de l'article R.228-71 du Code de commerce, chaque Titulaire justifiera du droit de participer aux Assemblées Générales par l'inscription en compte, à son nom, de ses Titres dans les livres du Teneur de Compte concerné à minuit (heure de Paris) le deuxième Jour Ouvré à Paris précédant la date fixée pour ladite Assemblée Générale.

(e) Pouvoirs de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est habilitée à délibérer sur la révocation et le remplacement du Représentant et de son suppléant. Elle peut également statuer sur toute autre question relative aux droits, actions et avantages communs qui s'attachent ou s'attacheront ultérieurement aux Titres ou qui en découlent ou en découleront ultérieurement, y compris afin d'autoriser le Représentant à agir en justice en qualité de demandeur ou de défendeur.

L'Assemblée Générale peut en outre délibérer sur toute proposition de modification des Modalités, y compris sur toute proposition d'arbitrage ou de règlement transactionnel, se rapportant à des droits litigieux ou ayant fait l'objet de décisions judiciaires ; il est cependant précisé que l'Assemblée Générale ne peut pas accroître les charges des Titulaires, ni instituer une inégalité de traitement entre les Titulaires.

Les Assemblées Générales ne pourront valablement délibérer sur première convocation qu'à condition que les Titulaires présents ou représentés détiennent un cinquième au moins du montant nominal des Titres en circulation (tel que défini ci-avant) au moment considéré. Sur deuxième convocation aucun quorum ne sera exigé. Les Assemblées Générales statueront valablement à la majorité des deux-tiers des voix exprimées par les Titulaires assistant à ces assemblées, présents en personne ou par mandataire.

Les résolutions adoptées par les Assemblées Générales devront être publiées conformément aux stipulations de l'Article 14.

(f) Information des Titulaires

Pendant la période de quinze (15) jours calendaires qui précédera la tenue de chaque Assemblée Générale, chaque Titulaire ou son mandataire aura le droit de consulter ou de prendre copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'Assemblée Générale, qui seront tenus à la disposition des Titulaires concernés au siège de l'Emetteur, auprès du(des) bureau(x) désigné(s) de l'(des) Agent(s) Payeur(s) et en tout autre lieu spécifié dans l'avis de convocation de l'Assemblée Générale.

(g) Frais

L'Emetteur supportera tous les frais afférents aux opérations de la Masse, y compris les frais de convocation et de tenue des Assemblées Générales et, plus généralement, tous les frais administratifs votés par l'Assemblée Générale, étant expressément stipulé qu'aucun frais ne pourra être imputé sur les intérêts payables sur les Titres.

(h) Masse unique

Les titulaires de Titres d'une même Souche, ainsi que les titulaires de Titres de toute autre Souche qui ont été assimilés, conformément l'Article 13, aux Titres de la Souche déjà émise, seront groupés pour la défense de leurs intérêts communs en une Masse unique. Le Représentant nommé pour la première Tranche d'une Souche de Titres sera le Représentant de la Masse unique de cette Souche.

Afin d'éviter toute ambiguïté dans le présent Article 11, l'expression "en circulation" ne comprendra pas les Titres rachetés par l'Emetteur conformément à l'article L. 213-1 A du Code monétaire et financier qui sont détenus par l'Emetteur et ne sont pas annulés.

12. Remplacement des Titres Physiques, des Reçus, des Coupons et des Talons

Dans le cas de Titres Matérialisés, tout Titre Physique, Reçu, Coupon ou Talon perdu, volé, rendu illisible ou détruit en tout ou partie, pourra être remplacé, dans le respect de la législation, de la réglementation et des règles boursières applicables auprès du bureau de l'Agent Financier ou auprès du bureau de tout autre Agent Payeur qui sera éventuellement désigné par l'Emetteur à cet effet et dont la désignation sera notifiée aux Titulaires. Ce remplacement pourra être effectué moyennant le paiement par le requérant des frais et dépenses encourus à cette occasion et dans des conditions de preuve, garantie ou indemnisation (notamment, dans l'hypothèse où le Titre Physique, le Reçu, le Coupon ou le Talon prétendument perdu, volé ou détruit serait postérieurement présenté au paiement ou, le cas échéant, à l'échange contre des Coupons supplémentaires, il sera payé à l'Emetteur, à sa demande, le montant dû par ce dernier à raison de ces Titres Physiques, Coupons ou Coupons supplémentaires). Les Titres Matérialisés, Reçus, Coupons ou Talons partiellement détruits ou rendus illisibles devront être restitués avant tout remplacement.

13. Emissions assimilables

L'Emetteur aura la faculté, sans le consentement des titulaires de Titres, Reçus ou Coupons, de créer et d'émettre des titres supplémentaires qui seront assimilés aux Titres déjà émis pour former une Souche unique à condition que ces Titres déjà émis et les titres supplémentaires confèrent à leurs titulaires des droits identiques à tous égards (ou identiques à tous égards à l'exception de la date d'émission, du prix d'émission et du premier paiement d'intérêts définis dans les Conditions Définitives concernées) et que les modalités de ces Titres prévoient une telle assimilation, et les références aux "Titres" dans les présentes Modalités devront être interprétées en conséquence.

14. Avis

- (a)** Les avis adressés aux titulaires de Titres Dématérialisés au nominatif seront valables soit (i) s'ils leurs sont envoyés à leurs adresses postales respectives, auquel cas ils seront réputés avoir été donnés le quatrième Jour Ouvré après envoi, soit (ii) s'ils sont publiés dans un des principaux quotidiens économiques et financiers de large diffusion en Europe (qui sera en principe le *Financial Times*). Il est précisé qu'aussi longtemps que les Titres seront admis aux négociations sur un Marché Réglementé et que les règles applicables sur ce Marché Réglementé l'exigeront, les avis ne seront réputés valables que s'ils sont publiés sur le site de toute autorité de régulation pertinente, dans un quotidien économique et financier de large diffusion dans la (les) ville(s) où ces Titres sont admis aux négociations, qui dans le cas d'Euronext Paris sera en principe *Les Echos*, et de toute autre manière requise, le cas échéant, par les règles applicables à ce Marché Réglementé.
- (b)** Les avis adressés aux titulaires de Titres Matérialisés et de Titres Dématérialisés au porteur seront valables s'ils sont publiés (i) dans un quotidien économique et financier de large diffusion en Europe (qui sera en principe le *Financial Times*) et (ii) aussi longtemps que ces Titres seront admis aux négociations sur un Marché Réglementé et que les règles applicables sur ce Marché Réglementé l'exigeront, les avis devront également être publiés dans un quotidien économique et financier de diffusion générale dans la (les) ville(s) où ces Titres sont admis aux négociations, qui dans le cas d'Euronext Paris sera, en principe *Les Echos*, et de toute autre manière requise, le cas échéant, par les règles applicables à ce Marché Réglementé.
- (c)** Si une telle publication ne peut en pratique être réalisée, l'avis sera réputé valablement donné s'il est publié dans un quotidien économique et financier reconnu et largement diffusé en Europe, étant précisé que, aussi longtemps que les Titres sont admis aux négociations sur un quelconque Marché Réglementé, les avis devront être publiés de toute autre manière requise, le cas échéant, par les règles applicables sur ce Marché Réglementé. Les Titulaires seront considérés comme ayant eu connaissance du contenu de ces

avis à leur date de publication, ou dans le cas où l'avis serait publié plusieurs fois ou à des dates différentes, à la date de la première publication telle que décrite ci-avant. Les Titulaires de Coupons seront considérés, en toute circonstance, avoir été informés du contenu de tout avis destiné aux Titulaires de Titres Matérialisés conformément au présent Article.

- (d) Les avis devant être adressés aux titulaires de Titres Dématérialisés (qu'ils soient au nominatif ou au porteur) conformément aux présentes Modalités pourront être délivrés à Euroclear France, Euroclear, Clearstream, Luxembourg et à tout autre système de compensation auprès duquel les Titres sont alors compensés en lieu et place de l'envoi et des publications prévues aux Articles 14(a), (b) et (c) ci-avant étant entendu toutefois qu'aussi longtemps que ces Titres seront admis aux négociations sur un Marché Réglementé et si les règles applicables sur ce Marché Réglementé l'exigent, les avis devront être également publiés dans un quotidien économique et financier de large diffusion dans la (les) villes où ces Titres sont admis aux négociations, qui dans le cas d'Euronext Paris sera, en principe *Les Echos* et de toute autre manière requise, le cas échéant, par les règles applicables à ce Marché Réglementé.

15. Absence d'imprévision

Les dispositions de l'article 1195 du Code civil ne s'appliquent pas aux Titres et aucune action ne pourra être intentée sur le fondement de l'article 1195 du Code civil.

16. Droit applicable, langue et tribunaux compétents

(a) Droit applicable

Les Titres, Reçus, Coupons et Talons sont régis par le droit français et devront être interprétés conformément à celui-ci.

(b) Langue

Ce Prospectus de Base a été rédigé en français et en anglais, seule la version française visée par l'Autorité des marchés financiers faisant foi.

(c) Tribunaux compétents

Toute réclamation à l'encontre de l'Emetteur relative aux Titres, Reçus, Coupons ou Talons sera soumise aux tribunaux compétents du ressort de la Cour d'appel de Paris (sous réserve de l'application des règles impératives régissant la compétence territoriale des tribunaux français).

Il est toutefois précisé qu'aucune voie d'exécution de droit privé ne peut être prise et qu'aucune procédure de saisie ne peut être mise en œuvre en France à l'encontre des actifs ou biens de l'Emetteur.

CERTIFICATS GLOBAUX TEMPORAIRES RELATIFS AUX TITRES MATERIALISES

Certificats Globaux Temporaires

Un certificat global temporaire, sans coupon d'intérêt, sera initialement émis (un "**Certificat Global Temporaire**") pour chaque Tranche de Titres Matérialisés, et sera déposé au plus tard à la date d'émission de ladite Tranche auprès d'un dépositaire commun (le "**Dépositaire Commun**") à Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**") et à Clearstream banking, société anonyme ("**Clearstream, Luxembourg**"). Après le dépôt de ce Certificat Global Temporaire auprès d'un Dépositaire Commun, Euroclear ou Clearstream, Luxembourg créditera chaque souscripteur d'un montant en principal de Titres correspondant au montant nominal souscrit et payé.

Le Dépositaire Commun pourra également créditer les comptes des souscripteurs du montant nominal de Titres (si cela est indiqué dans les Conditions Définitives concernées) auprès d'autres systèmes de compensation par l'intermédiaire de comptes détenus directement ou indirectement par ces autres systèmes de compensation auprès d'Euroclear et Clearstream, Luxembourg. Inversement, un montant nominal de Titres qui est initialement déposé auprès de tout autre système de compensation pourra, dans les mêmes conditions, être crédité sur les comptes des souscripteurs ouverts chez Euroclear, Clearstream, Luxembourg, ou encore auprès d'autres systèmes de compensation.

Echange

Chaque Certificat Global Temporaire relatif aux Titres Matérialisés sera échangeable, sans frais pour le titulaire, au plus tôt à la Date d'Echange (telle que définie ci-après) :

- (i) si les Conditions Définitives concernées indiquent que ce Certificat Global Temporaire est émis en conformité avec les Règles TEFRA C ou dans le cadre d'une opération à laquelle les règles TEFRA ne s'appliquent pas (se reporter au chapitre "Description Générale des Titres - Restrictions de vente"), en totalité et non en partie, contre des Titres Physiques et
- (ii) dans tout autre cas, en totalité et non en partie, après attestation, si la Section 1.163-5(c)(2)(i)(D)(3) des règlements du Trésor Américain l'exige, que les Titres ne sont pas détenus par des ressortissants américains contre des Titres Physiques (un modèle d'attestation devant être disponible auprès du(des) bureau(x) désigné(s) de chacun des Agents Payeurs).

Remise de Titres Physiques

A partir de sa Date d'Echange, le titulaire d'un Certificat Global Temporaire pourra remettre ce Certificat Global Temporaire à l'Agent Financier ou à son ordre. En échange de tout Certificat Global Temporaire, l'Emetteur remettra ou fera en sorte que soit remis un montant nominal total correspondant de Titres Physiques dûment signés et contresignés. Pour les besoins du présent Prospectus de Base, "**Titres Physiques**" signifie, pour tout Certificat Global Temporaire, les Titres Physiques contre lesquels le Certificat Global Temporaire peut être échangé (avec, si nécessaire, tous Coupons et Reçus attachés correspondant à des montants d'intérêts ou des Montants de Versement Echelonné qui n'auraient pas encore été payés au titre du Certificat Global Temporaire, et un Talon). Les Titres Physiques feront, conformément aux lois et réglementations boursières en vigueur, l'objet d'une impression sécurisée. Les modèles de ces Titres Physiques seront disponibles auprès du(des) bureau(x) désigné(s) de chacun des Agents Payeurs.

Date d'Echange

"**Date d'Echange**" signifie, pour un Certificat Global Temporaire, le jour se situant au moins quarante (40) jours calendaires après sa date d'émission, étant entendu que, dans le cas d'une nouvelle émission de Titres Matérialisés, devant être assimilés auxdits Titres Matérialisés préalablement mentionnés, et émis avant ce jour conformément à l'Article 13, la Date d'Echange pourra, au gré de l'Emetteur, être reportée au jour se situant quarante (40) jours calendaires après la date d'émission de ces Titres Matérialisés supplémentaires.

Lorsque les Titres Matérialisés ont une échéance initiale supérieure à 365 jours (et lorsque les Règles TEFRA C ne sont pas applicables) le Certificat Global Temporaire devra contenir la mention suivante :

TOUT RESSORTISSANT AMERICAIN (*U.S. PERSON*) (TEL QUE DEFINI DANS LE CODE AMERICAIN DE L'IMPOT SUR LE REVENU DE 1986, TEL QUE MODIFIE (*U.S. INTERNAL REVENUE CODE OF 1986*)) QUI DETIENT CE TITRE SERA SOUMIS AUX RESTRICTIONS LIEES A LA LEGISLATION AMERICAINE FEDERALE SUR LE REVENU, NOTAMMENT CELLES VISEES AUX SECTIONS 165(j) ET 1287(a) DU CODE AMERICAIN DE L'IMPOT SUR LE REVENU DE 1986, TEL QUE MODIFIE (*U.S. INTERNAL REVENUE CODE OF 1986*).

DESCRIPTION DE L'EMETTEUR

1. Personnes responsables des informations du prospectus de base

Emetteur

L'Emetteur est le Département de Seine-et-Marne, collectivité territoriale.

Personne responsable

Jean-Jacques BARBAUX
Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne
Téléphone : 01 64 14 70 00
jean-jacques.barbaux@departement77.fr

2. Informations générales sur le Département de Seine-et-Marne

2.1 Organisation institutionnelle et politique

2.1.1 Siège

L'Emetteur est le Département de Seine-et-Marne, collectivité territoriale.

Le siège de l'Emetteur est situé à l'Hôtel du Département, 12 rue des Saints-Pères à Melun (77000), France.

Le numéro de téléphone de l'Emetteur est le 01 64 14 77 77.

2.1.2 Situation géographique



Le département de Seine-et-Marne fait partie de la région Ile-de-France. Situé à l'est de Paris, avec ses 5915 km², il représente 49 % de la superficie totale de l'Île-de-France, soit le plus vaste département francilien. Il compte 10 départements limitrophes (le Val-d'Oise, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et l'Essonne à l'ouest, le Loiret et l'Yonne au sud, l'Aube et la Marne à l'est, l'Aisne et l'Oise au nord).

La Seine-et-Marne compte 23 cantons et 511 communes. Au 1^{er} janvier 2016, il existe en Seine-et-Marne 36 intercommunalités à fiscalité propre. Melun est le chef-lieu du département.

La Seine-et-Marne joue de sa diversité, avec à l'ouest, une ceinture urbanisée et, à l'est, un espace rural.



2.1.3 Forme juridique, organisation et compétences

a) Forme juridique

Le Département de Seine-et-Marne est une des collectivités territoriales de la République (avec les Communes, les Régions, les Collectivités à statut particulier et les Collectivités d'outre-mer) en application des articles 34 et 72 de la Constitution Française du 4 octobre 1958 modifiée.

Créé par les lois du 22 décembre 1789 et du 26 février 1790, le Département de Seine-et-Marne est érigé en collectivité territoriale par la loi du 10 août 1871.

Les collectivités territoriales sont des personnes morales de droit public distinctes de l'État qui bénéficient d'une autonomie juridique. Elles disposent de moyens et de compétences propres qui s'exercent dans le cadre de la loi.

Les collectivités territoriales sont régies par des dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires.

Depuis la loi de décentralisation du 2 mars 1982, la tutelle financière et administrative de l'Etat, par l'intermédiaire du Préfet, est supprimée et le Président du Conseil Général devient l'exécutif du Département. Le Préfet reste le dépositaire de l'autorité de l'Etat dans le Département.

Après la transformation de Mayotte en département d'outre-mer le 31 mars 2011, les départements sont au nombre de 101 (96 métropolitains et 5 d'outre-mer).

Le Département de la Seine-et-Marne prend son nom le 4 mars 1790 en raison de l'empreinte des deux fleuves qui l'arrosent. Le 28 mai 1790, Melun est choisi comme chef-lieu, en raison de sa position sur la Seine.

b) Organisation et fonctionnement

L'organisation et le fonctionnement du Département de Seine-et-Marne reposent sur des organes politiques et des organes administratifs.

Le cadre juridique fixant l'organisation est posé par la Constitution de la V^{ème} République (Titre XII) et le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le règlement intérieur du Conseil départemental et de la Commission Permanente rappelle ces règles et précise le fonctionnement des organes du Département.

▪ L'organisation politique

Le socle politique et institutionnel du Département de Seine-et-Marne repose, d'une part, sur des organes délibérants (le Conseil départemental et la Commission permanente) et, d'autre part, sur des organes exécutifs (le Président du Conseil départemental et le Bureau).

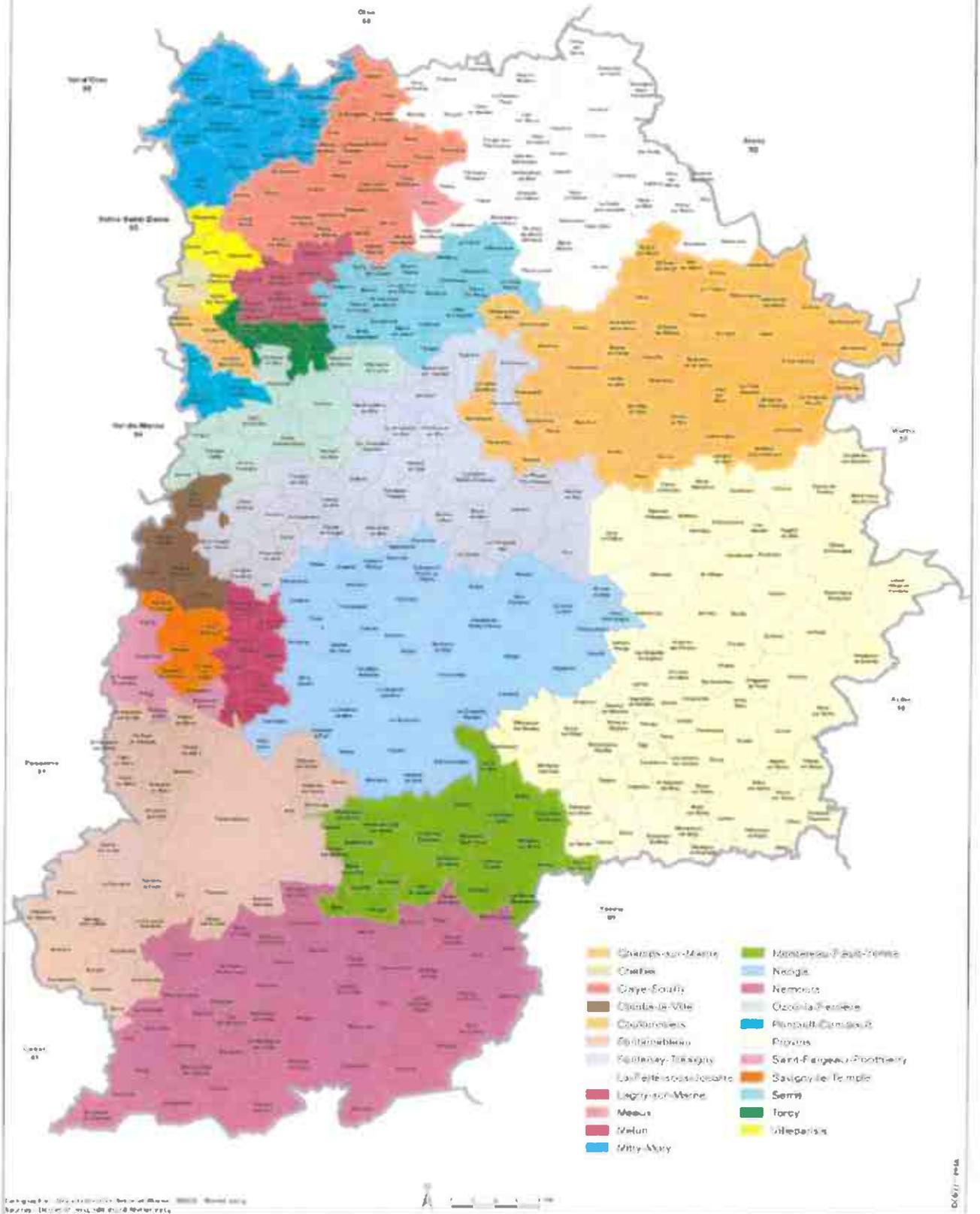
(i) Les organes délibérants : le Conseil départemental et la Commission Permanente

❖ Le Conseil départemental

En vertu de la loi organique n° 2013-402 du 17 mai 2013 et de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013, à compter du renouvellement des Assemblées Départementales de mars 2015, les anciens conseillers généraux sont remplacés par des conseillers départementaux. Les conseillers départementaux sont élus au suffrage universel direct dans le cadre de nouveaux cantons, au scrutin binominal majoritaire à deux tours et sont intégralement renouvelés tous les six ans. Chaque binôme représente un canton et est composé d'une femme et d'un homme. Une fois élus, les deux membres d'un binôme exercent leur mandat indépendamment l'un de l'autre.

La délimitation des nouveaux cantons du Département de Seine-et-Marne a été effectuée par le décret n° 2014-186 du 18 février 2014. Ce décret corrige les inégalités démographiques entre cantons afin de garantir l'application du principe d'équilibre démographique. En vertu de ce décret, la Seine-et-Marne comprend désormais 23 cantons. 46 conseillers départementaux ont donc été élus lors des élections départementales des 22 et 29 mars 2015.

Les nouveaux cantons de Seine-et-Marne



Cartographie : Direction Générale de l'Équipement, 2015. Source : INSEE, 2014.



Le Conseil départemental de Seine-et-Marne comprend 46 conseillers départementaux qui se réunissent en Assemblée plénière (session publique au minimum une fois par trimestre) afin d'examiner, sous l'autorité du Président, les grandes questions engageant l'avenir du Département.

Le Conseil départemental est l'autorité de droit commun du Département : ses attributions couvrent l'ensemble des prérogatives relevant du Département qui n'ont pas été expressément confiées à d'autres autorités (notamment au Président du Conseil départemental). Certaines compétences ne peuvent être déléguées par le Conseil départemental à d'autres formations ou autorités : ainsi, le Conseil départemental est seul compétent pour adopter le budget et voter les taux des impositions et taxes dont la perception est autorisée par la loi au profit du Département de Seine-et-Marne.

Le Conseil départemental peut déléguer ses compétences en partie à son Président ou à la Commission Permanente.

La composition du Conseil départemental est la suivante :

Président :	Jean-Jacques BARBAUX
1er Vice-président en charge des Finances :	Jean-François PARIGI
2e Vice-présidente en charge des Solidarités	Laurence PICARD
3e Vice-présidente en charge des Collèges et de l'Enseignement	Geneviève SERT
4e Vice-président en charge des Routes, des Transports et des Mobilités	Jean-François ONETO
5e Vice-président en charge du Développement économique	Arnaud De BELENET
6e Vice-président en charge de l'Aménagement du territoire, de la Politique contractuelle et de l'Agriculture	Olivier LAVENKA
7e Vice-présidente en charge de l'Administration générale :	Nathalie BEAULNES-SERENI
8e Vice-présidente en charge de l'Environnement et du Cadre de vie :	Isoline MILLOT
9e Vice-présidente en charge de la Jeunesse et des Sports, de la Vie associative et du Volontariat :	Martine BULLOT
10e Vice-président en charge du Tourisme :	Franck VERNIN
11e Vice-président en charge de la Culture et du Patrimoine :	Patrick SEPTIERS

Conseillers délégués (10) :

Olivier MORIN	Questeur et Conseiller délégué en charge du Grand Roissy.
Denis JULLEMIER	Conseiller délégué en charge du plan de relance départemental, des relations avec les chambres consulaires et les syndicats professionnels.
Jean-Louis THIERIOT	Conseiller délégué en charge des affaires européennes.
Brice RABASTE	Conseiller délégué en charge du logement, de l'habitat et du Grand Paris.
Isabelle RECIO	Conseillère déléguée en charge des affaires relatives au handicap et à la dépendance.
Sinclair VOURIOT	Conseiller délégué assurant le suivi des affaires relatives aux transports collectifs.
Bernard COZIC	Conseiller délégué en charge des bâtiments départementaux.
Xavier VANDERBISE	Conseiller délégué en charge de la coopération intercommunale et interdépartementale, des franges et des relations avec les élus.
Cathy BISSONNIER	Conseillère déléguée en charge du suivi des affaires relatives à l'enfance.
Pierre BACQUE	Conseiller délégué en charge de la sécurité publique, des gendarmeries, du SDIS et Médiateur santé.

Conseillers départementaux (24) :

- **Ludovic BOUTILLIER,**
- **Bernard CORNEILLE,**
- **Monique DELESSARD,**
- **Smaïl DJEBARA,**
- **Martine DUVERNOIS,**
- **Vincent ÉBLÉ,**
- **Anne-Laure FONTBONNE,**
- **Julie GOBERT,**
- **Jérôme GUYARD,**
- **Yves JAUNAUX,**
- **Sarah LACROIX,**

- Jean LA VIOLETTE,
- Nolwenn LE BOUTER,
- Daisy LUCZAK,
- Marianne MARGATÉ,
- Céline NETTHAVONGS,
- Véronique PASQUIER,
- Ugo PEZZETTA,
- Valérie POTTIEZ-HUSSON,
- Béatrice RUCHETON-PIETTON,
- Sandrine SOSINSKI,
- Virginie THOBOR,
- Véronique VEAU,
- Andrée ZAIDI.

Pour l'étude des affaires qui lui sont soumises et la préparation des décisions et avis qui lui incombent, le Conseil départemental se divise en (i) commissions techniques et des finances à caractère permanent, ou (ii) en commissions spéciales, à vocation particulière et à durée déterminée ou indéterminée.

Les commissions sectorielles (dont la composition est proportionnelle au nombre d'élus de chaque groupe politique) sont présidées par un Vice-président :

- **1ère commission** : Aménagement du Territoire, Politiques Contractuelles, Environnement et Agriculture
- **2ème commission** : Administration Générale
- **3ème commission** : Routes, Transports et Mobilités
- **4ème commission** : Solidarités
- **5ème commission** : Education, Vie Associative, Jeunesse et Sports
- **6ème commission** : Culture, Patrimoine et Tourisme
- **7ème commission** : Finances

❖ La Commission Permanente

Créée par la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, la Commission Permanente est une structure délibérante interne au Conseil départemental. Le Conseil fixe le nombre de Vice-présidents et des autres membres de la Commission Permanente.

Pour le Département de Seine-et-Marne, elle est constituée de 46 membres, c'est-à-dire des membres du Bureau et de l'ensemble des autres Conseillers départementaux. Par ses délibérations, elle règle les affaires relatives aux compétences qui lui ont été déléguées. Le Conseil départemental peut déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions à la Commission Permanente, à l'exception de celles relatives au budget, aux décisions modificatives, au vote du compte administratif et à celles liées aux dépenses obligatoires.

(ii) Les organes exécutifs : le Président du Conseil départemental et le Bureau

❖ Le Président du Conseil départemental

En vertu de la délibération du Conseil départemental n° CD-2015/04/02-0/01 en date du 2 avril 2015, Monsieur Jean-Jacques BARBAUX a été élu Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne et est, à ce titre, l'organe exécutif du Département (article L.3221-1 du CGCT) et le chef des services départementaux (article L.3221-3 du CGCT).

Le Président conduit les travaux de l'Assemblée, prépare les décisions et veille à leur exécution. A ce titre, il s'appuie sur les services départementaux et est assisté du Bureau et de la Commission Permanente.

Le Président dispose de pouvoirs propres et de compétences déléguées par le Conseil départemental.

Principaux pouvoirs propres	<ul style="list-style-type: none">- il prépare et exécute les délibérations du Conseil. Il convoque le Conseil départemental et fixe l'ordre du jour et préside les séances. Chaque année, il rend compte au Conseil de la situation du Département de Seine-et-Marne ;- il est l'ordonnateur des dépenses du Département de Seine-et-Marne et prescrit l'exécution des recettes départementales ;- il est seul chargé de l'administration et est le chef des services du Département de Seine-et-Marne ;- il gère le domaine du Département de Seine-et-Marne. Il dispose ainsi de pouvoirs de police particuliers ;- il signe des contrats et des conventions au nom du Département de Seine-et-Marne en vertu de son pouvoir propre d'exécution des délibérations ;- il est l'interlocuteur de l'Etat dans le Département de Seine-et-Marne, notamment auprès du Préfet: il est chargé avec celui-ci d'assurer la coordination entre l'action des services départementaux et celles des services de l'Etat dans le département. Il peut disposer en cas de besoin des services concentrés de l'Etat pour la préparation, et l'exécution des délibérations du Conseil départemental ;- il exerce en matière d'action sociale les compétences qui lui sont dévolues par le Code de l'action sociale et des familles.
Principales compétences déléguées	<p><u>Il doit rendre compte au Conseil départemental des compétences que ce dernier lui délègue et notamment celles :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- en matière financière : passation et gestion d'emprunts, réalisation de lignes de trésorerie, mise à jour et mise en œuvre des programmes EMTN et de titres de créances à court ou moyen terme sur la base d'un montant maximum autorisé par le Conseil départemental ;- de réaliser des placements de fonds ;- de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres (y compris l'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.

De plus, lors de la séance du 2 avril 2015, le Conseil départemental (délibération n° CD-2015/04/02-0/05) a délégué une partie de ses compétences à la Commission Permanente. Cette dernière ne détient aucune compétence en matière de gestion de dette et de trésorerie.

❖ **Le Bureau :**

Outre le Président, le Bureau comprend l'ensemble des Vice-présidents du Département de Seine-et-Marne. Il détermine les grandes orientations de la politique départementale et organise, sous l'autorité du Président, les travaux du Conseil départemental.

(iii) Les organes administratifs : les services départementaux

❖ **L'administration départementale :**

L'administration départementale met en œuvre la politique définie par l'Assemblée départementale.

Placée sous la responsabilité de la Direction Générale des Services, les services départementaux s'organisent autour de quatre pôles :

- la Direction Générale Adjointe de la Solidarité ;
- la Direction Générale Adjointe de l'Environnement, des Déplacements et de l'Aménagement du Territoire ;
- la Direction Générale Adjointe de l'Education, de la Culture, du Tourisme, de la Jeunesse et des Sports ;
- la Direction Générale Adjointe de l'Administration et des Ressources.

La Direction Générale des Services, à laquelle certains services sont directement rattachés (notamment la Direction des Finances), coordonne l'ensemble de ces activités.

Chaque pôle est composé de différentes directions (cf. Organigramme des Services départementaux ci-après).

Au 1^{er} janvier 2016, l'effectif budgétaire du Département de Seine-et-Marne est de 4 295 postes permanents dont 84,61% occupés par des agents titulaires, soit 17 postes de plus par rapport à janvier 2015.

A cette même date, les emplois non permanents créés sont les suivants :

Emplois non permanents		Emplois autres	
Besoins occasionnels	1	Assistants familiaux	653
Contrats aidés	305		
Apprentis	29		

Les effectifs de la collectivité sont globalement stables au 1^{er} janvier 2016 par rapport à janvier 2015. Les emplois non permanents et emplois autres sont légèrement inférieurs à ceux relevés au 1^{er} janvier 2015.

▪ Les contrôles de l'Etat sur les collectivités territoriales

Les contrôles de l'Etat sur les collectivités territoriales, via le Préfet répondent à une exigence constitutionnelle : " Dans les collectivités territoriales de la République, le représentant de l'Etat [...] a la charge des intérêts nationaux, du contrôle administratif et du respect des lois " (article 72, dernier alinéa de la Constitution française du 4 octobre 1958 modifiée).

Avant 1982, la tutelle de l'Etat sur les collectivités permettait au représentant de l'Etat d'intervenir en amont de l'entrée en vigueur des actes des collectivités et de disposer de pouvoirs d'annulation (y compris pour des raisons d'opportunité), d'approbation et de substitution.

Avec la suppression de la tutelle, de nouveaux contrôles ont été instaurés afin de répondre à l'exigence constitutionnelle mentionnée ci-dessus.

Le contrôle de légalité :

Le contrôle de légalité s'exerce *a posteriori*, une fois l'acte adopté et n'autorise aucun contrôle d'opportunité. Le Préfet est chargé de veiller à la légalité des actes pris par la collectivité qui lui sont transmis conformément à l'article L.3131-2 du CGCT. En présence d'un acte illégal, le délai imparti au Préfet pour saisir le tribunal administratif (tribunal administratif de Melun pour le Département de Seine-et-Marne) est, sauf recours administratif préalable ou circonstances particulières, de 2 mois à compter de la transmission de l'acte.

Les contrôles financiers :

Les actes budgétaires du Département sont soumis à la fois au contrôle de légalité mais aussi aux contrôles exercés par le Préfet de Seine-et-Marne, le comptable public (Payeur départemental) et la Chambre Régionale des Comptes (CRC) d'Ile-de-France.

Le **Préfet du Département**, représentant de l'Etat, exerce un contrôle budgétaire *a posteriori* des actes budgétaires du Département : il peut déférer les documents budgétaires litigieux à la CRC. La Chambre Régionale des Comptes émet des avis et le Préfet est chargé d'apporter directement les mesures correctrices sur la base de ces avis, en assortissant sa décision d'une motivation explicite s'il s'en écarte. Ce contrôle s'exerce dans cinq cas : vote du budget en dehors du délai légal, absence d'équilibre réel du budget, défaut d'inscription des dépenses obligatoires (la CRC pouvant dans ce troisième cas être saisie également par le comptable public concerné ou toute personne y ayant intérêt), absence de transmission du compte administratif ou déficit du compte administratif au-delà des limites autorisées.

Le **comptable public (le Payeur départemental)** assure le paiement des dépenses et le recouvrement des recettes. Ce mode de fonctionnement résulte du principe de séparation des ordonnateurs et des comptables. Le comptable public est ainsi seul chargé du maniement des fonds publics départementaux et du recouvrement des titres de recette émis par l'ordonnateur. Il est, en outre, tenu d'exercer un contrôle de la légalité externe de chacun des mandats de paiement et des titres de recettes émis par l'ordonnateur.

Le comptable public, nommé par le Ministère des Finances, est pécuniairement et personnellement responsable des opérations dont il est chargé (article 17 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012). Ainsi le rôle dévolu au comptable public constitue une garantie pour la régularité des opérations comptables de l'institution départementale.

Parallèlement au compte administratif dressé par le Président du Conseil départemental, le comptable public établit un compte de gestion qui retrace l'ensemble des écritures comptables passées par le

Département. Pour chaque exercice, le Conseil départemental est appelé à vérifier la concordance des écritures et des résultats entre ceux issus de la comptabilité tenue par l'ordonnateur (le Président du Conseil départemental) et ceux du comptable public (le Payeur départemental).

Le Département de Seine-et-Marne est par ailleurs soumis à un examen de gestion périodique par la CRC. Instituées par la loi du 2 mars 1982, les CRC veillent au respect des lois et règlements en matière de budgets locaux. Dans le cadre de leurs opérations de contrôle, les CRC procèdent à un examen de la gestion des collectivités *a posteriori* : elles formulent des observations sur la régularité et la qualité de gestion des ordonnateurs. Par ailleurs, leur contrôle porte également sur la situation financière (analyse des risques) de la collectivité et sur une ou plusieurs des grandes fonctions de la collectivité. A l'issue d'une procédure contradictoire, la CRC adopte un rapport d'observations définitives qui, assorti des réponses de l'ordonnateur, est transmis à l'Assemblée délibérante (article L.243-5 du Code des juridictions financières). Cet examen porte sur l'ensemble de la période écoulée depuis le précédent contrôle.

Le dernier rapport de la CRC d'Ile-de-France est en date du 8 avril 2011 et porte sur les exercices 2006 et suivants. Il est consultable à l'adresse ci-après :

<http://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/Departement-Seine-et-Marne-Seine-et-Marne>

c) Compétences :

▪ Un périmètre de compétences fixé par la loi

Le Département de Seine-et-Marne dispose de compétences qui lui sont attribuées par la loi. Ces compétences peuvent être propres ou partagées avec d'autres collectivités territoriales. L'article L.3211-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que "Le conseil départemental règle par ses délibérations les affaires du département dans les domaines de compétences que la loi lui attribue. Il est compétent pour mettre en œuvre toute aide ou action relative à la prévention ou à la prise en charge des situations de fragilité, au développement social, à l'accueil des jeunes enfants et à l'autonomie des personnes. Il est également compétent pour faciliter l'accès aux droits et aux services des publics dont il a la charge. Il a compétence pour promouvoir les solidarités et la cohésion territoriale sur le territoire départemental, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des régions et des communes. ". Par ailleurs, l'article L.1111-4, quatrième alinéa du CGCT pose le principe suivant lequel "les communes, les départements et les régions financent par priorité les projets relevant des domaines de compétences qui leur ont été dévolus par la loi (...)".

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) désigne le Département de Seine-et-Marne comme "chef de file" en matière d'aide sociale, d'autonomie des personnes et de solidarité des territoires.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), a mis en place le principe de spécialisation des départements et des régions (avec la suppression de la clause générale de compétence pour ces deux échelons) et a entraîné une clarification des compétences du Département de Seine-et-Marne. Celui-ci a néanmoins conservé ses compétences emblématiques, telles que l'action sociale, la gestion de l'aide sociale, celle des routes départementales, la construction et l'entretien des collèges.

▪ Les politiques départementales

Les principales missions et actions du Département de Seine-et-Marne sont relatives à :

○ **L'action sanitaire et sociale :**

La mission solidarité menée par le Département de Seine-et-Marne représente le premier poste des dépenses de fonctionnement (53,9% des crédits inscrits en 2016). Ces actions se traduisent par les politiques qui figurent dans le tableau suivant :

	Les principales compétences
Enfance	<ul style="list-style-type: none"> - suivi des femmes enceintes et des jeunes mères ; - agrément, suivi et formation des assistantes maternelles ; - autorisation d'ouverture et suivi des structures d'accueil de la petite enfance ; - prévention du risque de danger, protection des enfants en danger ; - établissements départementaux d'aide à l'Enfance ; - agrément des candidats à l'adoption et suivi des enfants adoptés ; - prévention de la maltraitance.
Famille	<ul style="list-style-type: none"> - aide éducative avec visites à domicile de travailleuses familiales, d'éducateurs, d'assistants sociaux, etc. ; - aide financière (secours d'urgence et allocations mensuelles).
Personnes adultes handicapées et personnes âgées	<ul style="list-style-type: none"> - personnes adultes handicapées : Prestation de Compensation du Handicap (PCH), aide au maintien à domicile, aide à l'hébergement en établissement ou en famille d'accueil et agrément de ces modes d'hébergement ; - personnes âgées : aide à la prise en charge de la perte d'autonomie (Allocation Personnalisée d'Autonomie dite "APE"), aide au maintien à domicile (aide-ménagère, téléalarme...), aide à l'hébergement, agrément des familles d'accueil et aide à la rénovation des établissements.
Prévention santé	<ul style="list-style-type: none"> - bilans de santé en maternelle ; - vaccinations gratuites (écoles, mairies..).
Insertion	<ul style="list-style-type: none"> - versement du Revenu de Solidarité Active (RSA), insertion professionnelle et sociale des bénéficiaires du RSA jeunes et des personnes en situation de difficultés sociales particulières.

Source : Département de Seine-et-Marne

○ **L'éducation, le sport, la culture et le patrimoine**

La loi confère au Département de Seine-et-Marne des compétences dans le domaine du développement socio-éducatif, culturel et sportif. Ces dépenses regroupées dans une mission « développement socio-éducatif, culturel et sportif » représentent 4,4% des dépenses de fonctionnement de 2016.

La construction et l'entretien des collèges publics est une compétence importante pour le Département, du fait de l'importance de sa population jeune. Fin 2015, le Département de Seine-et-Marne compte 127 collèges publics dont il est propriétaire. Les dépenses destinées à ce domaine s'élèvent à 69,2 M€ de crédits de paiement fonctionnement en 2016 (40,7% des dépenses d'équipement).

La compétence culturelle est clairement définie par les dispositions de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi "NOTRe". Selon ces dispositions, il s'agit d'une compétence partagée entre les communes, les départements, les régions et les collectivités à statut particulier, de même que les compétences en matière de sport, de tourisme, de promotion des langues régionales et d'éducation populaire (article 103 et seq de la loi NOTRe et article L.1114-4 du CGCT)

	Les principales compétences
Education	<ul style="list-style-type: none"> - collèges : construction, rénovation, entretien, extension, équipement et fonctionnement des collèges grâce aux Agents Techniques Territoriaux des Etablissements d'Enseignement (ATTEE) ; - Technologie de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement (TICE) : déploiement des Espaces Numériques de Travail et connexion au très haut débit des collèges ;
Sport	<ul style="list-style-type: none"> - aide à la création et à la rénovation d'équipements sportifs ; - participation au fonctionnement des complexes sportifs utilisés par les collèges ; - subventions aux associations ; - organisation de manifestations.
Patrimoine et culture	<ul style="list-style-type: none"> - musées départementaux ; - aide à la restauration et à la valorisation du patrimoine historique de Seine-et-Marne et des musées de Seine-et-Marne ; - archives départementales : collecte, protection et mise en valeur des collections des archives départementales.

Source : *Département de Seine-et-Marne*

○ **L'équipement, l'environnement, et développement territorial :**

Conformément aux compétences attribuées par la loi au Département de Seine-et-Marne, la mission « Aménagement et développement du territoire » qui regroupe les politiques liées au développement territorial, à la protection de l'environnement, aux routes départementales, à la sécurité et aux transports, représente 17,3% des crédits de fonctionnement 2016 et 48,8% des dépenses d'équipement. Le réseau routier départemental est de plus de 4 300 kilomètres.

	Les principales compétences
Équipement	- voirie : le Conseil départemental est propriétaire et responsable des routes départementales (y compris les anciennes routes nationales transférées lors de la décentralisation).
Environnement	- espaces naturels sensibles ; - assistance technique auprès des collectivités en matière d'eau et d'assainissement ; - assainissement des eaux usées, entretien et aménagement des rivières ; - plan Agenda 21
Développement territorial et agriculture	- soutien à l'agriculture; - équipement rural - promotion du Département de Seine et Marne - aide aux professionnels de la santé - solidarité territoriale
Transports	- transports scolaires des élèves et étudiants handicapés et transport scolaire sur circuits spéciaux (par délégation du Syndicat des Transports d'Île-de-France) ; - développement de moyens de transport prenant en compte les besoins des personnes handicapées ; - développement de lignes de bus départementales ou de bus à la demande pour les personnes âgées et handicapées. - La loi NOTRe n'a pas d'effet sur ce champ pour le Département de Seine-et-Marne. En Ile-de-France, le Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF) était déjà compétent en la matière et le Département de Seine-et-Marne agit dans le domaine des transports sur délégation.

Source : Département de Seine-et-Marne

2.2 Solvabilité du Département de Seine-et-Marne

2.2.1 Le cadre juridique de l'emprunt des collectivités locales permet de limiter les risques d'insolvabilité

L'article 2 de la loi du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, a supprimé toute tutelle de l'Etat sur les actes des collectivités territoriales. Cette évolution a conduit à reconnaître aux collectivités territoriales une liberté pleine et entière d'appréciation en matière de financement et à libéraliser et banaliser les règles applicables à leurs emprunts. Désormais, les collectivités territoriales peuvent ainsi recourir librement à l'emprunt et leurs relations avec les prêteurs sont régies par le droit privé et la liberté contractuelle. L'emprunt des collectivités territoriales n'est pas soumis au droit des marchés publics.

Toutefois, cette liberté est encadrée par les principes suivants :

- les emprunts sont exclusivement destinés à financer des investissements ;

- le remboursement du capital de la dette doit être couvert par des ressources propres.

En outre, les intérêts de la dette et le remboursement de la dette en capital constituent, selon la loi (article L.3321-1 du CGCT), des dépenses obligatoires pour la collectivité. Ces dépenses doivent, en conséquence, obligatoirement être inscrites au budget de la collectivité. S'il n'en est pas ainsi, le législateur a prévu une procédure (article L.1612-15 du CGCT) permettant au Préfet, après avis de la Chambre Régionale des Comptes, d'inscrire la dépense au budget de la collectivité. En outre, à défaut de mandatement d'une dépense obligatoire, le législateur a prévu également une procédure (article L.1612-16 du CGCT) permettant au Préfet d'y procéder d'office.

Le caractère obligatoire du remboursement de la dette constitue ainsi une forte protection juridique pour les prêteurs.

Par ailleurs, l'article L.1611-3-1 du CGCT, créé par la loi n°2013-672 du 26 juillet 2013, soumet la souscription des emprunts autres qu'obligataires du Département auprès des établissements de crédits à certaines limites tenant à la devise, au taux d'intérêt et aux instruments de couverture y afférent autorisés.

Enfin, le recours aux emprunts et aux instruments financiers (produits dérivés tels que swaps, caps, tunnels...) est encadré par la circulaire interministérielle n°NOR/IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics. Ce texte précise les risques inhérents à la gestion de la dette par les collectivités territoriales et rappelle l'état du droit sur le recours aux produits financiers et aux instruments de couverture du risque financier. Le recours aux instruments financiers n'est autorisé que dans une logique de couverture de risque de taux ou de change et les opérations de type spéculatif sont strictement proscrites.

Le Conseil départemental délègue chaque année au Président la capacité de réaliser des emprunts et de les renégocier dans un cadre formalisé et limité au besoin annuel de financement.

2.2.2 Notation du Département de Seine-et-Marne

Le Département est noté, pour sa dette long terme, par l'agence Standard & Poor's, qui lui a attribué la notation A+ perspective stable.

2.3 Environnement démographique et économique du Département de Seine-et-Marne

2.3.1 Démographie du Département de Seine-et-Marne

Avec une population légale de 1 365 200¹ habitants, le département de Seine-et-Marne se classe comme le 10^e département le plus peuplé de France, et le 5^e département le plus peuplé d'Île-de-France (11.4% de la population francilienne), juste derrière les Yvelines et devant le Val de Marne, le Val d'Oise et l'Essonne. Rapporté aux 5 915 km² de surface départementale, la densité moyenne de la population sur le territoire seine-et-marnais s'élève à 231 habitants/km², soit une densité près de quatre fois inférieure à celle de la région Île-de-France (996 habitants/km²) mais supérieure à la densité moyenne française (117 habitants/km²).

La répartition de la population seine-et-marnaise est cependant assez hétérogène à l'échelle du territoire départemental, du fait d'un peuplement " métropolitain " à l'ouest et d'un peuplement historique le long des deux cours d'eau structurant le département : la Marne au nord, et la Seine au

¹ Dernier recensement de l'INSEE effectué en 2013

sud. En effet, 70% de la population occupe 23% du territoire sur la partie ouest du Département (sur une zone qui s'étend du sud de Fontainebleau à Othis et Meaux). Près de la moitié de la population départementale est répartie sur les 31 communes de plus de 10 000 habitants ; l'autre moitié sur les 482 communes restantes.

Une forte croissance démographique

Avec une hausse de 4,7% de la population entre 2008 et 2013, la Seine-et-Marne possède une croissance démographique supérieure à celle de l'Île-de-France (2,6%) ou de la France métropolitaine (2,6% également). Sur la période 1999-2008, le nombre d'habitants du Département de Seine et Marne a progressé de +9,8% (plus de 110 000 habitants supplémentaires) ; pour comparaison, sur la même période, la population nationale a augmenté de 8,3% et la population régionale de 8,6%.

L'accroissement de population sur la période 2008-2013 a été presque exclusivement due au solde naturel (différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés sur une période).

(Source : INSEE).

Une population jeune

Le Département de Seine-et-Marne se démarque par la jeunesse de sa population. Les moins de 25 ans représentent plus d'un tiers de la population (34,4%), et les 25-59 ans près de la moitié (48,1%). En comparaison, au niveau national ces proportions atteignent respectivement 30,4% et 45,7%.

Les personnes âgées (75 ans ou plus), ont quant à elles un poids plus faible que sur l'ensemble du territoire puisque 5,9 % des seine-et-marnais entrent dans cette classe d'âge, tandis que ce chiffre s'élève à 6,7 % pour l'Île de France, et à 9,2 % pour la France métropolitaine.

Aussi bien au niveau national qu'au niveau du Département de Seine-et-Marne la tendance est à un vieillissement progressif de la population. En effet, l'augmentation de l'espérance de vie, ainsi que le vieillissement des générations issues du *baby boom* (nées entre 1946 et 1973) qui représentent une part importante de la population, entraînent mécaniquement un vieillissement de population d'ensemble. L'indice de vieillissement (rapport entre les 60 ans et plus et les moins de 20 ans²) est ainsi passé de 34,6 en 1999 à 47,5 en 2015 soit une hausse de 37 points. Il faut mettre ces éléments en perspective avec la population française dans son ensemble pour laquelle cet indice est passé sur la même période de 61,8 à 76,4 correspondant à une hausse de près de 24 points. Le plus fort vieillissement de la population seine-et-marnaise s'explique par le fait qu'elle était initialement dotée d'une population plus jeune, ce qui implique que les deux mécanismes précédemment mentionnés la touchent plus fortement. Toutefois, en proportion, la population seine-et-marnaise reste plus jeune que celle du pays. Il s'agit en effet du troisième plus faible indice de vieillissement de l'ensemble des départements français métropolitains.

Les projections de l'INSEE prévoient une forte croissance de la population de la Seine-et-Marne, qui devrait atteindre environ 1,55 million d'habitants en 2040, à un rythme avoisinant 0,58% de croissance par an.

(Source : *Atlas des solidarités observatoire départemental des solidarités CG77-2012 et portrait économique de la Seine-et-Marne mai 2014*).

Une population majoritairement composée d'employés et de professions intermédiaires

² Un indice de vieillissement égal à 100 indiquerait que les 60 ans et plus et les moins de 20 ans seraient en proportions équivalentes.

Par catégories socioprofessionnelles, la population seine-et-marnaise se répartit ainsi :

	2013	%	2008	%
Ensemble	687 011	100	657 738	100,0
Agriculteurs exploitants	2 799	0,4	3 098	0,5
Artisans, commerçants, chefs entreprise	34 138	5,0	30 020	4,6
Cadres et professions intellectuelles supérieures	110 884	16,1	100 083	15,2
Professions intermédiaires	193 859	28,2	184 561	28,1
Employés	212 837	31,0	204 731	31,1
Ouvriers	132 494	19,3	135 245	20,6

Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations complémentaires.

En prenant en compte seulement la population en emploi (687 011 individus) en 2013, il ressort que les employés (31 %) et les personnes exerçant une profession intermédiaire (28 %) sont majoritaires parmi les actifs seine-et-marnais. Viennent ensuite les ouvriers (19 %) et les cadres (16 %).

La surreprésentation des ouvriers dans le Département de Seine-et-Marne par rapport à la région Île-de-France (14 %) est liée à la spécificité industrielle de la Seine-et-Marne développée plus loin.

On constate en outre une assez grande stabilité de la répartition de la population par catégories socio-professionnelles entre 2008 et 2013, puisque la catégorie ayant connu la variation la plus importante est celle des ouvriers, et celle-ci s'établit à -1,3 points.

Des familles avec enfants

En comparaison avec ceux de l'Île-de-France, les ménages seine-et-marnais se caractérisent par leurs structure très familiale dans la mesure où, en 2013, 46,2 % des 527 159 ménages seine-et-marnais étaient des familles avec enfants (couple ou monoparentale) contre 39,4 % des ménages franciliens.

La part des familles monoparentales parmi l'ensemble des familles avec enfant(s)³ (21,7 %) était en revanche plus faible qu'au niveau régional (24,9 %). Elle a toutefois connu une hausse marquée entre 2008 et 2013 (+ 2,3 points)

Un niveau de revenu assez élevé

En 2012, le revenu disponible médian s'élevait à 21 707 €, ce qui place la Seine-et-Marne au 6^{ème} rang départemental, bien au-dessus du niveau national (19 786 €). Il faut toutefois noter qu'il existe des disparités de revenu importantes entre les différentes composantes du territoire seine-et-marnais. C'est principalement à l'ouest que se trouvent les niveaux de revenus les plus élevés.

En 2013, 62,6 % des seine-et-marnais étaient propriétaires de leur résidence principale, ce qui situe le Département de Seine-et-Marne très nettement au-dessus des moyennes nationale (57,8 %) et régionale (47,5 %).

³Enfants âgés de moins de 25 ans

Un niveau de formation qui progresse

En 2013, avec 69,3 % de la population de 15 ans ou plus ayant un diplôme soit une hausse de 3,6 points en cinq ans, le Département de Seine-et-Marne possède une population en moyenne plus diplômée que l'ensemble du territoire national (67,8 %). Ce chiffre est de 71,9 % pour la région Île-de-France, qui se classe première région de France au regard de cet indicateur.

On comptait 26 320 inscrits dans l'enseignement supérieur à la rentrée 2013 au sein du Département Seine-et-Marne.

Une forte hausse du nombre de bénéficiaires du RSA mais un taux de pauvreté demeurant faible

Fin décembre 2015 on dénombrait 30 251 allocataires du RSA socle en Seine-et-Marne. Le département a enregistré une forte hausse : + 1 233 allocataires entre 2014 et 2015 soit + 4,2 % contre + 2,6 % au niveau national (données CNAF et MSA).

La part de la population couverte par ce minimum social demeure toutefois relativement faible : 5,3 % des seino-marnais (âgés de moins de 65 ans) contre 6,3 % à l'échelle régionale 6,7 % en moyenne métropolitaine. Cette proportion place le Département de Seine-et-Marne au 66ème rang parmi les 96 départements métropolitains (données CNAF et MSA).

Le taux de pauvreté au sein du Département Seine-et-Marne est également bien inférieur à celui observé en Ile-de-France et en France métropolitaine : en 2012, 11,1 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté contre 15 % en Ile-de-France et 14,3 % en moyenne nationale (*source : INSEE, fichier localisé social et fiscal*).

2.3.2 L'économie du Département de Seine-et-Marne

a) Produit Intérieur Brut et sources de valeur ajoutée

Un département bénéficiant du dynamisme régional

Département francilien, la Seine-et-Marne bénéficie de l'attractivité et du dynamisme de la région.

Même si la région Île-de-France a subi comme l'ensemble du pays les effets de la crise de 2008-2009, les années 2012 et 2013 ont été marquées par une reprise modérée, mais présente, de l'activité économique au niveau régional.

C'est ainsi qu'en 2013, la région a enregistré une croissance économique de 1,8 % et a retrouvé un niveau de dynamisme économique comparable à celui d'avant la crise. Pour comparaison, la région Île-de-France était, en 2009, dans une période de récession avec un PIB en diminution de -3 %. Au total, le PIB de la région au 31 décembre 2012 s'élevait à 612,3 milliards d'euros, avec un PIB par habitant de 51 250 euros, 1,9 fois supérieur au PIB par habitant de la France métropolitaine hors Ile-de-France. Ce PIB représentait selon Eurostat environ 5 % du PIB de l'Union Européenne, et 31 % du PIB de la France, ce qui classe la région Ile-de-France comme le deuxième PIB des régions européennes derrière le Grand Londres.

En 2015, le PIB par habitant du Département de Seine-et-Marne s'élève à 26 015 € (contre 30 597 € en 2014).

De grandes entreprises nationales et multinationales françaises, européennes et mondiales choisissent la région Île de France pour y implanter leurs sièges sociaux et/ou leurs unités de recherche et développement. Comme la région, le Département de Seine-et-Marne est aussi un bassin d'emplois **au cœur d'un marché de plus de 11 millions de consommateurs.**

Le dynamisme de la région Île-de-France se conjuguant aux dynamiques économiques du Département de Seine-et-Marne

De par sa position géographique et tiré par trois pôles de développement majeurs (la plateforme aéroportuaire de Roissy, Marne-la-Vallée avec la zone urbaine de Val d'Europe et Sénart Melun), le Département de Seine-et-Marne dispose des atouts suivants :

- son réseau de transports connecté aux différentes échelles (Aéroport international de Roissy-Charles-De-Gaulle, le plus important de France et deuxième d'Europe pour le trafic de passagers), réseau TGV avec une gare d'interconnexion, quatre lignes RER, réseau SNCF régional desservant le Département de Seine-et-Marne, six autoroutes qui traversent le Département, etc.). Le Département de Seine-et-Marne étant intégrée au projet du Grand Paris, elle en bénéficiera en matière de mobilité et de transports.
- son foncier et immobilier (disponibilité, prix, qualité du cadre de vie) favorables à l'implantation d'entreprises.
- son gisement de "matière grise" avec la présence de grandes écoles (l'Institut Européen d'Administration des Affaires, l'École Nationale Supérieure des Mines de Paris, l'École des Ponts, etc.), de 68 équipes de recherche représentant 1 100 chercheurs travaillant avec des entreprises sur des projets innovants (transformation de la Cité Descartes en pôle d'excellence consacré à la ville durable) et quatre pôles de compétitivité (*Cap Digital Paris Region* spécialisé dans les technologies de l'information et de la communication, *Advancity* spécialisé dans l'ingénierie/services, *Astech* spécialisé dans l'aéronautique/espace et *Mov'eo* spécialisé dans les transports).

La proximité de grands centres de recherche et d'établissements d'enseignement explique par ailleurs sa spécialisation dans les secteurs les plus en pointe, parmi lesquels les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), l'industrie aérospatiale et les éco-activités. Le territoire mise aujourd'hui sur le développement durable, l'écomobilité, l'aménagement virtuel et les contenus numériques.

b) Démographie des entreprises

Les établissements de petite taille prédominent en Seine-et-Marne. On constate notamment que les structures de moins de 10 salariés constituent 93% de l'ensemble des établissements du Département en 2014.

Nombre de salariés	SEINE-ET-MARNE		ÎLE-DE-FRANCE	
	Nb établissements	% cumulés	Nb établissements	% cumulés
0 salarié	51 798	66,50 %	746 926	71,00 %
1 à 9 salariés	20 858	93,30 %	246 072	94,40 %
10 à 19 salariés	2 665	96,70 %	29 902	97,20 %
20 à 49 salariés	1 623	98,80 %	17 658	98,90 %
50 à 199 salariés	755	99,80 %	8 983	99,80 %
200 à 499 salariés	127	100,00 %	1 854	99,90 %
Plus de 500 salariés	33	100,00 %	730	100,00 %

Source : AEE - 01/01/2014

En 2014, le nombre de créations d'établissements au sein du Département de Seine-et-Marne s'est établi à 12 046, portant le total d'établissements actifs à 77 859⁴ soit un taux de création⁵ de 16,1 %. Le Département de Seine-et-Marne se trouve à cet égard en 5^e position des départements de la région Île-de-France devant Paris (12%).

Depuis 2009, le Département de Seine-et-Marne connaît une hausse continue du nombre d'établissements, on constate ainsi une augmentation des effectifs de l'ordre de 20 000 établissements soit une hausse de près de 30 % en 5 ans. Une partie de cette hausse est liée à la création du statut d'auto-entrepreneur qui permet aux porteurs de projets de se lancer dans la réalisation de ceux-ci. Depuis 2011 les créations d'auto-entreprises représentent environ 60% du total des créations d'entreprises dans le Département.

Si l'on rapporte le nombre d'établissements disparaissant au nombre de créations, on obtient un indice de dynamisme économique de 2,3 ce qui signifie que pour deux entreprises disparues en 2014, un peu plus de cinq se sont créées.

Évolution du nombre de créations d'établissements par secteur d'activité, entre le 01/01/2013 et le 01/01/2014

	2014	Évolution 2013 / 2014
Services spécialisés et techniques	2 170	-1,5 %
Commerce de détail	1 855	-4,2 %
Construction	1 822	3,9 %
Arts, spectacles, autres services	1 328	-1,3 %
Administration, enseignement, santé, action sociale	1 244	-3,9 %
Services administratifs et de soutien	856	5,9 %
Commerce de gros	676	-2,3 %
Transports et entreposage	598	25,9 %
Activités financières et immobilières	544	4,8 %
Industries et énergie	491	4,5 %
Hébergement et restauration	462	-4,3 %
TOTAL créations	12 046	0,6 %

Source : INSEE

Ce sont essentiellement les services administratifs et de soutien, les activités financières et immobilières et la construction qui connaissent un **nombre** important de créations d'entreprises. Le secteur des transports et de l'entreposage a pour sa part connu une croissance très importante (+ 25,9 %) de créations par rapport à l'année 2013.

c) Principaux secteurs d'activités

⁴ Champ marchand non-agricole.

⁵ Le taux de création correspond au nombre d'établissements créés rapporté au total existant.

La répartition des emplois par secteurs d'activité était en 2013 la suivante :

	2013		2008	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	451 020	100	440 737	100
Agriculture	4 824	1,1	5 185	1,2
Industrie	50 550	11,2	56 683	12,9
Construction	33 240	7,4	31 305	7,1
Commerce, transports, services divers	223 593	49,6	214 018	48,6
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	138 813	30,8	133 546	30,3

Source : INSEE

Le secteur tertiaire

En Seine-et-Marne, le tertiaire est prépondérant puisqu'il représente aujourd'hui près de 80 % du total des emplois salariés du Département. Les principaux domaines d'activités de ce secteur sont :

- Le transport et la logistique

Les secteurs des transports et de la logistique ont connu une forte progression depuis les années 2000. Les effectifs salariés dans ces secteurs d'activités ont progressé entre 2001 et 2011 de 17 % (contre une progression de 5 % au niveau régional). Cette dynamique est particulièrement marquée pour les activités logistiques (transport de marchandises et entreposage).

La Seine-et-Marne profite dans ces domaines d'une offre en foncier disponible importante le long d'axes routiers et d'infrastructures majeures (aéroport de Roissy, Francilienne, Autoroute A4, A5 et A6).

- Le tourisme

Ce secteur génère 39 683 emplois en 2014, soit 13,5 % de l'emploi total au sein du Département, avec des effectifs en hausse sur les six dernières années. Avec une clientèle diversifiée (de la clientèle internationale à la clientèle nationale, régionale et départementale), la Seine-et-Marne est dotée de la 2^{ème} capacité hôtelière d'Ile-de-France (153 hôtels – 14 807 chambres – 54 Campings – 7 616 emplacements), d'environ 60 % de l'offre d'hébergement rural d'Ile-de-France, et de 50 % de l'offre d'hôtellerie de plein air d'Ile-de-France. En 2014 les hôteliers du Département de Seine et Marne ont enregistré 9 323 000 nuitées (avec 13,9% des nuitées franciliennes), ce qui fait du Département de Seine-et-Marne le deuxième département de la région Île-de-France derrière Paris.

Deux sites sont inscrits au patrimoine mondial de l'Humanité (le château de Fontainebleau et la cité médiévale de Provins). De nombreux projets liés au tourisme sont en cours ou devraient voir le jour notamment le projet Village Nature au Val d'Europe (fruit d'un partenariat entre EuroDisney et Pierre & Vacances).

La Seine-et-Marne dispose d'une qualité d'offre culturelle et touristique : châteaux, musées, villages de caractère et d'artistes témoignent de la richesse de son passé culturel et artistique. De plus, ce patrimoine est reconnu à travers le monde grâce à des sites comme celui de Fontainebleau, de Vaux-le-Vicomte, visités à eux deux par 807 000 touristes en 2014.

Fort de l'attractivité de Paris, de la diversité de son patrimoine naturel et bâti et des activités qu'elle propose à tous les publics, la Seine-et-Marne dispose d'un potentiel important en matière de tourisme, avec 632 monuments patrimoniaux protégés, dont 231 classés et plus de 400 inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

La Seine-et-Marne compte également cinq musées départementaux ainsi qu'un muséobus itinérant. Parmi ces musées, trois sont consacrés à des artistes : Stéphane Mallarmé, Antoine Bourdelle et l'Ecole de Barbizon. Le Département de Seine-et-Marne possède un musée à vocation régionale, le musée de la Préhistoire d'Ile-de-France situé à Nemours.

Haut lieu du tourisme en Seine-et-Marne, le Parc Disneyland® Resort Paris a enregistré 21 ans après son ouverture, un total cumulé de 275 millions de visites. Il constitue ainsi la première destination touristique d'Europe, avec près de 14,2 millions de visiteurs en 2014, et affiche un chiffre d'affaires en hausse pour l'année 2015.

- Les activités de commerce de détail et de gros

Dans un contexte de forte croissance de la population, l'économie liée à la présence de population à proximité, qu'ils soient résidents ou touristes, a fortement progressé dans le Département de Seine-et-Marne. Entre 2001 et 2011, les activités de commerce ont contribué à la création de 9 400 emplois (dans le commerce de détail pour la grande majorité).

Le Département de Seine-et-Marne dispose de la plus grande surface commerciale par habitant de la région Île-de-France (équipements de plus de 300 m²) : près de 1000 m² / 1000 habitants, contre 630 m² en moyenne au sein de la région Île-de-France. Ce ratio a augmenté ces dernières années, le Département de Seine-et-Marne étant 2^e en France, derrière le Département du Nord, pour la construction de surfaces commerciales entre 2002 et 2012. Les principaux équipements commerciaux, à l'Ouest du territoire (Val d'Europe, Carré Sénart), attirent bien au-delà du Département de Seine-et-Marne. Selon l'agence Seine-et-Marne Développement, en 2013, le commerce devrait contribuer à 13 % du PIB total du Département de Seine-et-Marne.

- Le tertiaire non-marchand

Ce secteur concerne essentiellement l'accueil de personnes âgées ou de personnes handicapées, avec ou sans hébergement, ainsi que les activités de santé privées. Avec une population croissante et une offre immobilière importante, la Seine-et-Marne est un Département majeur au niveau francilien pour ces activités, avec des capacités dépassant de loin les seuls besoins seine-et-marnais. Près d'un quart des effectifs de la région Île-de France dans ce domaine se trouve au sein du Département de Seine-et-Marne.

Le secteur secondaire

Du fait de ses caractéristiques propres (territoire, population...), le secteur secondaire est plus important au sein du Département de Seine-et-Marne qu'au niveau régional.

En comparaison avec les autres départements de la région Île-de-France, le secteur de l'industrie est important au sein du Département de Seine-et-Marne (11,2% de l'emploi pour le Département contre 7,9% au niveau régional). Les principaux secteurs industriels sont l'aéronautique, la métallurgie, le travail des métaux, l'agroalimentaire, la fabrication de machines, les produits minéraux non métalliques, l'édition et l'impression. Le Département de Seine-et-Marne est aussi spécialisée dans le secteur de la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique.

Le secteur primaire : l'agriculture

58 % de la Surface Agricole Utile (SAU) de la région Ile-de-France appartient au territoire du Département de Seine-et-Marne. En 2014, on dénombrait ainsi sur le sol seine-et-marnais 2 430 exploitations agricoles et 5 700 actifs agricoles ce qui représente un tiers des emplois agricoles de la région Île-de-France. Ceux-ci sont principalement liés à la production céréalière qui représente plus de 60% des exploitations du Département de Seine-et-Marne.

Le Département de Seine-et-Marne dispose d'une véritable diversité de la production agricole :

- le blé : 139 620 hectares ;
- la betterave : 29 250 hectares ;
- le colza : 41 900 hectares ;
- les orges : 45 900 hectares ;
- plus récemment le maïs : 28 600 hectares.

Cette diversification de la production s'accompagne depuis quelques années d'une diversification des modèles économiques, avec par exemple le développement du maraîchage, la production d'agromatériaux et d'agroénergies. Ces nouveaux modèles de production nécessitent plus de main-d'œuvre que les modèles « classiques » et développent ainsi l'emploi local.

d) Emploi

Des taux d'activité et d'emploi⁶ élevés

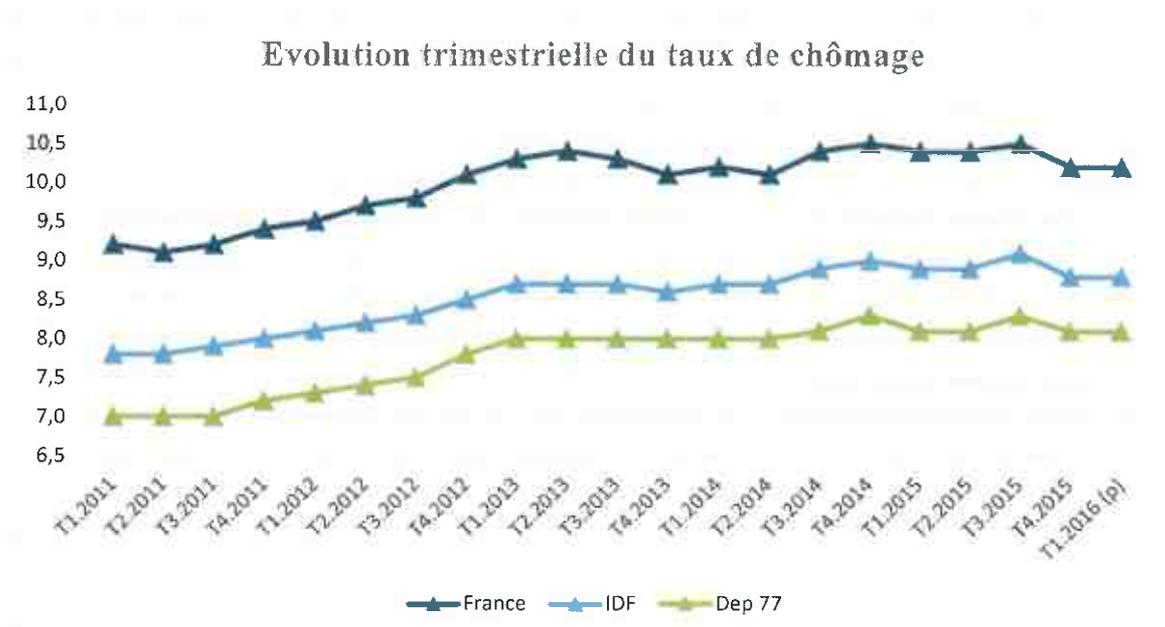
Par rapport à l'ensemble des départements français, le taux d'activité ainsi que le taux d'emploi au sein du Département de Seine-et-Marne sont relativement élevés. En 2013, le taux d'activité des 15-64 ans s'établissait ainsi à 76,4% (contre 76% pour la région Île-de-France et 73,3% au niveau national). Dans le détail, le taux d'activité des femmes est remarquablement élevé par rapport à la moyenne de la France métropolitaine (73,4% au niveau Départemental, contre 70,0 % au niveau national).

Le taux d'emploi suit les mêmes tendances : il s'établit à 67,9% au sein du Département de Seine-et-Marne contre 63,7% en moyenne au niveau de la France métropolitaine, et 66,7% pour la région Île-de-France.

Les principaux employeurs du Département de Seine-et-Marne (hors intérim et sphère publique) sont :

- Euro Disney : 14 100 emplois
- Air France : 7 600 emplois
- SNECMA : 5 100 emplois
- Carrefour Hypermarchés : 3 000 emplois
- Auchan France : 1 600 emplois
- ICTS France : 1 400 emplois

Un Département relativement moins touché par le chômage



Source : INSEE -

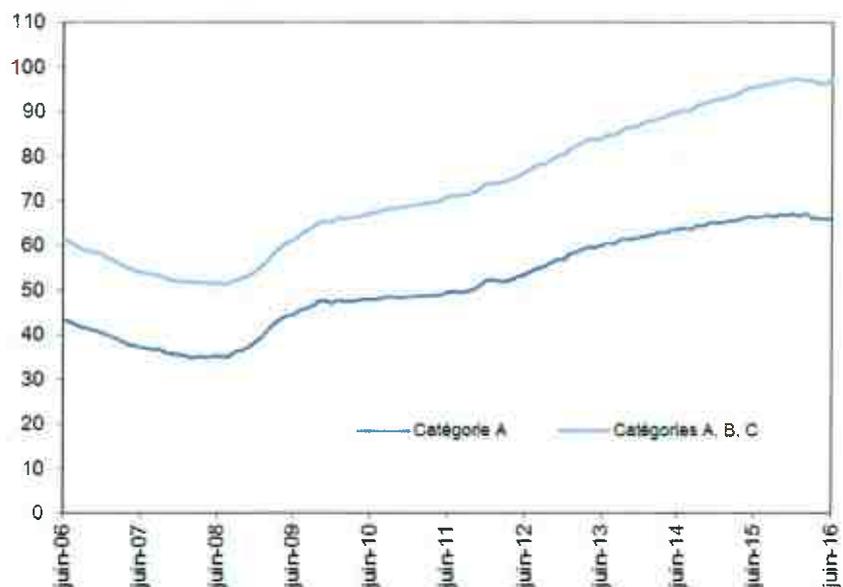
⁶ Le taux d'emploi est la part des 15-64 ans qui ont un emploi, selon la définition de l'INSEE.

Le taux de chômage au niveau du Département de Seine-et-Marne a connu ces dernières années une évolution similaire à celles observées aux niveaux national et régional. Après une période de hausse depuis la fin des années 2000, essentiellement pendant la période post crise économique de 2008, le taux de chômage du Département de Seine-et-Marne s'est stabilisé depuis 2013 autour de 8%. D'après les estimations provisoires de l'INSEE, il était de 8,1% au 1^{er} trimestre de l'année 2016 (stable par rapport au trimestre précédent). C'est significativement inférieur aux taux de chômage régional (8,8%), et national (10,2%). Il s'agit d'une tendance de long terme puisque depuis plus de 30 ans le taux de chômage du Département de Seine-et-Marne est inférieur à celui de la région Île de France.

Evolutions du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A⁷, B⁸, et C⁹

Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C en Seine-et-Marne

En milliers, données CVS-CJO



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements DR Pôle emploi-Directe Île-de-France.

La crise économique de 2008 s'est traduite par une hausse importante du nombre de demandeurs d'emploi. Il est à noter toutefois que l'année 2015 a marqué un premier arrêt à cette hausse, et se dessine en 2016 une tendance à la stagnation allant même jusqu'à la baisse en ce qui concerne les demandeurs d'emploi de catégorie A.

⁷ Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

⁸ Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins au cours du mois).

⁹ Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).

Les derniers chiffres concernant les demandeurs d'emploi de catégorie A sont les suivants :

	Juin 2015	Juin 2016	Variation annuelle
Seine-et-Marne	66 300	66 080	-0,30%
Île-de-France	672 140	670 680	-0,20%
France	3 550 300	3 525 700	-0,69%

Source : Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques(DARES)

En juin 2016 on comptait au sein du Département de Seine-et-Marne 66 080 demandeurs d'emplois en catégorie A, soit une baisse de 0,3% par rapport à Juin 2015. Parmi ceux-ci 10 130 ont moins de 25 ans (chiffre en baisse de 3,8% par rapport à juin 2015). Bien qu'il soit en baisse, ce nombre de jeunes demandeurs d'emploi de catégorie A reste important au sein du Département de Seine-et-Marne en comparaison avec la région Île-de-France. En effet les moins de 25 ans représentent 15,3% des demandeurs d'emploi de catégorie A seine-et-marnais, quand ils ne sont que 10,9% du total de la région Île-de-France. Ceci s'explique par la jeunesse de la population seine-et-marnaise précédemment mentionnée.

L'essentiel des demandeurs d'emploi de catégorie A du Département de Seine-et-Marne reste toutefois constitué par les 25-49 ans (60,8%). Viennent ensuite les 50 ans et plus (23,8%).

Au sein du Département de Seine-et-Marne, pour les catégories A, B, et C confondues, 41% des inscrits le sont depuis 1 an ou plus. C'est le cas de 43,6% des inscrits franciliens et de 44,7% des inscrits au niveau national.

Les dynamiques à long-terme de l'emploi en Seine-et-Marne

A l'horizon 2030, la population active de la région Ile-de-France gagnerait 470 000 actifs, essentiellement des seniors. Ainsi, les actifs âgés de 50 ans ou plus représenteraient 27 % des actifs alors qu'ils étaient 23 % en 2007. Les départs plus tardifs à la retraite, la progression de l'activité des femmes, notamment au-delà de 45 ans, et celle de l'apprentissage expliqueraient en grande partie la croissance de la population active. C'est au sein du Département de Seine-et-Marne et du Département des Hauts-de-Seine qu'elle serait la plus forte.

3. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

3.1 Introduction

- Le cadre budgétaire fixant les conditions d'exercice de la gestion départementale

Les principales règles comptables applicables à l'ensemble des organismes publics sont définies par le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Les dispositions relatives aux collectivités territoriales sont précisées, principalement, par les dispositions du CGCT et par des instructions budgétaires et comptables spécifiques (instruction M52 pour les départements).

La comptabilité des organismes publics est tenue selon des modalités inspirées par le Plan comptable général et notamment la présentation des comptes.

Ces dispositions communes aux structures de droit privé sont cependant aménagées par des règles relevant du droit budgétaire français propres au secteur public qui leur sont antérieures.

La spécificité du droit budgétaire public repose sur deux principes fondamentaux :

- l'autorisation préalable des recettes et dépenses par l'Assemblée délibérante ; et
- la séparation de l'ordonnateur et du comptable.

Ces principes du droit budgétaire régissent les modalités d'adoption, d'exécution et de contrôle des comptes publics ainsi que le rôle des différents intervenants dans les procédures budgétaires et comptables.

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et dépenses des organismes publics. Si son élaboration incombe à l'exécutif, son adoption relève de la compétence exclusive d'une assemblée élue. Cette compétence délibérative ne peut faire l'objet d'une délégation.

Le Conseil départemental est ainsi amené à prendre plusieurs décisions budgétaires au cours d'un exercice. Le budget primitif constitue le plus souvent la première et la plus importante de ces décisions, du fait des dispositions, fiscales notamment, qui peuvent l'accompagner. Il peut être ajusté en cours d'année par des décisions modificatives (ou DM1 ou DM2, selon le cas) adoptées dans les mêmes termes. Parmi ces décisions modificatives, un budget supplémentaire peut être destiné à la reprise des résultats comptables et éventuels reports de crédits constatés à la clôture de l'exercice précédent.

Les décisions budgétaires de l'Assemblée délibérante s'imposent aux autorités chargées de leur mise en oeuvre.

L'adoption du budget autorise l'autorité exécutive de la collectivité à percevoir les recettes et à réaliser les dépenses. Les budgets des collectivités territoriales doivent respecter quatre principes :

- **le principe d'unité budgétaire :**

ce principe prévoit que toutes les recettes et dépenses doivent être regroupées dans un seul document ;

- le **principe de l'annualité** :

l'autorisation donnée à l'Exécutif de la collectivité de percevoir les recettes et de réaliser les dépenses est donnée pour un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre ;

- le **principe de l'universalité** :

figure au budget de l'exercice l'ensemble des recettes et des dépenses, sans compensation ni affectation ;

- le **principe d'équilibre** :

ce principe signifie que, compte tenu d'une évaluation sincère des recettes et des dépenses, les recettes doivent être égales aux dépenses. Ce principe s'applique à chaque section du budget : la section de fonctionnement, qui regroupe les opérations courantes, récurrentes (dont les frais financiers) doit être équilibrée, sans recours à l'emprunt. La section d'investissement, qui retrace les dépenses ayant vocation à constituer des immobilisations, peut être équilibrée avec le recours à l'emprunt, à condition que le remboursement de la dette en capital qui y figure soit assuré par des recettes propres. Le principe d'équilibre des budgets locaux est donc un gage de stabilité des finances publiques locales puisqu'il leur interdit de financer sur de l'emprunt des dépenses financières (frais financiers et annuité de dette en capital) (article L.3312-4 du CGCT).

Le compte administratif (**CA**), examiné avant le 30 juin de l'exercice suivant, retrace les opérations réalisées au cours de l'exercice en dépenses et en recettes et arrêtées à la date du 31 décembre de l'année n. Ce compte, établi par la collectivité (l'ordonnateur), doit être conforme au compte de gestion établi par le comptable public qui assure le paiement des dépenses ainsi que le recouvrement de l'ensemble des recettes de la collectivité.

Ce mode de fonctionnement, commun à l'ensemble des collectivités territoriales et qui résulte du principe de séparation des ordonnateurs et des comptables issu des textes généraux régissant les règles de la comptabilité publique en France, a pour effet de réserver au comptable public le maniement des fonds publics et d'organiser un contrôle externe de la validité des mandats de paiement et des titres de recettes émis chaque année par la collectivité. Le rôle ainsi dévolu au comptable public constitue une garantie pour la sécurité financière et comptable de la collectivité. Cette sécurité est par ailleurs assurée par le contrôle administratif ou de légalité des actes des collectivités territoriales exercé *a posteriori* par le Préfet. En effet, le représentant de l'Etat dans le Département veille au respect des principes budgétaires notamment celui de l'équilibre : si les principes budgétaires ne sont pas respectés, le Préfet saisit la Chambre Régionale des Comptes qui propose les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire. Si la collectivité territoriale ne se prononce pas ou prend des mesures jugées insuffisantes, alors le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat dans le Département.

3.2 Les recettes départementales sur la période 2009 - 2015

- Description, caractéristiques et marges de manœuvre

Cette période est caractérisée par une modification très sensible du " panier " des recettes fiscales des départements avec la suppression de la taxe professionnelle en 2010 qui a constitué une année de transition dans l'application de cette réforme qui a joué intégralement à partir de 2011.

Outre la suppression de la taxe professionnelle, le Département de Seine-et-Marne n'a plus perçu, à compter de 2011, de taxe d'habitation et de taxe foncière sur les propriétés non bâties qui ont toutes deux été transférées au bloc communal.

En compensation, le Département de Seine-et-Marne perçoit les nouvelles recettes suivantes :

- au titre des recettes de fiscalité directe :
 - o une part égale à 48,5 % de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE),
 - o une part de l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER),
 - o le taux régional de foncier bâti et les frais de gestion sur le foncier bâti cédés par l'Etat,
 - o le Fonds National de Garantie Individuel des Ressources (FNGIR).
- au titre des recettes de fiscalité indirecte :
 - o la part résiduelle de l'Etat sur les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO),
 - o la part résiduelle de l'Etat de la Taxe sur les Conventions d'Assurance (TSCA).
- et au titre des dotations et compensations de l'Etat :
 - o la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP).

L'impact de la réforme de la fiscalité locale sur les recettes du Département peut être synthétisé dans le tableau suivant :

Panier de recettes fiscales 2009	Panier de recettes 2010 (année de transition)	Panier de recettes depuis 2011
Part départementale de la Taxe Professionnelle (TP) avec Plafonnement en fonction de la Valeur Ajoutée (PVA) reversé en dépenses	Compensation relais avec PVA reversé en dépenses	<i>Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et suppression du PVA Imposition Forfaitaire des Entreprises de Réseau (IFER)</i>
Part départementale de la Taxe d'Habitation (TH)	Part départementale de TH	<i>Part régionale et frais de gestion Etat de la TFPB</i>
Part départementale de la Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (TFPNB)	Part départementale de TFPNB	<i>Part Etat des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) Part Etat de la Taxe Sur les Conventions d'Assurance (TSCA) Dotation de Compensation De la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR)</i>
Part départementale de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)	Part départementale de TFPB	Part départementale de TFPB

(Les nouvelles recettes sont mentionnées en italique)

A l'issue de cette réforme, le Département vote dorénavant un seul taux de fiscalité directe, celui de la taxe foncière sur les propriétés bâties alors qu'avant la réforme, le Département votait quatre taux d'imposition directe.

L'année 2014 est marquée, d'une part, par l'introduction de nouvelles recettes départementales visant à assurer un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité et, d'autre part, par l'accroissement de la péréquation entre départements. C'est également la première année de mise à contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques.

- Evolution des recettes de fonctionnement du CA 2009 au CA 2015

Structure des recettes de fonctionnement sur la période (chiffres exprimés en M€).

Chapitres budgétaires /comptes	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015
Recettes réelles de fonctionnement (hors excédent)	995,0	1 086,6	1 131,6	1 169,0	1 138,8	1 157,0	1 198,3
731 Impositions directes	472,8	483,2	401,7	419,7	441,0	464,2	476,3
73111 Contributions directes (dont compensation relais)	472,8	291,5	381,0				
73111 Taxe foncière sur les propriétés bâties				255,1	261,3	266,6	275,9
73112 Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)				143,7	159,1	150,4	159,5
73114 Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux				2,6	2,7	2,7	2,8
73118 Autres impôts locaux ou assimilés (compensation relais)		191,7	2,4				
73121 Fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR)			18,3	18,3	17,9	17,9	17,9
73124 Fonds de solidarité pour les départements de la région IDF						11,2	11,2
73125 Frais de gestion de la taxe Foncière sur les propriétés bâties						9,3	10,0
73 73 Impôts et taxes - Fiscalité indirecte	265,8	327,8	412,8	424,5	378,2	398,2	441,4
7321-7322 Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	121,2	170,6	188,2	196,8	149,9	174,6	209,8
7323 Taxe départementale sur les espaces naturels sensibles (ENS)	6,5	5,9	9,8	9,7	9,6	4,4	0,1
7324 Taxe pour le Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE)	2,0	1,6	2,0	0,9	0,6	0,1	0,0
7326 Fonds de péréquation des DMTO			6,9	7,0	6,0	5,7	5,5
7327 Taxe d'aménagement					0,3	3,8	13,6
7342 Taxe sur les conventions d'assurance (TSCA)	59,1	61,1	112,7	118,4	119,0	117,9	120,2
7351 Taxe sur l'électricité	12,1	12,4	13,3	13,3	14,8	14,2	14,0
7352 Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP)	62,8	74,1	77,6	76,0	76,1	75,5	75,6
7353 Redevance des mines	1,6	1,6	1,7	1,6	1,4	1,6	2,0
7353 Taxe additionnelle à la taxe de séjour	0,5	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6
74 74 Dotations, subventions et participations	213,6	229,7	259,6	270,0	272,5	259,1	244,8
7411-74122							
74123 Dotation globale de fonctionnement (DGF)	158,2	159,7	161,5	161,3	161,6	153,3	131,8
7461 Dotation générale de décentralisation (DGD)	4,2	4,2	4,2	4,1	4,1	4,1	4,1
Allocations compensatrices	9,1	8,4	32,9	32,8	30,7	29,9	29,0
74832 dont dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)			23,8	24,4	23,1	23,1	23,1
74833-74834							
74835-74888 dont allocations compensatrices							
74783 Fonds de participation départementale insertion (FMDI)	7,5	8,6	8,8	9,1	9,0	9,0	9,0
74712-74718 Autres participations Etat	3,0	2,8	2,0	3,5	3,1	3,6	3,2
747811 Participation CNSA* (au titre de l'aide personnalisée à l'autonomie)	10,3	13,2	12,3	12,9	14,3	15,5	16,9
747812 Participation CNSA (au titre de la prestation de compensation du handicap)	9,8	9,8	9,1	10,9	10,4	10,2	10,7
747813 Participation CNSA au titre de la Maison Des Personnes Handicapées 77	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,3
7472-7474-7475-7476-74788-74881-7477							
Autres participations (autres organismes publics et privés)	10,6	21,9	27,9	34,3	38,4	32,2	38,9
Autres recettes (produits des services, domaine, ventes divers, produits financiers, produits exceptionnels...)	42,9	45,8	57,5	54,8	47,1	35,6	35,7

Le tableau ci-dessus présente l'évolution des recettes définitives de fonctionnement (c'est-à-dire hors écritures d'ordre) sur la période 2009-2015, telles qu'elles ressortent des comptes administratifs approuvés par l'Assemblée départementale.

Entre 2009 et 2015, les recettes définitives de fonctionnement ont globalement augmenté, passant de 995,0 M€ en 2009 à 1 198,3 M€ en 2015 (soit une hausse de 20,4 %). Le montant des recettes a crû de manière continue entre 2009 et 2012 (+ 17,5 %) avant de légèrement diminuer en 2013 (- 2,6 %) pour augmenter à partir de 2014. L'évolution des recettes est cependant contrastée selon les postes.

Les recettes tirées de la fiscalité indirecte sont celles présentant la plus grande volatilité : d'un produit de 265,8 M€ en 2009, elles ont pu atteindre 424,5 M€ en 2012 et 441,4 M€ en 2015. Cette forte volatilité s'explique principalement par la variation des recettes liées aux Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO). Ces droits frappent les cessions immobilières, le produit y afférent est par conséquent dépendant du dynamisme du marché immobilier. En 2012, le bon niveau de DMTO s'explique par le fait que le Département de Seine-et-Marne a pu bénéficier d'une recette exceptionnelle liée à une opération de restructuration immobilière du groupe EuroDisney. En 2015, les recettes liées aux DMTO ont augmenté de +35,2 M€ par rapport à 2014 (soit +20,2%) grâce à la reprise du marché immobilier et, contrairement à 2012, sans opération exceptionnelle.

Concernant les impositions directes, il faut noter l'impact de la réforme de la fiscalité locale opérée par la loi de finances pour 2010, avec notamment la suppression de la taxe professionnelle. D'une manière générale, avec cette réforme, le poids de la fiscalité directe a diminué au profit des recettes issues de la fiscalité indirecte et des dotations de l'Etat. En 2015, les recettes issues de la fiscalité directe ont représenté 39,8 % des recettes définitives de fonctionnement, contre 47,5% en 2009.

Concernant les dotations, subventions et participations **perçues** par le Département de Seine-et-Marne, elles se sont élevées en 2015 à 244,8 M€, soit 20,4 % de l'ensemble des recettes définitives de fonctionnement. La majorité de cette somme provient de la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée chaque année par l'Etat au Département de Seine-et-Marne. Le montant de cette dotation, est en diminution depuis 2014, du fait de la contribution au redressement des comptes publics imposé par l'Etat aux collectivités territoriales pour la période 2014 à 2017. En 2015, la DGF du Département de Seine-et-Marne a connu une diminution de -21,5 M€ (soit -14%).

- Evolution des recettes d'investissement du CA 2009 au CA 2015

Structure des recettes d'investissement sur la période (chiffres exprimés en M€) :

		CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015
Chapitres budgétaires/comptes	Recettes définitives d'investissement (hors emprunt)	66,6	46,0	40,4	43,8	45,3	35,1	44,2
	Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)							
10222		42,8	20,4	20,0	16,2	15,7	14,6	17,6
1332	Dotations départementales d'équipement des collèges (DDEC)	6,9	6,9	6,9	6,9	6,9	6,9	6,9
1341	Dotations globales d'équipement (DGE)	1,9	2,1	2,2	2,7	3,6	2,9	2,2
13 autres articles (hors 1345)								
1345	Subventions et participations	13,3	14,4	8,6	14,8	14,5	8,0	6,4
163	Préfinancement FCTVA							8,0
20 204 21 23								
45 solde 10								
1345	Autres recettes	0,9	1,8	1,4	2,6	1,8	2,1	2,3
27	Recettes financières	0,8	1,3	1,3	0,6	2,8	0,6	0,8

Ce tableau retrace l'évolution des recettes définitives d'investissement, c'est-à-dire sans prendre en compte l'emprunt.

Plus d'un tiers de ces recettes provient du Fonds de **Compensation** de la TVA (FCTVA). Ce fonds, qui permet aux collectivités territoriales de "récupérer" la TVA supportée au titre des dépenses d'équipement, est lié au volume des investissements éligibles effectué l'année précédente par la collectivité. Il faut mettre à part l'année 2009, où le Département de Seine-et-Marne a reçu à titre exceptionnel le FCTVA pour ses investissements de 2007 et 2008, dans le cadre d'une mesure mise en place par l'Etat pour soutenir l'investissement des collectivités territoriales. Le FCTVA d'un montant de 17,6 M€ en 2015 est assis sur les dépenses d'investissement éligibles réalisées en 2014, leur montant étant en augmentation par rapport à celles de 2013 (94 M€ en 2013 et 112,5 M€ en 2014).

- Investissement hors dette (chiffres exprimés en M€)

		CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015
Chapitres budgétaires /comptes	Dépenses d'équipement (hors emprunt)	203,4	192,7	169,3	167,0	166,7	168,9	153,9
204-13	Subventions d'équipement versées	58,5	48,0	60,3	54,8	55,1	49,0	41,3
20	Immobilisations incorporelles	9,0	7,3	7,1	7,0	8,5	8,4	7,8
21	Immobilisations corporelles	10,7	7,7	11,1	10,7	11,5	9,9	10,3
23	Travaux en cours	125,0	129,2	90,6	93,8	90,5	101,4	94,1
26-27	Participations et Autres immobilisations financières	0,1	0,4	0,1	0,6	0,2	0,1	0,3
45	Travaux de remboursement	0,1	0,1	0,2	0,1	0,9	0,3	0,8

Ce tableau retrace l'évolution des dépenses d'investissement du Département de Seine-et-Marne (hors remboursement de la dette en capital) sur la période 2009-2015.

De 203,4 M€ en 2009, ces dépenses ont diminué jusqu'au CA 2013, avec une légère augmentation en 2014, pour atteindre 168,9 M€ (+ 1,3%). Les dépenses d'équipement présentent encore en 2015 un niveau bas qui est de 153,9 M€. La relance des dépenses d'investissement souhaitée par l'Exécutif départemental ne se traduira que progressivement dans les comptes administratifs car les procédures sont lourdes (études, enquêtes publiques, appels d'offres).

- La dette (chiffres exprimés en M€)

Evolution des charges financières sur la période 2009 – 2015 :

		CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015
Chapitres budgétaires/comptes	66 Charges financières	23,5	22,3	27,4	25,0	27,2	24,0	22,1
66111	Intérêts réglés à l'échéance	25,7	22,3	23,8	26,0	23,6	21,6	20,7
66112	Intérêts rattachement Intérêts courus non échus (ICNE)	-4,8	-2,2	1,2	-2,6	-1,0	-0,2	-0,6
6615	Intérêts des comptes courants et dépôts créditeurs	2,3	0,5	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
6618	Intérêts des autres dettes	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
668	Autres charges financières	0,2	1,5	1,9	1,6	4,6	2,6	0,0

Sur la période 2009-2015, les charges financières ont été contenues grâce au maintien à de faibles niveaux des taux d'intérêts dont a pu bénéficier le Département de Seine-et-Marne du fait de sa gestion de dette. En 2013, l'augmentation par rapport à 2012 des frais financiers (+ 2,2 M€) est principalement imputable au paiement d'une indemnité de sortie anticipée d'emprunt ayant ensuite été refinancé à des conditions plus favorables.

La diminution des frais financiers de 1,9 M€ entre le CA 2014 et le CA 2015 a été rendue possible par le contexte financier de 2015 qui s'est caractérisé par des niveaux de taux très bas, voire négatifs à court terme. La gestion active de la dette et de la trésorerie a ainsi permis au Département de Seine-et-Marne de bénéficier de ces conditions de marché favorables et de réduire, en conséquence, le montant des frais financiers. Ce résultat est également atteint grâce à une quasi-stagnation du stock de dette à long terme en 2015.

Pour faire face à ses besoins de trésorerie, le Département de Seine-et-Marne a eu recours de façon significative en 2015, à son programme de billets de trésorerie via 12 émissions qui ont été réalisées à taux nul ou négatifs.

3.4. Mouvements de dette (dépenses et recettes) sur la période CA 2009 – CA 2015 :

En recettes (chiffres exprimés en M€)

		CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015
Chapitres budgétaires/comptes								
16	Dettes départementales	252,2	298,2	329,0	151,6	140,5	158,3	150,4
163	Emprunts obligataires				30,0	60,0	66,0	37,0
1641	Emprunts en euros	15,0		64,6	48,0	10,0	0,0	20,5
16441	Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie - opérations afférentes à l'emprunt	118,2	105,0	5,8		10,7	25,2	15,0
16449	Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie - opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	118,9	132,2	203,6	73,6	39,9	57,9	77,9
166	Refinancement de dette		60,0	35,0		19,9	9,2	0,0
10 103	Préfinancement du FCTVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,0

En dépenses (chiffres exprimés en M€)

		CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015
Chapitres budgétaires/comptes								
16	Dettes départementales	216,9	263,1	313,0	184,7	130,6	140,2	149,8
1641	Emprunts en euros	47,9	49,0	50,4	57,1	51,4	51,8	51,89
16441	Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie - opérations afférentes à l'emprunt	48,9	19,1	21,5	11,1	13,8	13,8	19,75
16449	Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie - opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	118,9	134,0	205,5	116,1	45,0	65,1	77,89
166	Refinancement de dette		60,0	35,0		19,9	9,2	0,00
	Sous total dette départementale	215,7	262,1	312,4	184,3	130,1	139,9	149,54
16874	Dettes envers les communes et structures	0,8	0,7	0,5	0,5	0,4	0,3	0,25
16875	Dettes envers les autres groupements de collectivités							0,00
16876	Dettes envers d'autres établissements publics locaux	0,5	0,3	0,1	0,1	0,1	0	0,00
	Sous total subventions en annuités	1,2	1,0	0,6	0,6	0,5	0,3	0,25

Ces deux tableaux retracent les mouvements ayant affecté le stock de dette sur la période 2009-2015.

En 2015, le Département de Seine-et-Marne a connu une augmentation de + 0,1 % de son encours de dette (+ 0,8 million d'euros).

3.4 Les équilibres financiers (chiffres exprimés en M€) sur 2009-2015

	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015
Recettes réelles de gestion	990,4	1079,6	1105,5	1148,1	1122,5	1143,2	1181,1
Dépenses réelles de gestion	869,0	921,7	950,2	973,4	999,5	1019,2	1043,0
Résultat courant	121,4	157,9	155,3	174,7	123,0	124,0	138,1
Produits financiers	1,3	1,6	1,3	0,6	0,6	0,6	0,6
Charges financières	23,5	22,2	27,4	25,0	27,2	24,0	22,1
Résultat financier	-22,2	-20,6	-26,1	-24,4	-26,6	-23,4	-21,5
Produits exceptionnels	3,3	4,4	3,6	1,9	5,4	6,2	6,2
Charges exceptionnelles	0,3	1,9	1,7	4,4	0,9	0,5	2,4
Résultat exceptionnel	3,0	2,5	1,9	-2,5	4,5	5,7	3,8
Reprises sur provisions	0,0	1,0	21,2	18,3	10,3	7,0	10,4
Dotations sur provisions	1,2	21,1	25,4	3,0	7,5	10,4	0,0
Soide comptes 68	-1,2	-20,1	-4,2	15,3	2,8	-3,4	10,4
Capacité d'autofinancement brute	101,0	119,7	126,9	163,1	103,7	102,9	130,7
Taux d'épargne brute en %	10,2	11,1	11,5	14,2	9,1	8,9	10,9
Remboursement en capital de la dette	66,9	69,9	73,8	77,7	70,3	72,8	71,6
Désendettement conjoncturel sur emprunt dit "revolving"				33,0			
Capacité d'autofinancement nette	34,1	49,8	53,1	85,4	33,4	30,1	59,1
Taux d'épargne nette en %	3,4	4,6	4,8	7,4	2,9	2,6	4,9
Dépenses réelles d'investissement et subventions en annuités	204,7	193,7	170,0	167,6	167,2	169,2	154,2
Recettes définitives d'investissement	66,6	46,8	40,4	43,8	45,3	35,1	44,2
Emprunt recettes	103,4	106,0	90,4	78,0	80,7	91,2	72,5
Remboursement en capital de la dette	66,9	69,9	73,8	110,7	70,3	72,8	71,6
Variation de l'encours	36,5	36,1	16,6	-32,7	10,4	18,4	0,8
Encours	856,0	892,0	908,6	876,1	886,6	905,0	905,8
Capacité de désendettement (en années)	8,5	7,5	7,2	5,4	8,5	8,8	6,9

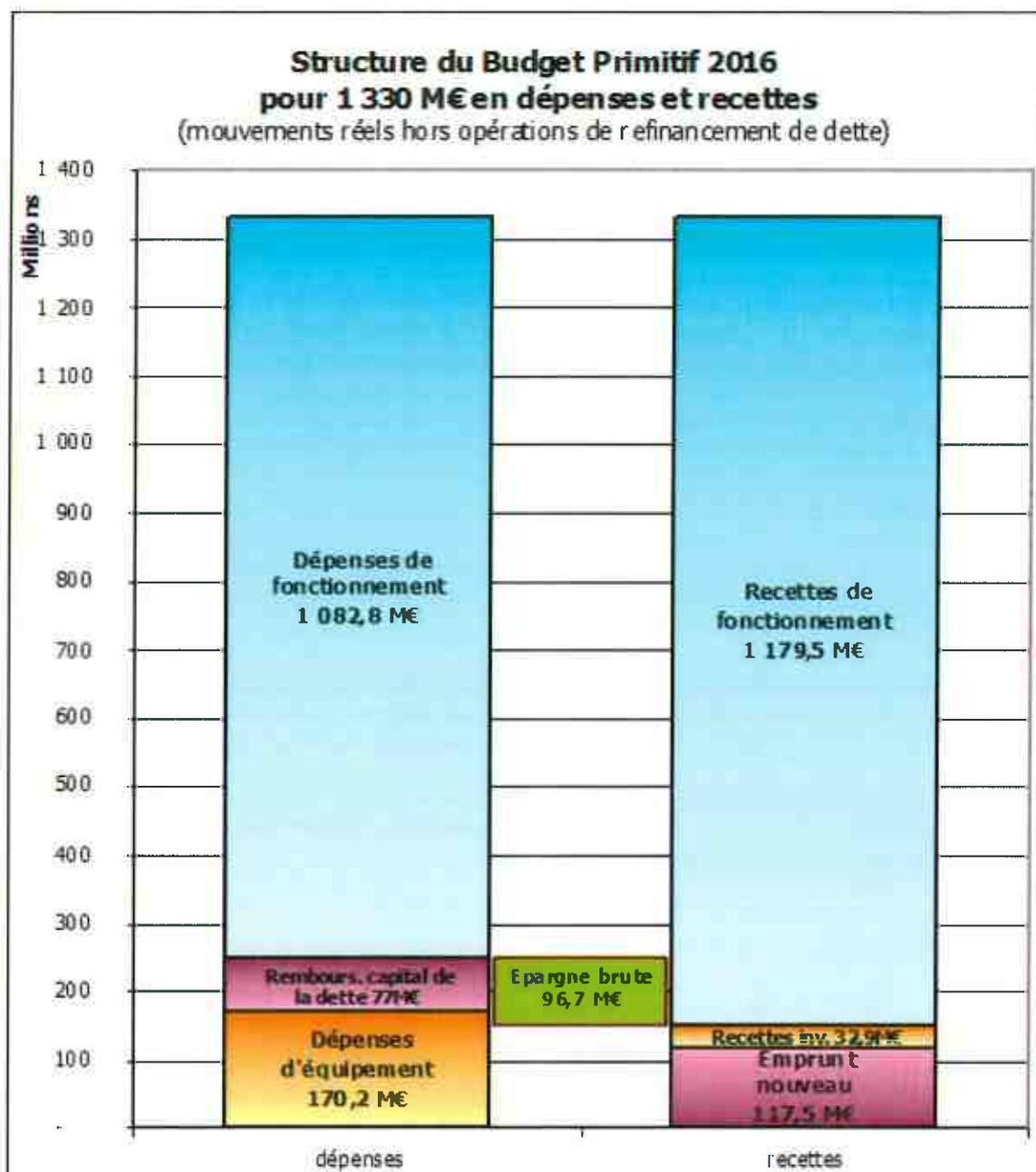
Après une période 2010-2012 où les ratios financiers du Département de Seine-et-Marne présentaient des signes d'amélioration, les années 2013 à 2014 ont été marquées par la baisse mesurée du niveau d'épargne brute du Département, qui affecte sa capacité de désendettement.

En 2015, grâce aux efforts de gestion réalisés et aux recettes produites par la fiscalité (notamment les Droits de Mutation à Titre Onéreux), le Département de Seine-et-Marne a généré une épargne nette en hausse de +29,1 M€ (soit +98%). Ce résultat combiné à la stabilisation du stock de dette (+0,1%) a permis de réduire la capacité de désendettement de 8,8 années en 2014 à 6,9 années en 2015.

Cette capacité indique le temps qu'il faudrait au Département de Seine-et-Marne pour rembourser la totalité de son stock de dette s'il y consacrait la totalité de son épargne brute (ou capacité d'autofinancement brute).

3.5 Le budget primitif 2016(BP 2016) et les décisions modificatives 1 et 2 (DM1 2016 et DM2 2016) pour 2016 :

Le BP 2016 a été voté par l'Assemblée départementale le 18 février 2016 et s'équilibre de la façon suivante :



Pour rappel : deux budgets annexes ont été également adoptés par l'Assemblée départementale, pour un montant réduit, ils ne portent aucun endettement et sont financés par ressources définitives. Le premier budget annexe "service GAIA" a été créé en mars 1997 pour retracer comptablement le partenariat instauré entre 17 Départements autour du logiciel de gestion des archives dénommé "GAIA" et mis au point par le Département de Seine-et-Marne.

Le second budget annexe "boutiques musée" enregistre les activités commerciales des boutiques des musées départementaux et du Château de Blandy-les-Tours.

Le BP 2016 :

Le budget primitif 2016 voté par l'Assemblée départementale le 18 février 2016 s'équilibre en dépenses et en recettes (en mouvements réels et hors opérations de gestion de dette) à 1 329 902 282 €, soit une augmentation de 2 % par rapport au BP 2015.

En dépenses de fonctionnement (1 082 786 598 €), les dépenses de gestion s'élèvent à 1 034 051 899 € et progressent de 1,6 % par rapport à celles du BP 2015. Les frais financiers sont ouverts pour 24 950 000 € (- 0,1 % par rapport à ceux du BP 2015). Enfin les prélèvements sur fiscalité pour alimenter des fonds de péréquation entre les départements atteignent 23 784 699 €, en progression de 10,1 % par rapport à ceux estimés au BP 2015.

En dépenses d'investissement (247 115 684 €), les dépenses d'équipement sont ouvertes pour 170 155 397 € (montant en progression de 5,2 % par rapport au BP 2015) et les dépenses financières (dette en capital et subventions en annuités) mobilisent 76 960 287 € de crédits (augmentation de 4,5 % par rapport au BP 2015). Cette dernière hausse est due au remboursement sur 2 ans de l'avance à taux zéro obtenue en 2015 au titre du FCTVA et qui représente, en 2016, près de 4 millions d'euros.

Les recettes qui équilibrent ces dépenses s'élèvent à 1 179 516 255 € en fonctionnement et à 32 887 968 € en recettes définitives d'investissement.

Les recettes de fonctionnement sont en augmentation de 3,6 % par rapport à celles du BP 2015. Cette évolution est obtenue grâce à l'augmentation du taux de foncier bâti (taux passant de 15,7 % à 18 %) afin de faire face à la diminution des dotations de l'Etat au titre de la contribution des collectivités territoriales à la réduction des déficits publics et qui pèse, en 2016, pour plus de 23,2 M€ sur le Département de Seine-et-Marne.

La hausse des dépenses sociales, de plus de 27 M€, est en majeure partie compensée par des mesures de réduction ou de suppression de politiques publiques non obligatoires du Département de Seine-et-Marne.

Les recettes définitives d'investissement sont de 32 887 968 € (- 4,7 % par rapport à celles du BP 2015) et l'emprunt pour financer les dépenses d'équipement s'élève, au BP 2016, à 117 498 059 €, soit 7,2 % de moins que l'emprunt du BP 2015.

La DM1 2016 :

Pour rappel, " DM1 " désigne, au titre d'un exercice budgétaire, la première décision budgétaire modificative postérieure au budget primitif.

La première décision modificative pour 2016 vaut budget supplémentaire puisqu'elle reprend les résultats de la gestion 2015.

La DM1 2016 adoptée le 24 juin 2016 par l'Assemblée départementale améliore très sensiblement les équilibres du BP 2016 :

- la totalité du résultat antérieur disponible de 40 M€ est consacrée à l'augmentation de l'épargne sur la section de fonctionnement,
- afin d'aider les collectivités territoriales dont la population a été durement touchée par les inondations de mai et juin 2016, le Département de Seine-et-Marne a mis en place différents

dispositifs d'urgence pour un montant de 750 000 € en investissement et 350 000 € en fonctionnement.

- le solde des ajustements des recettes et des dépenses de la section de fonctionnement dégage même un léger excédent de 2 M€ environ,
- le besoin budgétaire d'emprunt est réduit de 42,1 M€ (- 36 %). L'emprunt d'équilibre après DM1 est ramené à 75,4 M€ pour le financement des dépenses d'équipement dont le volume est majoré de près de 2,7 M€ par rapport au BP 2016 (reports 2015 et dispositifs exceptionnels pour les inondations).

Les seuls ajustements de recettes proposés en DM1 2016 permettent ainsi de financer des dépenses apparues nécessaires depuis le BP (subventions dans le domaine des sports et de la culture, nouvelles dispositions réglementaires en matière de personnel et dépenses exceptionnelles pour faire face aux inondations). La reprise de l'excédent 2015 permet ainsi d'améliorer significativement le niveau d'épargne du Département de Seine-et-Marne. Cet autofinancement fortement reconstitué permet d'ores et déjà la relance d'investissements nécessaires au territoire sans recours à l'emprunt.

La DM2 2016 :

La DM2 2016 a été adoptée par l'Assemblée départementale le 18 novembre 2016.

La deuxième décision modificative (DM2) de l'exercice 2016 procède, en section de fonctionnement, à une augmentation des dépenses de gestion (+ 5,5 M€) et à une diminution de celles destinées à couvrir les frais financiers (- 2,7 M€).

Les recettes de fonctionnement sont, quant à elles, majorées de 29,9 M€ et celles d'investissement (hors emprunt) de 5,6 M€.

Au total, les recettes de fonctionnement et d'investissement (hors emprunt) sont augmentées de 35,4 M€ alors que les dépenses de fonctionnement diminuent de 5,5 M€ et celles d'investissement (hors emprunt) sont réduites de 7,8 M€.

Dès lors, le recours à l'emprunt peut être réduit de 40,6 M€ et ramené de 75,4 M€ après DM1 à 34,8 M€.

A l'issue de la DM 2 pour 2016, le budget départemental s'élève à 1 378,2 M€ en dépenses réelles totales (sans les mouvements de dette neutres sur l'équilibre) et à 1 338,2 M€ en recettes définitives totales de l'exercice.

L'équilibre est assuré par la reprise des résultats antérieurs qui a eu lieu lors de la DM 1 pour un montant de 40 M€ tels qu'ils ressortaient du compte administratif 2015 après financement des reports.

3.5.1 Les recettes définitives de fonctionnement après DM1 2016 (en M€)

		BP 2016	DM1 2016	DM2 2016	Credits inscrits 2016
Chapitres Budgetaires/comptes	Recettes réelles de fonctionnement	1 179,8	12,8	29,9	1 222,2
731	Impôts directs (dont compensation relais)	527,9	1,5	0,3	529,7
73111	Taxe foncière sur les propriétés bâties - contribution directe	324,1	-3,3	0,0	320,8
73112	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	161,6	4,8	0,0	166,2
73113	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)	2,8	0,1	0,0	2,9
73121	Fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR)	17,9	0,0	0,0	17,9
73124	Fonds solidarité région Ile de France	11,2	0,1	0,0	11,3
73125	Frais taxe foncière propriétés bâties	10,3	0,0	0,3	10,6
73	Impôts et taxes - Fiscalité indirecte	413,8	3,8	27,7	445,3
	Taxe départementale de publicité foncière et droit départemental d'enregistrement (DMPD)	185,0	0,0	25,0	210,0
7321	Taxe départementale additionnelle à certains droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0
7322	Taxe départementale sur les espaces naturels sensibles (ENS)	0,0	0,0	0,0	0,0
7324	Taxe pour le Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement (CAUE)	0,0	0,0	0,0	0,0
73251	Fonds de péréquation des DMPD	6,7	3,8	0,0	10,5
73252	Fonds de solidarité en faveur des départements	0,0	0,0	0,0	0,0
7327	Taxe d'aménagement	10,5	0,0	1,3	12,1
7342	Taxi sur les conventions d'assurance (TSCA)	133,4	0,0	0,0	133,4
7351	Taxe sur l'électricité	13,3	0,0	0,0	13,3
7352	TICPE	63,1	0,0	0,0	63,1
7353	Redevance des mines	1,3	0,0	0,0	1,3
7353	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	0,5	0,0	0,0	0,5
74	Dotations, subventions et participations	216,6	6,2	-0,5	224,2
7411-74122-74123	Dotation globale de fonctionnement (DOF)	109,5	0,0	0,0	109,5
7461	Dotation générale de décentralisation (DGD)	4,1	0,0	0,0	4,1
74832-74833-74834-74835-74836-74838	Allocations compensatrices	25,0	1,0	0,0	29,0
74833	dont dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle DCRTP	23,1	0,0	0,0	23,1
74833-74834-74835-74836-74838	dont allocations compensatrices	4,9	1,0	0,0	5,9
74783	Fonds de mobilisation départemental insertion (FMIDI)	8,5	0,0	0,0	8,5
74712-74718	Autres participations Etat	3,4	0,2	-0,1	3,3
747811	Participation CNSA (au titre de l'aide personnalisée à l'autonomie)	16,1	6,1	0,0	22,2
747812	Participation CNSA (au titre de la prestation de compensation du handicap)	10,1	0,0	0,0	10,1
747813	Participation CNSA au titre de la Maison Des Personnes Handicapées 77	1,1	0,0	0,1	1,3
74712-74713-74714-7475-7476-74768-74881-74771	Autres participations (autres organismes publics et privés)	37,7	-1,1	-0,5	36,1
013-015-016 (hors 747811)-017-70-73-75-77-78	Autres recettes (Produits du domaine, de services et de gestion courante, produits financiers, produits exceptionnels, reprises sur provisions...)	19,2	1,3	2,4	22,9

* Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie

La structure des recettes après DM2 2016 est la suivante :

Recettes de fonctionnement	Commentaires	
FISCALITÉ DIRECTE	529.7 M€, soit 43,3 % des recettes définitives de fonctionnement, dont :	
	Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) : 320,8 M€	Le taux a été augmenté en 2016 pour passer de 15,7% à 18 %. Le produit prévisionnel de la taxe foncière sur les propriétés bâties a été minoré de -3,3 M€ en DM1 2016 car l'évolution globale des bases a été plus faible que celle anticipé de 2,01% entre 2015 et 2016 (soit +1,01 % d'évolution physique et +1 % d'évolution nominale) contre une hypothèse d'évolution retenue lors du BP de +3,15 %.
	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : 166,2 M€	Le taux est unique et fixé au niveau national : 1,5 % de la valeur ajoutée. Le Département de Seine-et-Marne peut cependant instituer des exonérations dans le cadre de la loi.

		Le produit notifié pour 2016 de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) s'élève à 166,2 M€ contre 161,6 M€ estimés au BP, soit une recette supplémentaire de + 4,6 M€.
	Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) : 17,9 M€	Le versement du FNGIR contribue à compenser la perte du produit de la TP, de la TH et de la TFPNB à la suite de la réforme de la fiscalité locale de 2010.
	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) : 2,8 M€	L'IFER contribue à compenser la perte des produits de TP, de TH et de TFPNB à la suite de la réforme de la fiscalité locale de 2010. Cet impôt s'applique aux installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, et aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique hydraulique des courants situés dans les eaux intérieures ou dans la mer territoriale.
	Frais de gestion de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) : 10,6 M€	L'article 42 de la loi de Finances initiale pour 2014 a créé un dispositif de compensation péréquée pour répartir le produit des frais de gestion de la taxe sur le foncier bâti entre les départements. En DM2 : +0,3M€ afin d'ajuster le montant de la Dotation à la notification reçue par le Département.
	Fonds de solidarité pour les départements de la Région IDF (FSDRIF) : 11,3 M€	Fonctionnant selon un système d'indice synthétique de ressources et de charges, ce fonds de solidarité a été créé par la loi de finances pour 2014 et est assimilé à une recette de fiscalité directe.
FISCALITÉ INDIRECTE	445,3 M€, soit 36,4% des recettes définitives de fonctionnement, dont :	
	Droits de mutation : 210 M€	La loi de finances pour 2015 a ouvert aux départements le pouvoir de relever le taux de droit commun des DMTO de 3,8 % à 4,5 %. Le Département de Seine-et-Marne a usé de cette possibilité dès 2015. En DM2 2016, au regard de la tendance d'encaissement sur les 9 premiers mois de l'année, le produit de DMTO est augmenté de 25 M€.
	Taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA) : 133,4 M€	Elle vise à assurer d'une part la compensation des charges relatives au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et celles induites par les

		transferts de compétences intervenus en 2004 et, d'autre part, comprend depuis 2011 une nouvelle part Etat transférée dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale.
	Taxe Intérieure de consommation sur les Produits Energétiques (TICPE) : 63,1 M€	Autrefois dénommée Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP), le produit de TICPE vise à participer à la compensation du RMI-RSA transféré par l'Etat.
	Taxe Départementale sur la Consommation Finale d'Électricité (TDCFE) : 13,3 M€	Son assiette est fondée sur le volume d'électricité consommé.
	Taxe d'aménagement : 12,3 M€	A compter du 1er mars 2012, la Taxe d'aménagement a remplacé la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et la Taxe destinée au financement des Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) (TDCAUE). Pour l'essentiel, cette réforme a modifié l'assiette de cette taxe et le régime des exonérations, et a augmenté le taux plafond autorisé (2,5 %). Le taux adopté par le Département de Seine-et-Marne est de 2,2 %.
	Reversement du fonds de péréquation DMTO: 10,4 M€	Le fonds national de péréquation sur les DMTO a été créé en 2011 et le fond de solidarité sur les DMTO en 2014. Suite à la mise en ligne du montant sur le site de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL), la recette perçue au titre du reversement du fonds national de péréquation des droits de mutation s'élève à 10,4 M€ pour 2016, soit une progression de +3,8 M€ par rapport à la prévision du BP.
DOTATIONS & PARTICIPATIONS	224,2 M€, soit 18,3 % des recettes définitives de fonctionnement, dont :	
	Dotations globales de fonctionnement (DGF) : 109,5 M€	Le montant de la DGF est déterminé chaque année en Loi de Finances par l'Etat. En 2016 le montant de la DGF atteint 109,5 M€. La contribution au redressement des Finances publiques se traduit par une baisse de 23,4 M€ de la DGF du Département de Seine-et-

		Marne.
	Allocations compensatrices : 29,0 M€	Elles comprennent notamment la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) pour un montant de 23,1 M€. La DCRTP constitue au même titre que le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR), une dotation de garantie des ressources dans le cadre de la réforme fiscale de 2010. Son montant est figé. Pour le reste, il s'agit de compensations accordées par l'Etat au titre des mesures d'allègement de la fiscalité locale.
	Participations et subventions : 85,8 M€	<p>Parmi ces autres participations et subventions, figurent les participations de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) pour 33,6 M€. Celles-ci visent à compenser les dépenses du Département de Seine-et-Marne au titre du versement de deux allocations individuelles de solidarité (APA et PCH) ainsi que des dépenses pour le fonctionnement de la MDPH.</p> <p>Les participations en provenance de la CNSA sont augmentées de + 6,2 M€, essentiellement au titre de la compensation de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) dans le cadre de la mise en œuvre de la loi d'Adaptation de la Société au Vieillessement effective depuis le 1^{er} mars 2016.</p> <p>Il faut aussi noter le Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion (FMDI) pour 8,5 M€ qui complète la compensation du Revenu de Solidarité Active (RSA).</p>
AUTRES RECETTES	<p>22,9 M€, soit 1,9 % des recettes définitives de fonctionnement, dont :</p> <p>Il s'agit pour l'essentiel de recouvrements en matière de Revenu Solidarité Active (RSA), d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), de Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et en matière de protection de l'enfance.</p> <p>Parmi les autres recettes figurent les produits du domaine et de gestion courante et les produits exceptionnels.</p>	

3.5.2 Les recettes définitives d'investissement (hors emprunts) après DM2 2016 (en M€)

		BP 2016	DM1 2016	DM2 2016	Crédits inscrits 2016
Chapitres budgétaires /comptes	Recettes définitives d'investissement (hors emprunts)	32,9	0,4	5,6	38,8
10222	Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée	16,8	0,0	0,0	16,8
1332	Dotations départementales d'équipement des collèges (DDEC)	6,9	0,0	0,0	6,9
1341	Dotations globales d'équipement (DGE)	2,5	0,0	0,0	2,5
13 autres articles	Subventions et participations	5,8	-0,1	0,4	6,1
20-204-21-23 45-solde 10-					
024	Autres recettes	0,4	0,5	5,1	6,0
27	Recettes financières	0,5	0,0	0,1	0,6

Les recettes définitives d'investissement s'établissent à 38,8 M€ après DM2 2016. Plus de 43 % de ces recettes proviennent du Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA).

3.5.3 Les dépenses réelles de fonctionnement après DM2 2016 (en M€)

3.5.3.1 En fonctionnement présentation par chapitre nature (en M€)

		BP 2016	DM1 2016	DM2 2016	Crédits inscrits 2016
Chapitres budgétaires /comptes	Dépenses réelles de fonctionnement (hors frais financiers)	1057,8	11,6	5,5	1074,9
11	Charges à caractère général	88,1	1,3	-2,2	87,2
12	Charges de personnel et frais assimilés	226,0	0,4	-1,4	224,9
14	Atténuations de produits	24,7	2,2	0,7	27,6
15	Revenu minimum d'insertion (RMI)	0,0	0,0	0,0	0,0
16	Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)	61,8	4,1	-1,3	64,6
17	Revenu de Solidarité Active (RSA)	182,2	0,1	0,3	182,7
65	Autres charges de gestion courante	474,4	3,3	8,8	486,5
65111	<i>Dont allocations à la famille et l'enfance</i>	2,0	0,0	0,0	2,0
651121-					
6511211-					
6511212	<i>Dont prestation de compensation du handicap (PCH)</i>	25,6	0,0	2,9	28,5
651122	<i>Dont allocations compensatrices pour tierce personne (ACTP)</i>	7,5	0,0	0,0	7,5
6524	<i>Dont frais hébergements</i>	221,6	0,0	7,4	229,0
65511-65512	<i>Dont dotation de fonctionnement collèges</i>	19,9	0,0	-0,1	19,9
6553	<i>Dont service incendie</i>	108,2	0,0	0,3	108,5
67	Charges exceptionnelles	0,5	0,1	0,4	1,0
68	Dotations aux provisions	0,0	0,0	0,3	0,3

3.5.3.2 En fonctionnement présentation par mission et politique (en M€)

Outre la présentation réglementaire par chapitre "nature", le Département de Seine-et-Marne s'est doté d'un découpage de gestion (missions, politiques) lui permettant de réaliser des analyses et des suivis de gestion plus fins, en lien avec la démarche de performance qui a été mise en place depuis 2010. Cette démarche qui vise à améliorer la lisibilité de l'action départementale, contribuant également à mieux articuler le budget et les objectifs que se fixe le Département de Seine-et-Marne.

	BP 2016	DM1 2016	DM2 2016	Crédits inscrits 2016
Dépenses réelles de fonctionnement (hors frais financiers)	1057,8	11,6	5,5	1074,9
Développement territorial	8,8	0,0	1,5	10,4
Protection de l'environnement	2,5	0,1	0,4	3,0
Routes départementales	9,5	0,1	0,0	9,6
Sécurité	108,4	0,0	0,3	108,7
Transports	58,5	0,6	-0,3	58,8
1- Mission aménagement et développement du territoire	187,7	0,8	1,9	190,4
Culture et patrimoine	6,3	0,3	-0,1	6,6
Education et formation	36,6	0,2	-0,1	36,7
Jeunesse, sport et loisirs	4,3	0,6	-0,2	4,7
2- Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	47,2	1,1	-0,4	47,9
Enfance et famille	161,3	0,3	5,1	166,7
Habitat	5,7	0,0	-1,0	4,7
Insertion	184,9	0,2	0,1	185,2
Personnes âgées	84,8	6,1	-3,2	87,7
Personnes handicapées	147,0	0,0	4,7	151,7
Santé publique	0,2	0,0	0,0	0,2
3- Mission solidarité	583,9	6,6	5,6	596,2
Conduite des politiques départementales	1,3	0,0	0,0	1,3
Direction de l'action départementale (hors frais financiers et revers DMTO)	1,5	0,0	0,1	1,6
Moyens généraux	18,2	0,3	0,0	18,4
Ressources humaines	194,1	0,5	-1,5	193,1
4- Mission fonctionnelle (hors dépenses financières)	215,2	0,7	-1,5	214,3
TOTAL des 4 missions	1034,0	9,3	5,5	1048,8
Contribution au Fonds de Solidarité des DMTO	22,2	-3,8	0,0	18,4
Reversement sur Fonds de péréquation CVAE	1,6	-0,8	0,0	0,8
contribution au fonds de solidarite des DMTO		6,8	0,0	6,8

3.5.4 Les dépenses réelles d'investissement après DM2 2016 (en M€)

3.5.4.1 En investissement présentation par chapitre nature (en M€)

		BP 2016	DM1 2016	DM2 2016	Crédits inscrits 2016
Chapitres budgétaires/ comptes	Dépenses d'équipement (hors emprunt- hors déficit d'investissement- y compris dépenses 2015 reportées)	170,2	2,7	-7,8	165,0
204	Subventions d'équipement versées	54,2	-1,3	-4,1	48,8
20	Immobilisations incorporelles	11,8	-0,2	-3,1	8,6
21	Immobilisations corporelles	13,2	1,7	-1,3	13,6
23	Travaux en cours	90,6	1,9	1,0	93,5
26-27	Participations et Autres immobilisations financières	0,3	0,5	-0,3	0,5
45	Travaux de remembrement	0,1	0,0	0,0	0,1

3.5.4.2 En investissement présentation par mission et politique (en M€)

	BP 2016	DM1 2016	DM2 2016	Crédits inscrits 2016
Dépenses d'équipements par politique (hors emprunt)	170,2	2,7	-7,8	165,0
Développement territorial	29,2	0,0	-4,0	25,2
Protection de l'environnement	11,0	-0,6	-1,2	9,2
Routes départementales	33,7	5,9	2,4	42,0
Sécurité (hors subvention annuité SDIS77)	3,6	0,0	0,0	3,6
Transports	5,4	-2,2	-1,3	1,9
1- Mission aménagement et développement du territoire	82,9	3,0	-4,0	81,8
Culture et patrimoine	3,0	0,0	0,1	3,1
Education et formation	65,0	0,0	-3,1	61,9
Jeunesse, sport et loisirs	1,2	0,3	0,5	2,0
2- Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	69,2	0,3	-2,5	67,0
Enfance et famille	0,3	0,1	-0,1	0,3
Habitat	3,2	-0,5	0,1	2,8
Personnes âgées	0,9	0,0	-0,2	0,6
Personnes handicapées	0,2	0,0	0,0	0,2
3- Mission solidarité	4,6	-0,4	-0,3	3,9
Conduite des politiques départementales	0,4	0,0	0,0	0,4
Moyens généraux	12,9	-0,2	-1,0	11,6
Ressources humaines	0,1	0,0	0,0	0,1
4- Mission fonctionnelle (hors dépenses financières)	13,4	-0,2	-1,0	12,1

3.5.5 La dette (en M€) après DM2 2016

3.5.5.1 Les charges financières (en M€)

	BP 2016	DM1 2016	DM2 2016	Crédits inscrits 2016
Chapitres budgétaires/comptes				
66 Charges financières	25,0	-1,5	-2,7	20,8
66111 Intérêts réglés à l'échéance	22,8	-1,5	-1,8	19,5
66112 Intérêts Rattachement Intérêts courus non échus (ICNE)	0,2	0,0	-0,8	-0,6
6615 Intérêts des comptes courants et dépôts créditeurs	0,1	0,0	-0,1	0,1
6618 Intérêts des autres dettes	0,1	0,0	-0,1	0,1
668 Autres charges financières	1,8	0,0	0,0	1,8

3.5.5.2 Les mouvements de dette (en M€)

En recettes (exprimés en M€)

	BP 2016	DM1 2016	DM2 2016	Crédits inscrits 2016
Chapitres budgétaires/comptes				
16 Dette départementale	467,5	-42,1	-40,6	384,8
1631 Emprunts obligataires	77,5	-42,1	-25,0	10,4
1641 Emprunts en euros	20,0	0,0	0,0	20,0
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie - opérations afférentes à l'emprunt	20,0	0,0	-15,6	4,4
16448 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie - opérations afférentes à l'emprunt	250,0	0,0	0,0	250,0
166 Refinancements de dette	100,0	0,0	0,0	100,0
16878 Dettes envers d'autres organismes et particuliers	0,0	0,0	0,0	0,0

En dépenses (exprimés en M€)

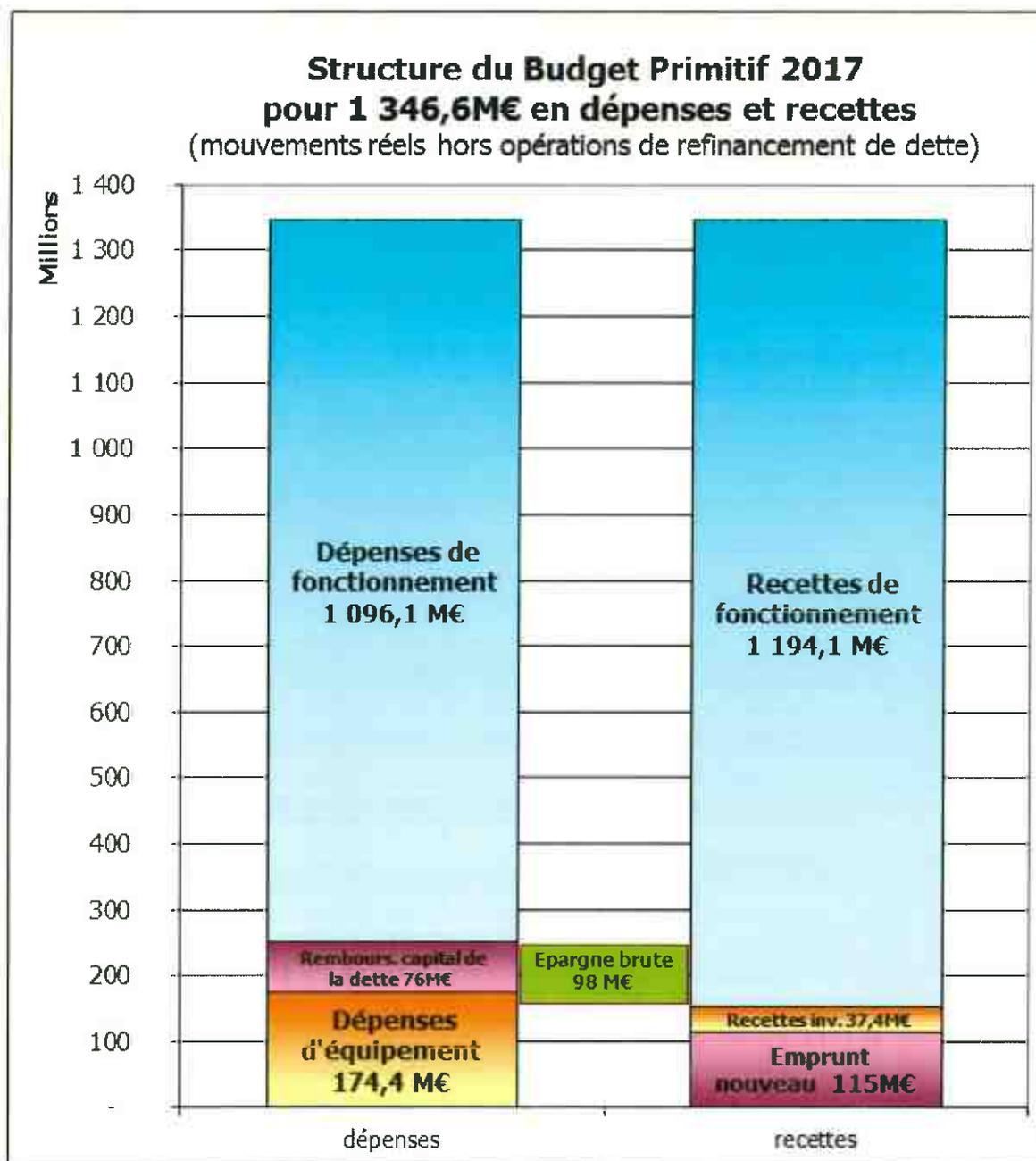
		BP 2016	DM1 2016	DM2 2016	Crédits inscrits 2016
Chapitres budgétaires/comptes					
15	Dettes départementales	423,0	-0,5	-0,2	422,3
163	Emprunts obligataires	0,0	0,0	0,0	0,0
1641	Emprunts en euros	52,7	-0,5	0,1	52,3
16441	Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie - opérations afférentes à l'emprunt	20,1	0,0	-0,3	19,8
16449	Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie - opérations afférentes à l'emprunt	250,0	0,0	0,0	250,0
166	Refinancement de dette	100,0	0,0	0,0	100,0
	Sous total dette départementale	422,8	-0,5	-0,2	422,1
16874	Dettes envers les communes et structures intercommunales	0,2	0,0	0,0	0,2
16875	Dettes envers les autres groupements de collectivités	0,0	0,0	0,0	0,0
16876	Dettes envers d'autres établissements publics locaux	0,0	0,0	0,0	0,0
	Sous total subventions en annuités	0,2	0,0	0,0	0,2
10103	Préfinancement du FCTVA	4,0	0,0	0,0	4,0

3.5.6 Les équilibres financiers du budget 2016 (en M€)

	BP 2016	DM1 2016	DM2 2016	Crédits inscrits 2016
Recettes réelles de gestion	1176,2	11,8	28,4	1216,3
Dépenses réelles de gestion	1033,5	9,2	4,8	1047,5
Résultat courant	142,7	2,6	23,6	168,8
Produits financiers	0,4	0	0,1	0,5
Charges financières	25,0	-1,5	-2,7	20,8
Résultat financier	-24,6	1,5	2,8	-20,3
Produits exceptionnels	3,0	1,0	1,3	5,3
Charges exceptionnelles	0,5	0,1	0,5	1,1
Résultat exceptionnel	2,5	0,9	0,8	4,2
Reprises sur provisions	0,0	0,0	0,1	0,1
Dotations sur provisions	0,0	0,0	0,3	0
Solde comptes 68	0,0	0,0	-0,2	0,1
prélèvements sur fiscalité	23,8	2,2	0,0	26,0
reprise en fonctionnement de l'excédent 2015		40,0	0,0	40,0
Capacité d'autofinancement brute	96,7	42,8	27,0	166,7
Taux d'épargne brute en %	8,0			13,4
Remboursement en capital de la dette	72,8	-0,5	-0,2	72,2
Remboursement préfinancement FCTVA	4,0	0,0	0,0	4,0
Capacité d'autofinancement nette	19,9	43,3	27,2	90,6
Taux d'épargne nette en %	1,7			7,3
Dépenses réelles d'investissement et subventions en annuités	170,4	2,7	-7,8	165,2
Recettes définitives d'investissement (y compris résultat affecté aux reports)	32,9	1,5	5,6	39,9
Emprunt recettes	117,5	-42,1	-40,6	34,8

3.6 Le budget primitif 2017 (BP 2017)

Le BP 2017 a été voté par l'Assemblée départementale le 15 décembre 2016 et s'équilibre de la façon suivante :



Pour rappel : deux budgets annexes ont été également adoptés par l'Assemblée départementale, pour un montant réduit, ils ne portent aucun endettement et sont financés par ressources définitives.

Le premier budget annexe "service GAIA" a été créé en mars 1997 pour retracer comptablement le partenariat instauré entre 17 Départements autour du logiciel de gestion des archives dénommé "GAIA" et mis au point par le Département de Seine-et-Marne.

Le second budget annexe "boutiques musée" enregistre les activités commerciales des boutiques des musées départementaux et du Château de Blandy-les-Tours.

Le BP 2017 :

Le BP 2017 s'équilibre en dépenses et en recettes (en mouvements réels et hors opérations de gestion de dette) à 1 346 562 497 €, en augmentation de 1,3 % par rapport au BP 2016.

En dépenses de fonctionnement (1 096 150 825 €), les dépenses de gestion (c'est-à-dire hors frais financiers et prélèvements sur fiscalité) s'élèvent à 1 047 238 € et progressent de 1,2 % par rapport à celles du BP 2016. Les frais financiers sont ouverts pour 22 050 000 € (- 11,6 % par rapport à ceux du BP 2016). Enfin les prélèvements sur fiscalité pour alimenter des fonds de péréquation entre les Départements atteignent 26 861 933€, en progression de 12,9 % par rapport à ceux estimés au BP 2016.

En dépenses d'investissement (250 411 671 €), les dépenses d'équipement sont ouvertes pour 174 404 540 € (montant en progression de 2,5 % par rapport au BP 2016) et les dépenses financières (dette en capital et subventions en annuités) mobilisent 76 007 131 € de crédits (diminution de - 1,2 % par rapport au BP 2016).

Les recettes qui équilibrent ces dépenses s'élèvent à 1 194 153 426 € en fonctionnement, en augmentation de 1,2 % par rapport à celles du BP 2016. Les recettes définitives d'investissement sont de 37 395 286 € (+ 13,7 % par rapport à celles du BP 2016) et l'emprunt d'équilibre s'élève à ce stade à 115 013 785 €, soit 2,1 % de moins que l'emprunt qui figurait au BP 2016.

L'excédent des recettes définitives de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement s'élève à 98 M€ dans le projet de BP 2017. Cette épargne brute est prioritairement consacrée au remboursement de la dette en capital et au paiement de subventions en annuité qui sont assimilables à des engagements financiers (76 M€ au BP 2017). Le BP 2017 présente ainsi une épargne nette de 22 M€ qui est consacrée à l'autofinancement des dépenses d'équipement. Ce montant d'épargne nette ainsi que les recettes définitives d'investissement qui sont ouvertes pour 37,4 M€ au projet de BP 2017 permettent de financer sur ressources définitives 59,4 M€ des 174,4 M€ de dépenses d'équipement 2017. Le solde, soit 115 M€ est financé par recours à l'emprunt. La structure de financement des dépenses d'équipement s'améliore au BP 2017 pour s'établir, à 34 % sur ressources définitives et 66 % par emprunt (contre respectivement 31 % et 69 % au BP 2016).

3.6.1 Les recettes définitives de fonctionnement au BP 2017 (en M€)

		BP2017
Chapitres Budgétaires/comptes	Recettes réelles de fonctionnement	1 194,2
731	Impositions directes	541,6
73111	Taxe foncière sur les propriétés bâties - contribution directe	330,1
73112	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	168,2
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)	2,9
73121	Fonds national de garantie individuelle de ressources(FNGIR)	17,9
73124	Fonds solidarité région Ile de France	11,3
73125	Frais taxe foncière propriété bâties	11,2
73	Impôts et taxes - Fiscalité indirecte	431,9
7321	Taxe départementale de publicité foncière et et droit départemental d'enregistrement (DMTO)	200,0
7322	Taxe départementale additionnelle à certains droits d'enregistrement	0,0
7323	Taxe départementale sur les espaces naturels sensibles (ENS)	0,0
7324	Taxe pour le Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement (CAUE)	0,0
73261	Fonds de péréquation des DMTO	7,6
73262	Fonds de solidarité en faveur des départements	0,0
7327	Taxe d'aménagement	12,0
7342	Taxe sur les conventions d'assurance (TSCA)	133,7
7351	Taxe sur l'électricité	13,3
7352	TICPE	63,1
7353	Redevance des mines	1,7
7362	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	0,5
74	Dotations, subventions et participations	200,8
7411-74122-74123	Dotation globale de fonctionnement (DGF)	85,7
7461	Dotation générale de décentralisation (DGD)	4,1
74832-74833-74834-74835-74838-74888	Allocations compensatrices	27,7
74832	dont dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle DCRTP	23,1
74833-74834-74835-74838-74888	dont allocations compensatrices	4,6
74783	Fonds de mobilisation départemental insertion (FMDI)	8,5
74712-74718	Autres participations Etat	4,5
747811	Participation CNSA* (au titre de l'aide personnalisée à l'autonomie)	24,3
747812	Participation CNSA (au titre de la prestation de compensation du handicap)	10,3
747813	Participation CNSA au titre de la Maison Des Personnes Handicapés 77	1,2
7472-7474-7475-7476-74788-74881-74771, 744	Autres participations (autres organismes publics et privés)	34,5
013-015-016 (hors 747811)-017-70-75-76-77-78	Autres recettes (Produits du domaine, de services et de gestion courante, produits financiers, produits exceptionnels, reprises sur provisions...)	19,8

* : Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie

La structure des recettes au BP 2017 est la suivante :

Recettes de fonctionnement	Commentaires	
FISCALITÉ DIRECTE	541,6 M€, soit 45,4 % des recettes définitives de fonctionnement, dont :	
	Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) : 330,1 M€	Le taux a été augmenté en 2016 pour passer de 15,7% à 18 %. Cette projection pour le BP 2017 est fondée sur une revalorisation nominale des bases de foncier bâti de + 0,4 % et sur une évolution physique des bases estimée à + 2,5 % (solde des entrées et

		des sorties en taxation).
	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : 168,2 M€	<p>Le taux est unique et fixé au niveau national : 1,5 % de la valeur ajoutée.</p> <p>Le produit estimé pour 2017 de la CVAE et versé par les entreprises seine-et-marnaises s'élève à 82,5 M€.</p> <p>L'article 89 de la loi de finances pour 2016 réduit la part départementale de CVAE à 23,5 % en lieu et place des 48,5 % que le Département percevait jusqu'en 2016, la différence étant transférée à la Région mais qui effectue un reversement au Département figé sur la situation de 2016. La Région Ile-de-France versera donc, en 2017, au Département de Seine-et-Marne 85,7 M€ par douzièmes chaque mois.</p>
	Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR) : 17,9 M€	Le versement du FNGIR contribue à compenser la perte du produit de la TP, de la TH et de la TFPNB à la suite de la réforme de la fiscalité locale opérée en 2010.
	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) : 2,9 M€	<p>L'IFER contribue à compenser la perte des produits de TP, de TH et de TFPNB à la suite de la réforme de la fiscalité locale opérée en 2010.</p> <p>Cet impôt s'applique aux installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, et aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique hydraulique des courants situés dans les eaux intérieures ou dans la mer territoriale.</p>
	Frais de gestion de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) : 11,2 M€	L'article 42 de la loi de finances initiale pour 2014 a créé un dispositif de compensation péréquée pour répartir le produit des frais de gestion de la taxe sur le foncier bâti entre les départements.
	Fonds de solidarité pour les départements de la Région IDF (FSDRIF) : 11,3 M€	Fonctionnant selon un système d'indice synthétique de ressources et de charges, ce fonds de solidarité a été créé par la loi de finances pour 2014 et est assimilé à une recette de fiscalité directe.
FISCALITÉ INDIRECTE	431,9 M€, soit 36,2% des recettes définitives de fonctionnement, dont :	

	Droits de mutation : 200 M€	La loi de finances pour 2015 a ouvert aux départements le pouvoir de relever le taux de droit commun des DMTO de 3,8 % à 4,5 %. Le Département de Seine-et-Marne a usé de cette possibilité dès 2015. Sur ce produit prévisionnel, le produit supplémentaire généré en 2017 par la hausse du taux à 4,50 % est évalué à 28,7 M€.
	Taxe spéciale sur les conventions d'Assurances (TSCA) : 133,7 M€	Elle vise à assurer d'une part la compensation des charges relatives au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et celles induites par les transferts de compétences intervenus en 2004 et, d'autre part, comprend depuis 2011 une nouvelle part Etat transférée dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale.
	Taxe Intérieure de consommation sur les Produits Energétiques (TICPE) : 63,1 M€	Autrefois dénommée Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP), le produit de TICPE vise à compenser le RMI-RSA transféré par l'Etat.
	Taxe Départementale sur la Consommation Finale d'Électricité (TDCFE) : 13,3 M€	Son assiette est fondée sur le volume d'électricité consommé.
	Taxe d'aménagement : 12,0 M€	A compter du 1er mars 2012, la Taxe d'aménagement a remplacé la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et la Taxe destinée au financement des Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) (TDCAUE).
	Reversement sur les fonds de péréquation DMTO: 7,6 M€	Le fond national de péréquation sur les DMTO a été créé en 2011 et le fond de solidarité sur les DMTO en 2014.
DOTATIONS & PARTICIPATIONS	200,8 M€, soit 16,8 % des recettes définitives de fonctionnement, dont :	
	Dotations globales de fonctionnement (DGF) : 85,7 M€	Le montant de la DGF est déterminé chaque année en loi de finances par l'Etat. En 2017 le montant de la DGF atteint 85,7 M€. La contribution au redressement des finances publiques se traduit par une baisse de 22,9 M€ de la DGF du Département de Seine-et-Marne.

	<p>Allocations compensatrices : 27,7 M€</p>	<p>Elles comprennent notamment la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) pour un montant de 23,1 M€. La DCRTP constitue au même titre que le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR), une dotation de garantie des ressources dans le cadre de la réforme fiscale de 2010. Son montant est figé. Pour le reste, il s'agit de compensations accordées par l'Etat au titre des mesures d'allègement de la fiscalité locale.</p>
	<p>Participations et subventions : 87,4 M€</p>	<p>Parmi ces autres participations et subventions, figurent les participations Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) pour 35,8 M€. Celles-ci visent à compenser les dépenses du Département de Seine-et-Marne au titre du versement de deux allocations individuelles de solidarité (APA et PCH) et pour le fonctionnement de la MDPH.</p> <p>Il faut aussi noter le Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion (FMDI) pour 8,5 M€ qui complète la compensation du Revenu de Solidarité Active (RSA).</p>
<p>AUTRES RECETTES</p>	<p>19,8 M€, soit 1,7 % des recettes définitives de fonctionnement, dont :</p> <p>Il s'agit pour l'essentiel de recouvrements en matière de Revenu Solidarité Active (RSA), d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), de Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et en matière de protection de l'enfance.</p> <p>Parmi les autres recettes figurent les produits du domaine et de gestion courante et les produits exceptionnels.</p>	

3.6.2 Les recettes définitives d'investissement (hors emprunts) au BP 2017 (en M€)

		BP 2017
Chapitres budgétaires /comptes	Recettes définitives d'investissement (hors emprunts)	37,4
10222	Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée	16,8
1332	Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	6,9
1341	Dotation globale d'équipement (DGE)	2,5
13 autres articles	Subventions et participations	10,0
20-204-21-23		
45-solde 10-		
024	Autres recettes	0,3
27	Recettes financières	0,9

Les recettes définitives d'investissement s'établissent à 37,4 M€ au BP 2017. Plus de 44 % de ces recettes proviennent du Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA).

3.6.3 Les dépenses réelles de fonctionnement au BP 2017 (en M€)

3.6.3.1 En fonctionnement présentation par chapitre nature (en M€)

		BP 2017
Chapitres budgétaires/comptes	Dépenses réelles de fonctionnement (hors frais financiers)	1074,1
11	Charges à caractère général	90,9
12	Charges de personnel et frais assimilés	228,2
14	Atténuations de produits	28,0
15	Revenu minimum d'insertion (RMI)	0,0
16	Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)	65,1
17	Revenu de Solidarité Active (RSA)	182,4
22	Dépenses imprévues	0,5
65	Autres charges de gestion courante	478,4
65111	<i>Dont allocations à la famille et l'enfance</i>	2,7
651121-		
6511211-		
6511212	<i>Dont prestation de compensation du handicap (PCH)</i>	29,2
651122	<i>Dont allocations compensatrices pour tierce personne (ACTP)</i>	6,7
6524	<i>Dont frais hébergements</i>	231,0
65511-65512	<i>Dont dotation de fonctionnement collèges</i>	18,6
6553	<i>Dont Service d'incendie et de secours (SDIS)</i>	108,2
67	Charges exceptionnelles	0,5
68	Dotations aux provisions	0,2

3.6.3.2 En fonctionnement présentation par mission et politique (en M€)

Outre la présentation réglementaire par chapitre "nature", le Département de Seine-et-Marne s'est doté d'un découpage de gestion (missions, politiques) lui permettant de réaliser des analyses et des suivis de gestion plus fins, en lien avec la démarche de performance qui a été mise en place depuis 2010. Cette démarche qui vise à améliorer la lisibilité de l'action départementale, contribuant également à mieux articuler le budget et les objectifs que se fixe le Département de Seine-et-Marne.

	BP 2017
Dépenses réelles de fonctionnement (hors frais financiers)	1 074,1
Développement territorial	9,1
Protection de l'environnement	2,4
Routes départementales	10,0
Sécurité	108,5
Transports	51,3
1- Mission aménagement et développement du territoire	181,3
Culture et patrimoine	6,6
Education et formation	36,5
Jeunesse, sport et loisirs	4,2
2- Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	47,3
Enfance et famille	166,2
Habitat	4,9
Insertion	185,1
Personnes âgées	91,3
Personnes handicapées	153,6
Santé publique	0,2
3- Mission solidarité	601,3
Conduite des politiques départementales	1,5
Direction de l'action départementale (hors frais financiers et revers. DMTO)	1,9
Moyens généraux	18,6
Ressources humaines	195,2
4- Mission fonctionnelle (hors dépenses financières)	217,2
TOTAL des 4 missions	1047,2
Contribution au Fonds de péréquation des DMTO	14,1
Reversement sur Fonds de péréquation CVAE	1,7
contribution au fonds de solidarité des DMTO	11,1

3.6.4 Les dépenses réelles d'investissement au BP 2017 (en M€)

3.6.4.1 En investissement présentation par chapitre nature (en M€)

	BP 2017
Chapitres budgétaires/ comptes	
Dépenses d'équipement (hors emprunt- hors déficit d'investissement- y compris dépenses 2015 reportées)	174,4
204 Subventions d'équipement versées	49,7
20 Immobilisations incorporelles	14,1
21 Immobilisations corporelles	15,7
23 Travaux en cours	94,4
26-27 Participations et Autres immobilisations financières	0,3
45 Travaux de remembrement	0,2

3.6.4.2 En investissement présentation par mission et politique (en M€)

	BP 2017
Dépenses d'équipements par politique (hors emprunt)	174,4
Développement territorial	26,7
Protection de l'environnement	10,1
Routes départementales	46,0
Sécurité	3,6
Transports	10,0
1- Mission aménagement et développement du territoire	96,5
Culture et patrimoine	2,2
Education et formation	58,1
Jeunesse, sport et loisirs	0,8
2- Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	61,0
Enfance et famille	0,3
Habitat	2,9
Personnes âgées	1,5
Personnes handicapées	0,2
Santé publique	0,5
3- Mission solidarité	5,3
Conduite des politiques départementales	0,4
Moyens généraux	11,0
Ressources humaines	0,1
4- Mission fonctionnelle (hors dépenses financières)	11,5

3.6.5 La dette en millions d'Euros (M€) au BP 2017

3.6.5.1 Les charges financières (en M€)

Chapitres budgétaires/comptes		BP 2017
66	Charges financières	22,1
66111	Intérêts réglés à l'échéance	20,4
66112	Intérêts Rattachement Intérêts courus non échus (ICNE)	0,0
6615	Intérêts des comptes courants et dépôts créditeurs	0,1
6618	Intérêts des autres dettes	0,0
668	Autres charges financières	1,6

3.6.5.2 Les mouvements de dette (en M€)

En recettes (exprimés en M€)

		BP 2017
Chapitres budgétaires/comptes		
16	Dettes départementales	465,0
1631	Emprunts obligataires	66,2
1641	Emprunts en euros	37,6
16441	Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie - opérations afférentes à l'emprunt	11,2
16449	Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie - opérations afférentes à l'emprunt	250,0
166	Refinancement de dette	100,0
16878	Dettes envers d'autres organismes et particuliers	0,0

En dépenses (exprimés en M€)

		BP 2017
Chapitres budgétaires/comptes		
16	Dettes départementales	426,0
163	Emprunts obligataires	0,0
1641	Emprunts en euros	54,4
16441	Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie - opérations afférentes à l'emprunt	17,6
16449	Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie - opérations afférentes à l'emprunt	250,0
166	Refinancement de dette	100,0
	Sous total dette départementale	422,0
16874	Dettes envers les communes et structures intercommunales	0,0
16875	Dettes envers les autres groupements de collectivités	0,0
16876	Dettes envers d'autres établissements publics locaux	0,0
	Sous total subventions en annuités	0,0
10	103 Préfinancement du FCTVA	4,0

3.6.6. Les équilibres financiers du budget 2017 (en M€)

	BP 2017
Recettes réelles de gestion	1 191,0
Dépenses réelles de gestion	1 046,6
Résultat courant	144,4
Produits financiers	0,3
Charges financières	22,1
Résultat financier	- 21,8
Produits exceptionnels	2,9
Charges exceptionnelles	0,5
Résultat exceptionnel	2,4
Reprises sur provisions	-
Dotations sur provisions	0,2
Solde comptes 68	- 0,2
prélèvements sur fiscalité	26,9
Capacité d'autofinancement brute (épargne brute)	98,0
Taux d'épargne brute en %	8,1
Remboursement en capital de la dette	72,0
Remboursement préfinancement FCTVA	4,0
Capacité d'autofinancement nette (épargne nette)	22,0
Taux d'épargne nette en %	1,8
Dépenses réelles d'investissement et subventions en annuités	174,4
Recettes définitives d'investissement (y compris résultat affecté aux reports)	37,4
Emprunt recettes	115,0

Les recettes réelles de gestion représentent les recettes réelles de fonctionnement (total des recettes de la colonne mouvements réels de la balance générale, en section de fonctionnement), auxquelles l'on soustrait les produits exceptionnels et les recettes financières.

Les dépenses réelles de gestion sont les dépenses réelles de fonctionnement minorées des dépenses financières et des dépenses exceptionnelles.

3.7. Endettement et trésorerie

La politique en matière de gestion de dette et de trésorerie suivie par le Département de Seine-et-Marne repose sur un double objectif :

- limiter au strict nécessaire le recours à l'emprunt ;
- optimiser les charges induites grâce à une gestion active de la dette et de la trésorerie.

3.7.1 Gestion de trésorerie

Le Département de Seine-et-Marne a l'obligation de disposer d'un compte unique auprès du Trésor Public dont le solde, non rémunéré, doit toujours être positif.

Afin de minimiser les frais financiers induits par la double contrainte du compte unique non rémunéré et l'interdiction de tout placement (sauf quelques exceptions¹⁰), le Département de Seine-et-Marne procède à un pilotage quotidien de son niveau de caisse.

¹⁰ Dons et legs, cessions de patrimoine, emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité notamment.

Ce pilotage journalier est basé sur un plan de trésorerie annuel qui permet à la fois de programmer les mobilisations des emprunts long terme aux périodes les plus pertinentes et de calibrer les volumes des outils de trésorerie.

Le Département de Seine-et-Marne dispose d'un large panel d'instruments de trésorerie (contrats de prêts dits « revolving », lignes de trésorerie ou titres de créance négociables à court terme (les "billets de trésorerie" sont désormais dénommés "titres de créance négociable à court terme" depuis la réforme transcrite dans un décret et un arrêté du 30 mai 2016) qui permet de faire varier d'un jour sur l'autre le niveau de trésorerie via, selon les besoins, des versements ou des remboursements.

Jusqu'à présent, ce pilotage quotidien avait pour objectif de tendre vers la « trésorerie zéro », à savoir de disposer du niveau de disponibilités le plus faible possible afin de réduire la charge des intérêts tout en assurant les paiements quotidiens dont le rythme et les montants varient tous les jours.

Dans un contexte de taux bas, voir négatif, le Département de Seine-et-Marne a assoupli en 2015 sa politique de trésorerie zéro.

Solde moyen de trésorerie en 2010

Année 2010	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Solde moyen de trésorerie (en euros)	4 278 968	585 107	638 335	479 933	484 000	1 277 400	771 800	1 388 258	885 700	1 160 968	875 633	2 041 077
Solde moyen de trésorerie (exprimé en nombre de jours de dépenses réelles de fonctionnement)	1,6	0,2	0,2	0,2	0,2	0,5	0,3	0,5	0,3	0,4	0,3	0,8

Solde moyen de trésorerie en 2011

Année 2011	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Solde moyen de trésorerie (en euros)	3 954 326	701 500	581 508	1 582 467	753 839	1 124 167	1 206 065	1 024 936	1 501 900	1 176 290	1 015 900	1 725 065
Solde moyen de trésorerie (exprimé en nombre de jours de dépenses réelles de fonctionnement)	1,4	0,3	0,2	0,6	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,6

Solde moyen de trésorerie en 2012

Année 2012	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Solde moyen de trésorerie (en euros)	4 239 774	1 165 000	1 166 032	638 200	627 000	541 193	1 627 548	1 585 266	1 524 067	12 669 903	19 558 000	26 539 000
Solde moyen de trésorerie (exprimé en nombre de jours de dépenses réelles de fonctionnement)	1,5	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,6	0,6	0,6	4,6	7,1	9,6

Solde moyen de trésorerie en 2013

Année 2013	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Solde moyen de trésorerie (en euros)	16 446 516	9 914 429	9 360 516	2 090 867	5 691 581	4 954 653	8 879 168	18 938 194	16 458 167	19 487 677	22 545 867	14 653 903
Solde moyen de trésorerie (exprimé en nombre de jours de dépenses réelles de fonctionnement)	6,0	3,4	3,4	0,3	2,1	1,3	3,2	6,9	6,0	7,1	8,2	5,3

Solde moyen de trésorerie en 2014

Année 2014	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Solde moyen de trésorerie (en euros)	12 021 184	5 610 571	2 891 032	1 490 359	7 862 161	8 842 300	13 620 581	10 238 323	4 799 267	3 419 194	3 652 367	4 989 290
Solde moyen de trésorerie (exprimé en nombre de jours de dépenses réelles de fonctionnement)	3,8	1,8	0,9	0,5	2,5	2,8	4,3	3,2	1,5	1,1	1,2	1,8

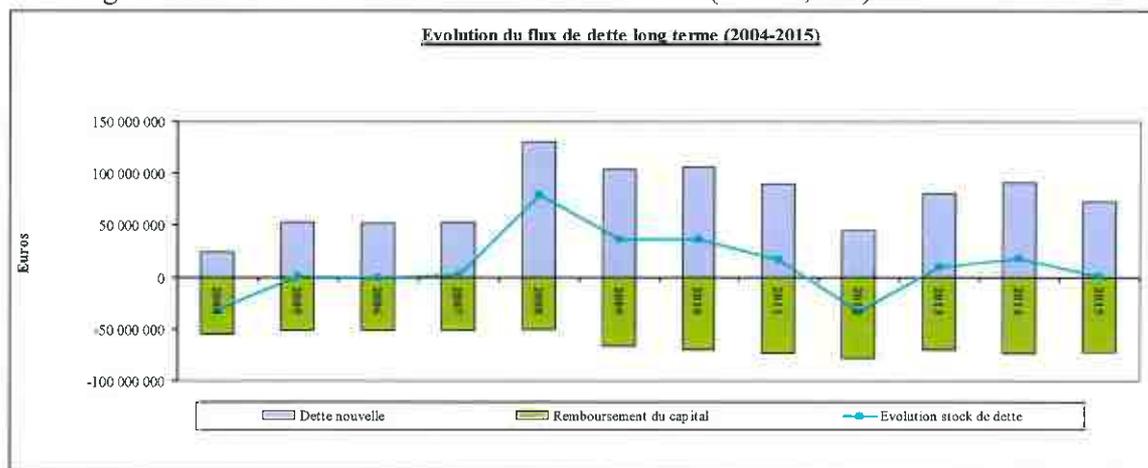
Solde moyen de trésorerie en 2015

Année 2015	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Solde moyen de trésorerie (en euros)	6 435 661	2 309 583	9 313 742	24 728 100	6 711 742	17 026 424	36 222 290	13 706 029	10 847 065	16 988 761	23 480 952	20 082 539
Solde moyen de trésorerie (exprimé en nombre de jours de dépenses réelles de fonctionnement)	2,2	0,8	3,2	8,6	2,3	5,9	12,5	4,7	3,8	5,9	8,1	7,0

3.7.2 Situation de la dette au 31/12/2015

Malgré la contrainte financière accrue subie par le Département de Seine-et-Marne en 2015 (notamment du fait de l'augmentation du reste à charge des allocations individuelles de solidarité à laquelle s'ajoute la diminution des dotations de l'Etat de plus de 23 millions pour cet exercice), le niveau d'endettement a été maîtrisé grâce à une gestion rigoureuse et à des décisions fortes telles que la réorientation de politiques départementales ou la fin de certaines interventions (comme BBbonus pour la garde des jeunes enfants ou Mobil'Etudes pour les étudiants).

En 2015, le Département de Seine-et-Marne a procédé au remboursement de 71,65 millions d'euros d'emprunt et a souscrit un montant de 72,45 millions d'euros de dette nouvelle. Cela représente une faible augmentation de son encours de dette de 800 000 euros (soit + 0,09%).



Il convient de compléter ces données du préfinancement à taux zéro du FCTVA (Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée) souscrit par le Département de Seine-et-Marne auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) à hauteur de près de 8 millions d'euros et qui sera remboursé par moitié en 2017 et 2018. S'agissant d'une avance de trésorerie à court terme, ce financement n'intègre pas comptablement le stock de dette long terme du Département¹¹.

¹¹ Comptabilisation de cette avance sur FCTVA au compte 103 alors que la dette long terme est imputée au chapitre 16 tant en dépense qu'en recette.

Bien que le préfinancement du FCTVA est pris en compte dans l'analyse, le stock de dette court et long termes du Département de Seine-et-Marne n'a **augmenté** que de 8,8 millions d'euros (soit + 0,97 % **seulement**) en 2015 par rapport à 2014.

A fin 2015, le Département de Seine-et-Marne présente un ratio de désendettement à **6,9 années**¹² (cf. tableau ci-dessous). Ce ratio traduit la durée qu'il faudrait au Département pour rembourser sa dette s'il y **consacrait** la totalité de son épargne.

	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015
Capacité de désendettement (en années)	8,5	7,5	7,2	5,4	8,5	8,8	6,9

Le niveau d'endettement du Département de Seine-et-Marne est très largement hérité de la décennie 1990 où l'encours de dette a été multiplié par cinq, évoluant de 160 M€ en 1991 à 840 M€ en 2001. Cette augmentation de l'endettement a été le corollaire des dépenses d'équipement très significatives qui avaient été rendues nécessaires par l'augmentation démographique importante ainsi que le développement soutenu des activités économiques du territoire seine-et-marnais au cours de cette période.

Après une phase de réduction de son stock de dette jusqu'en 2007, le taux d'endettement (c'est-à-dire l'encours départemental de dette rapporté aux recettes définitives de fonctionnement) est stabilisé depuis lors autour de 80 %.

A partir de 2008, le Département de Seine-et-Marne a subi les effets de la crise financière et économique : la chute du produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) a provoqué une nouvelle **hausse** de l'endettement, mais dans des proportions maîtrisées puisque si le stock de dette est passé de **740,3 M€** fin 2007 à **908,8 M€** au 31 décembre 2011, le taux d'endettement est resté stable, s'établissant toujours à **80 %** au 31 décembre 2011.

En 2012, une recette exceptionnelle de droits de mutation à titre onéreux (**38 M€**) a permis au Département de Seine-et-Marne d'augmenter sensiblement l'autofinancement de ses dépenses d'équipement, provoquant ainsi son désendettement à **hauteur** de **32,7 M€**. A fin 2012, l'endettement du Département a donc été ramené à **876,1 M€**.

L'endettement à fin 2015, de **905,8 M€**, demeure inférieur à celui de fin 2011 alors même que les **dépenses de fonctionnement** du Département de Seine-et-Marne sont toujours tirées à la hausse par celles du secteur social et que le Département a supporté des baisses de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) au titre de la participation des collectivités territoriales au redressement des comptes publics depuis 2014.

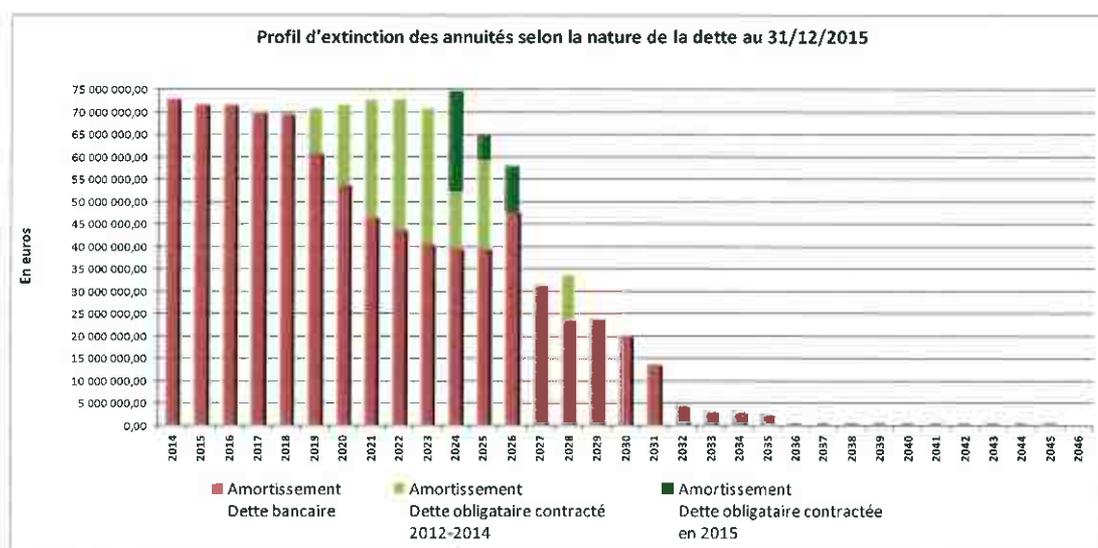
	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015
Variation de l'encours	36,5	36,1	16,6	-32,7	10,4	18,4	0,8
Encours	856,0	892,0	908,6	876,1	886,6	905,0	905,8
Capacité de désendettement (en années)	8,5	7,5	7,2	5,4	8,5	8,8	6,9

En 2015, l'annuité de dette acquittée par le Département de Seine-et-Marne s'est élevée à **92,4 M€**. **Concernant** les intérêts de la dette à long terme, ils s'établissent au 31 décembre 2015 à **20,7 M€**.

¹² La capacité de désendettement est calculée comme suit : encours de dette au 31/12/2015 /montant d'épargne brute.

Année	2 009	2 010	2 011	2 012	2013	2 014	2015
Remboursement en capital de la dette	66 908 115 €	69 931 966 €	73 817 001 €	77 656 839 €	70 299 585 €	72 851 073 €	71 648 811 €
Intérêt dette à long terme (hors swaps)	25 710 756 €	22 300 858 €	23 763 377 €	26 005 692 €	23 575 698 €	21 626 685 €	20 742 232 €
Annuité de la dette à long terme	92 618 871 €	92 232 824 €	97 580 378 €	103 662 532 €	93 875 283 €	94 477 758 €	92 391 043 €

Depuis 2012 et la mise en place de son programme d'émissions obligataires, le Département de Seine-et-Marne a travaillé, lors de ses mobilisations d'emprunts, à l'adéquation du profil d'amortissement généré par les emprunts bancaires, au remboursement en capital annuel, avec celui, in fine, des emprunts obligataires. L'objectif est ainsi de disposer d'un rythme de remboursement annuel homogène et compatible avec les équilibres financiers du Département et la préoccupation de ne pas renvoyer à plus tard la question du remboursement du capital.



Les financements mobilisés en 2015 sont les suivants :

Emissions obligataires réalisées en 2015

Organisme Placur	Montant nominal	Maturité	Type de taux	Coupons d'intérêt margé
SOCIETE GENERALE CIB	5 000 000,00 €	10 ans in fine	Taux variable	Euribor 3 mois + 0,50%
BRED BANQUE POPULAIRE	15 000 000,00 €	9 ans in fine	Taux variable	Euribor 3 mois + 0,48%
Sous-total 1	20 000 000,00 €	2 émissions obligataires à taux variable		
COMMERZBANK	10 000 000,00 €	11 ans in fine	Taux fixe	1,350%
NATIXIS	7 000 000,00 €	9 ans in fine	Taux fixe	1,198%
Sous-total 2	17 000 000,00 €	2 émissions obligataires à taux fixe		
TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES	37 000 000,00 €			

En 2015, le Département a signé avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI), un **contrat pluriannuel** d'emprunt de 100 millions d'euros permettant de financer une partie de son **Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI)** dans le champ de l'éducation (qui comprend, en particulier, la construction et la rénovation des collèges) pour la période 2015-2019.

Avec ce plan de financement, le Département de Seine-et-Marne renforce la sécurisation de son recours à l'emprunt long terme puisque les 100 millions de prêt de la BEI peuvent être mobilisés pendant 5 ans au rythme des besoins du Département.

Ce plan de financement permet également de faire **bénéficier** le Département de Seine-et-Marne de très bonnes conditions financières dues à l'excellente qualité de **signature** de la BEI.

Tirage 2015 sur plan de financement pluriannuel BEI

Organisme Prêteur	Montant nominal	Maturité	Type de taux	Taux d'intérêt margé
Banque Européenne d'Investissement Nominal contrat pluriannuel : 100 M€ Mobilisation en 2015 : Tranche 1 - 10 M€ Solde à mobiliser au 31/12/2015 : 90 M€	10 000 000,00 €	11 ans in fine	Taux variable	Tranche 1 : Euribor 6 mois + 0,313%

Emprunts bancaires mobilisés ou souscrits en 2015

Organisme Prêteur	Montant mobilisé en 2015	Maturité	Type de taux	Taux d'intérêt margé
La Banque Postale Nominal contrat : 20 M€ Solde à mobiliser en 2015 : 15 M€	15 000 000,00 €	20 ans amortissable	Taux variable	Mobilisation revolving : 10/07/14 au 10/07/15 Eonia + 1,50% puis Consolidation : 10/07/2015 Euribor 3M +1,35%
La Banque Postale (42401) Nominal contrat : 20 M€ solde à mobiliser en 2016 : 20 M€	0,00 €	15 ans 4 mois amortissable	Taux variable puis Taux fixe	Mobilisation revolving : 10/08/15 au 10/08/16 Eonia + 0,82% puis Consolidation : 10/08/2016 Taux fixe +1,99%
TOTAL EMPRUNTS REVOLVINGS mobilisés	15 000 000,00 €			
Caisse des Dépôts et Consignations	10 450 000,00 €	30 ans amortissable	Taux variable	Livret A +0,75%
TOTAL EMPRUNTS LONG TERME mobilisés	25 450 000,00 €			

En 2016, pour couvrir le besoin de financement évalué à 75,4 M€ après la première décision modificative, le Département de Seine-et-Marne a d'ores et déjà mobilisé 30 M€.

EMPRUNTS MOBILISÉS POUR LE BESOIN D'EMPRUNT EN 2016

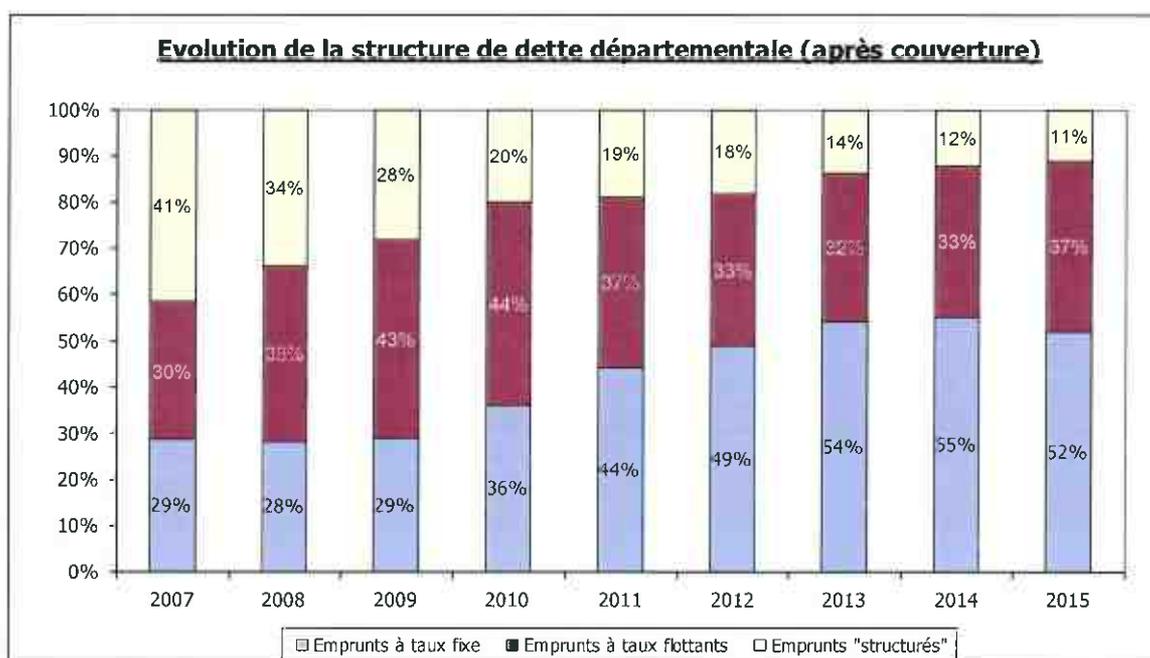
Organisme Prêteur ou Placeur	Montant	Date d'encaissement	TAUX	Durée
			Index et Marges	
Banque Européenne d'Investissement - Tranche 2	10 000 000,00 €	01-juin-16	Taux fixe 0,793% Amortissement in fine	10 ans
La Banque Postale - Nominal du prêt : 20 M€	20 000 000,00 €	10-août-16	Phase revolving : eonia + 0,82% Phase consolidée : Taux fixe 1,99%	15 ans 4 mois
Total emprunts contractés non comptabilisés et non encaissés	30 000 000,00 €			

3.7.3 La gestion de la dette départementale

Le Département de Seine-et-Marne poursuit depuis plusieurs années une stratégie en matière de gestion de dette centrée autour de trois objectifs :

- maîtriser l'endettement en maintenant un ratio de désendettement inférieur à 10 ans. Ce ratio correspond à l'encours de dette divisé par l'épargne brute ;
- limiter l'impact sur le budget départemental des charges financières relatives au stock de dette, tout en conservant un profil de risque, lié aux fluctuations des taux d'intérêts, peu élevé ;
- diversifier ses sources de financement.

Ces objectifs guident à la fois les opérations de réaménagement de l'encours existant ainsi que la mise en place de nouveaux emprunts et se traduit par une veille permanente des opérations de marchés susceptibles d'être intégrées à la dette pour permettre au Département de Seine-et-Marne de modérer, à court et long termes, ses charges d'intérêts.



L'encours de dette du Département de Seine-et-Marne **comprend** de façon équilibrée:

- des taux fixes, afin de sécuriser l'évolution future des frais financiers ;
- des taux variables, permettant de bénéficier de la performance actuelle des index (EONIA, Euribor, TAM...)
- des indices court terme ; et
- des taux structurés, en diminution constante au rythme de l'amortissement contractuel de ces produits.

En 2015, le Département de Seine-et-Marne a renforcé le poids de ses produits à taux variables grâce au double effet d'une mobilisation d'emprunts nouveaux majoritairement à taux variable (à 78%) et d'un remboursement d'emprunts composé à plus de 73% par des taux fixes. L'objectif poursuivi était d'augmenter la part à taux variable de l'encours afin de bénéficier des niveaux actuels des indices monétaires.

En 2015, le taux moyen de la dette du Département de Seine-et-Marne¹³ est de 2,39% contre 2,62% en 2014.

Répartition de l'encours après couverture

Critère Circulaire 25 Juin 2010	1 - Indices Zone Euro	2 - indices Inflation	3 - Ecart d'indices Zone Euro, Ecart Inflation	4 - Indices Hors Zone Euro Ecart d'indices dont l'un est hors Zone Euros	5 - Ecart d'indices hors Zone Euro	6 - Autres Hors Charte	Total
A - Fixe / Variable Variable flooré ou cappé	78 lignes 89,36% 809,4 M€						78 lignes 89,36% 809,4 M€
B - Barrière Simple Pas de levier	2 lignes 2,39% 21,7 M€	1 ligne 5,07% 46,0 M€		1 ligne 1,85% 16,8 M€			4 lignes 9,32% 84,4 M€
C - Swaption							
D - Multiplicateur jusqu'à 3 Multiplicateur jusqu'à 5 cappé							
E - Multiplicateur jusqu'à 5		1 ligne 1,32% 12,0 M€					1 ligne 1,32% 12,0 M€
F - Autres Hors Charte							
Total	80 ligne(s) 91,75% 831,0 M€	2 ligne(s) 6,40% 58,0 M€	ligne(s) 0,00% 0 M€	1 ligne(s) 1,85% 16,8 M€	ligne(s) 0,00% 0 M€		83 lignes 100,00% 905,8 M€

La " charte de bonne conduite " dite "Charte Gissler" désigne le document signé le 7 décembre 2009 par les principaux établissements de crédit intervenant sur le marché des collectivités territoriales, qui figure en annexe de la circulaire interministérielle n° NOR/IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics. En application de cette charte, les encours financiers des collectivités territoriales sont classés en fonction des risques qu'ils comportent, en raison d'une part, de l'indice ou des indices sous-jacents et d'autre part de la structure du produit.

Aucun des emprunts dits structurés n'expose le Département de Seine-et-Marne à un risque de change, ni à des variations de cours de devises. Il s'agit essentiellement de produits indexés sur l'inflation française ou sur l'évolution des taux variables qui ne présentent pas de risques lourds et qui participent d'une saine diversification de la dette du Département. Leurs taux se sont établis, en 2015, entre 3,39% et 4,19%.

Au 31 décembre 2015, **89%** de l'encours de la dette départementale était totalement dénué de risque tandis que **11%** de l'encours de la dette départementale comprenait un risque faible.

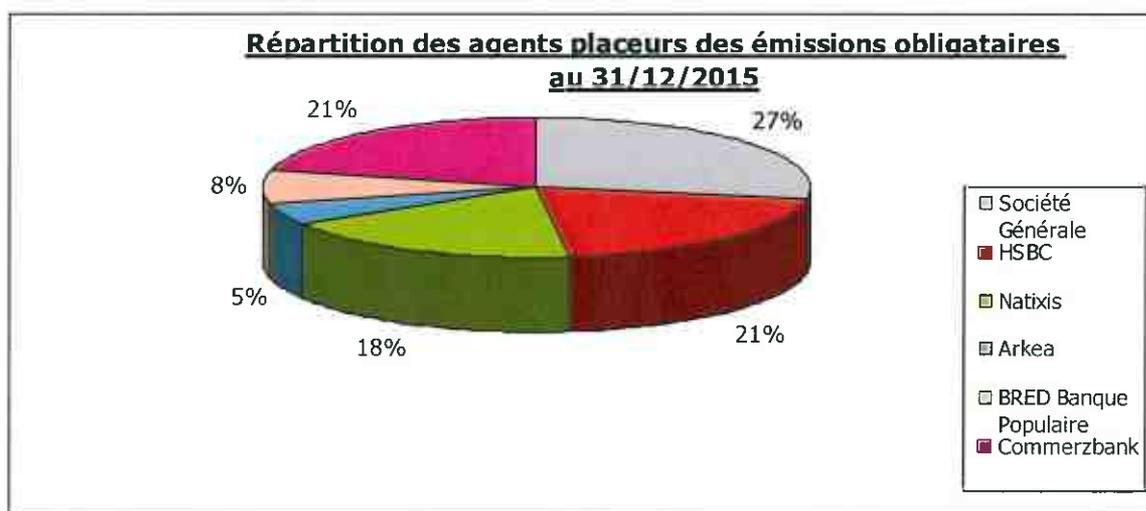
Au 1^{er} janvier 2015, le Département détenait 4 instruments de couverture. Le solde entre les pertes et les profits réalisés depuis le début de chaque contrat s'explique par le fait que le Département ait davantage d'instruments de "protection" contre la remontée des taux courts et qu'actuellement leur niveau historiquement bas rend mécaniquement négatif le bilan financier de ces "swaps".

¹³ Taux moyen de la dette calculé sur les flux de l'année : (intérêts sur la dette long terme y compris les Intérêts Courus Non Echus(ICNE) et hors frais de réaménagement + charge nette des « swaps »)/ encours de dette au 01/01/2015.

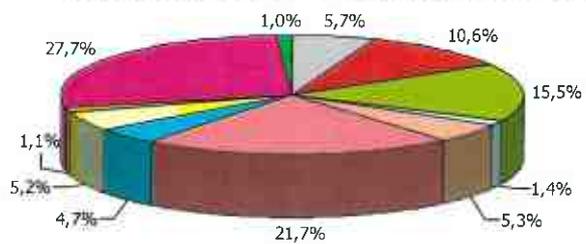
DETAIL ET BILAN CUMULE DES CONTRATS DE COUVERTURE EN COURS EN 2015

BANQUES	Natixis 23 août 2000	CA-CIB 3 juin 2003	CA-CIB 2 MARS 2009	ARKEA 8 juin 2011
<i>N° du prêt</i>	<i>N°9901</i>	<i>N°40201</i>	<i>N°20514</i>	<i>N°41702</i>
<i>N° du swap</i>	<i>(swap 2)</i>	<i>(swap 1)</i>	<i>(swap 7)</i>	<i>(swap 8)</i>
Risque couvert	Taux fixe (baisse des taux révisables)	Taux variable (hausse des taux révisables)	Inversion de la courbe des taux	Taux variable (hausse des taux révisables)
Date de début	31 août 2000	5 juin 2003	2 mars 2009	8 juin 2011
Date de fin	31 mars 2019	1 février 2018	2 mars 2020	30 avril 2031
Notionnel au 1er janvier 2015	3 890 510,90 €	12 209 691,00 €	17 088 779,98 €	25 573 284,71 €
Taux initial de l'emprunt couvert	Taux fixe : 4,69 %	Taux variable : Euribor 12 mois + 0,08 %	Taux structuré : 0,94 % + (2 x Euribor 12 mois) - TEC 10	Taux variable : Euribor 6 mois + 0,39 %
Taux reçu par le Département au titre du swap	Taux fixe 4,49 %	Taux variable: Euribor 12 mois préfixé	Taux structuré : 0,94 % + (2 x Euribor 12 mois) - TEC 10	Taux variable: Euribor 6 mois + 0,39 %
Taux payé par le Département au titre du swap	Département : Euribor 12 mois postfixé	Taux structuré : 3,39 % si Euribor 12 mois postfixé <= 6 % sinon Euribor 12 mois postfixé sans marge	Taux fixe: 3,46%	Taux fixe: 3,835%
Bilan pour 2015	166 981 €	-349 127 €	-457 884 €	-849 682 €
BILAN CUMULE AU 31/12/2015 (+) = économie (-) = surcoût	2 359 843 €	-2 340 232 €	-4 500 587 €	-3 351 700 €

La répartition diversifiée des prêteurs bancaires du Département de Seine-et-Marne contribue également à la stratégie d'optimisation et de sécurisation de l'encours de dette (cf. graphiques ci-dessous). Elle assure la préservation d'une concurrence entre prêteurs générant, de fait, une amélioration des conditions proposées.



Répartition des prêteurs bancaires au 31/12/2015



- | | |
|---|---|
| □ Caisse des Dépôts et Consignations | ■ Société Générale |
| □ Groupe Crédit Agricole (caisse régionale + CA CIB) | □ Banque Européenne d'Investissement (BEI) |
| □ BNP Paribas | □ Groupe Caisse d'Épargne (CE+ CFF) |
| ■ Dexia CLF | □ Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels |
| □ CARAC (Mutuelle d'Épargne de Retraite et de Prévoyance) | ■ CAFFIL (Caisse Française de Financement Local) (ex Dexia et gestionnaire des prêts LBP) |
| ■ Intesa Sanpaolo (ex BUIS) | |

3.8. Emissions obligataires réalisées par le Département de Seine-et-Marne dans le cadre du programme EMTN

Placeur	Montant	Date d'émission	Date d'échéance	Code ISIN
Société générale	30 000 000,00	12/11/2012	12/11/2023	FR0011349372
Natixis	12 000 000,00	06/05/2013	06/05/2022	FR0011472380
Société générale	10 000 000,00	06/05/2013	06/05/2028	FR0011472414
Société générale	8 000 000,00	06/05/2013	06/05/2024	FR0011472406
HSBC	7 000 000,00	14/10/2013	14/10/2020	FR0011592070
HSBC	16 000 000,00	14/10/2013	14/10/2021	FR0011592088
HSBC	7 000 000,00	14/10/2013	14/10/2022	FR0011592005
HSBC	10 000 000,00	15/04/2014	15/04/2022	FR0011844026
ARKEA	10 000 000,00	05/05/2014	05/05/2019	FR0011846658
Natixis	11 000 000,00	05/05/2014	05/05/2020	FR0011844208
COMMERZBANK	10 000 000,00	05/05/2014	05/05/2021	FR0011847102
Natixis	5 000 000,00	14/10/2014	14/10/2025	FR0012223329
COMMERZBANK	5 000 000,00	14/11/2014	14/11/2024	FR0012283331
COMMERZBANK	15 000 000,00	14/11/2014	14/11/2025	FR0012285831
Société générale	5 000 000,00	20/02/2015	20/02/2025	FR0012535797
COMMERZBANK	10 000 000,00	04/05/2015	04/05/2026	FR0012591725
BRED Banque Populaire	15 000 000,00	05/06/2015	05/06/2024	FR0012758621
Natixis	7 000 000,00	11/06/2015	11/06/2024	FR0012767317

3.9. Les garanties d'emprunt

Les garanties d'emprunts que peut accorder le Département de Seine-et-Marne (article L.3231-4 du CGCT) à des personnes morales, notamment dans le domaine du logement social, constituent un mode de soutien apporté à un projet d'investissement. Ainsi, à travers les garanties d'emprunt, le Département de Seine-et-Marne s'engage auprès d'un établissement financier à rembourser un prêt octroyé à un organisme en cas de défaillance de ce dernier. La garantie départementale permet généralement à l'organisme garanti de bénéficier de conditions financières plus favorables de la part du prêteur.

Ce type d'intervention est porteur de risques pour le budget départemental, qui peut être appelé, en cas de défaillance de l'organisme, à se substituer à lui et à **prendre** en charge les annuités impayées. Pour cette raison, le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) encadre leur octroi en instituant des règles prudentielles et notamment la règle du plafonnement du risque qui limite le montant total des annuités, déjà garanties ou cautionnées à échoir au cours de l'exercice (hors annuités du secteur du

logement social) et le montant des annuités de la dette départementale, à **50%** des recettes définitives de fonctionnement du budget départemental.

Le Département de Seine-et-Marne dont la volonté est de maîtriser l'évolution de cet encours, s'est doté de règles propres relatives aux garanties d'emprunt qui complètent les règles prudentielles issues du CGCT. Un premier dispositif mettant en place un cadre pour l'octroi des garanties d'emprunts au profit du secteur du logement social avait été voté par l'Assemblée départementale en 2007, un second couvrant l'ensemble des secteurs susceptibles de bénéficier de ce type d'intervention a été voté en septembre 2011.

Entre 2009 et 2015, l'encours garanti par le Département de Seine-et-Marne s'est accru de **38%** (cf. tableau ci-dessous), cette évolution est liée pour environ les deux-tiers à l'augmentation de l'encours garanti auprès du secteur du logement social (+**113 M€**), le reste des emprunts garantis dont principalement ceux au profit du secteur médico-social (maison de retraite, foyer d'accueil médicalisé...) explique l'autre tiers de cette évolution (+**40 M€**).

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Encours garanti au 31/12 (en euros)	405 805 075	452 458 070	477 956 081	475 821 485	505 750 067	548 637 333	560 085 193
Annuité garantie au 31/12 (en euros)	46 733 134	40 146 429	36 286 899	37 023 610	41 462 167	39 204 585	40 244 829
Total annuité garantie + annuité dette propre au 31/12 (en euros)	139 352 005	132 379 253	133 867 277	140 686 142	135 337 450	135 127 546	133 769 770

L'encours de dette garantie par le Département de Seine-et-Marne s'établissait au 31 décembre 2015 à **560 M€** et était majoritairement au profit du secteur du logement social (**450,9 M€**).

L'annuité de dette garantie s'élevait à **40,2 M€** (logement social inclus). Le total des annuités de la dette propre et de la dette garantie (hors secteur logement social) représentait **16,93%** du plafond autorisé, selon le mode de calcul du ratio de l'article L.3231-4 du CGCT.

Année	2 009	2 010	2 011	2 012	2013	2 014	2015
Remboursement en capital de la dette	66 908 115 €	69 931 966 €	73 817 001 €	77 656 839 €	70 299 585 €	72 851 073 €	71 648 811 €
Intérêt dette à long terme (hors swaps)	25 710 756 €	22 300 858 €	23 763 377 €	26 005 692 €	23 575 698 €	21 626 685 €	20 742 232 €
Annuité de la dette à long terme	92 618 871 €	92 232 824 €	97 580 378 €	103 662 532 €	93 875 283 €	94 477 758 €	92 391 043 €

Le Département de Seine-et-Marne n'a pas été appelé en garantie au cours de l'année 2015.

Un suivi des organismes bénéficiant de ces concours vise à apprécier, pour le Département de Seine-et-Marne, les implications juridiques et financières issues de ces relations contractuelles, afin d'évaluer les risques. A cet effet, le contrôle annuel des partenaires du Département est assuré par la Direction du Contrôle de gestion et de l'Audit externe. Tout octroi d'une nouvelle garantie est précédé d'une analyse de la situation financière de l'organisme qui la sollicite.

MODELE DE CONDITIONS DEFINITIVES

Conditions Définitives en date du [●]



DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Programme d'émission de Titres
(Euro Medium Term Note Programme)
de 1.000.000.000 d'euros

[Brève description et montant des Titres]
(les "Titres")

Souche n°[●]
Tranche n°[●]

Prix d'émission : [●]%

[Nom(s) du (des) Agent(s) Placeur(s)]

PARTIE A – CONDITIONS CONTRACTUELLES

Les termes utilisés ci-après seront réputés être définis pour les besoins des modalités (les "**Modalités**") incluses dans le chapitre "Modalités des Titres" du prospectus de base en date du 20 février 2017 (visé par l'Autorité des marchés financiers (l'"AMF") sous le numéro 17-063 en date du 20 février 2017) [tel que complété par le(s) supplément(s) au prospectus de base en date du [●] (visé par l'AMF sous le numéro [●] en date du [●])] ([ensemble,] le "**Prospectus de Base**") qui constitue[nt] [ensemble] un prospectus de base au sens de la Directive Prospectus (telle que définie ci-après).

Le présent document constitue les conditions définitives (les "**Conditions Définitives**") relatives à l'émission des titres décrits ci-après (les "**Titres**") pour les besoins de l'article 5.4 de la Directive Prospectus et devant être lues conjointement avec le Prospectus de Base. L'information complète sur l'Emetteur et l'offre des Titres est uniquement disponible sur la base de la combinaison des présentes Conditions Définitives et du Prospectus de Base. Les présentes Conditions Définitives et le Prospectus de Base sont (a) publiés sur les sites internet (i) de l'AMF (www.amf-france.org) et (ii) de l'Emetteur ([www.seine-et-marne.fr /Departement/Vie-de-l-Institution/Finances-departementales/Notation-financiere-et-outils-de-financement](http://www.seine-et-marne.fr/Departement/Vie-de-l-Institution/Finances-departementales/Notation-financiere-et-outils-de-financement)) et (b) disponibles aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, au siège de l'Emetteur et au(x) bureau(x) désigné(s) de l'(des) Agent(s) Payeur(s), auprès duquel(desquels) il est possible d'en obtenir copie. [En outre¹⁴, les présentes Conditions Définitives et le Prospectus de Base sont disponibles [le/à] [●].]

L'expression "**Directive Prospectus**" signifie la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003, telle que modifiée, et inclut toute mesure de transposition de cette directive dans chaque Etat Membre concerné de l'Espace Economique Européen.

[La formulation alternative suivante est applicable pour l'émission de Titres assimilables à la première Tranche d'une émission émise en vertu d'un prospectus de base portant une date antérieure.]

Les termes utilisés ci-après seront réputés être définis pour les besoins des modalités (les "**Modalités**") qui sont les Modalités [2012/2013/2014/2015] incorporées par référence dans le prospectus de base en date du 20 février 2017 (visé par l'AMF sous le numéro 17-063 en date du 20 février 2017) [tel que complété par le(s) supplément(s) au prospectus de base en date du [●] (visé par l'Autorité des marchés financiers (l'"AMF") sous le numéro [●] en date du [●])] ([ensemble,] le "**Prospectus de Base**") qui constitue[nt] [ensemble] un prospectus de base au sens de la Directive Prospectus (telle que définie ci-après).

Le présent document constitue les conditions définitives (les "**Conditions Définitives**") relatives à l'émission des titres décrits ci-après (les "**Titres**") pour les besoins de l'article 5.4 de la Directive Prospectus et devant être lues conjointement avec le Prospectus de Base (à l'exclusion du chapitre "Modalités des Titres" qui est remplacé par les Modalités [2012/2013/2014/2015]). L'information complète sur l'Emetteur et l'offre des Titres est uniquement disponible sur la base de la combinaison des présentes Conditions Définitives, des Modalités [2012/2013/2014/2015] et du Prospectus de Base (à l'exclusion du chapitre "Modalités des Titres"). Les Conditions Définitives et le Prospectus de Base sont (a) publiés sur les sites internet (i) de l'AMF (www.amf-france.org) et (ii) de l'Emetteur ([www.seine-et-marne.fr /Departement/Vie-de-l-Institution/Finances-departementales/Notation-financiere-et-outils-de-financement](http://www.seine-et-marne.fr/Departement/Vie-de-l-Institution/Finances-departementales/Notation-financiere-et-outils-de-financement)), et (b) disponibles aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, au siège de l'Emetteur et au(x) bureau(x) désigné(s) de l'(des) Agent(s) Payeur(s) auprès duquel(desquels) il est possible d'en obtenir copie. [En outre, les présentes Conditions Définitives et le Prospectus de Base sont disponibles [le/à] [●].]¹⁵

L'expression "**Directive Prospectus**" signifie la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil en date du 4 novembre 2003, telle que modifiée et inclut toute mesure de transposition de cette directive dans chaque Etat Membre concerné de l'Espace Economique Européen.

[Compléter toutes les rubriques qui suivent ou préciser "Sans objet". La numérotation doit demeurer identique à celle figurant ci-après, et ce, même si "Sans objet" est indiqué pour un paragraphe ou un sous-paragraphe particulier. Les termes en italique sont des indications permettant de compléter les Conditions Définitives.]

¹⁴ Si les Titres sont admis aux négociations sur un Marché Réglementé autre qu'Euronext Paris.

¹⁵ Si les Titres sont admis aux négociations sur un Marché Réglementé autre qu'Euronext Paris.

1. **Emetteur :** Département de Seine-et-Marne.
2. (i) Souche n°: [●]
(ii) Tranche n°: [●]
[(iii) Date à laquelle les Titres deviennent assimilables (Article 13) : Les Titres seront, dès leur [admission aux négociations/émission], entièrement assimilables aux, et constitueront une souche unique avec, [●] (*décrire la Souche concernée*) émise par l'Emetteur le [●] (*insérer la date*) (les "Titres Existants").]
3. **Devise Prévues :** [●]
4. **Montant Nominal Total :** [●]
(i) Souche : [●]
(ii) Tranche : [●]
5. **Prix d'émission :** [●] % du Montant Nominal Total de la Tranche [majoré des intérêts courus à partir du [insérer la date] (*le cas échéant*)]
6. **Valeur(s) Nominale(s) Indiquée(s) :** [●] (*une seule valeur nominale pour les Titres Dématérialisés*) (100.000 € au minimum ou la contre-valeur de ce montant en toute autre devise, calculée à la date de détermination des conditions financières, pour les Titres admis aux négociations sur un Marché Réglementé)
7. (i) **Date d'Emission :** [●]
(ii) **Date de Début de Période d'Intérêts :** [●] [*Préciser/Date d'Emission/Sans objet*]
8. **Date d'Echéance :** [●] [*préciser la date ou (pour les Titres à Taux Variable) la Date de Paiement du Coupon la plus proche du mois et de l'année concernés*]
9. **Base d'Intérêt :** [Taux Fixe de [●] %]
[[EURIBOR (TIBEUR en français), LIBOR]
+/- [●] % Taux Variable]
[Titre à Coupon Zéro]
[Titre à Taux Fixe/Taux Variable]
(*autres détails indiqués ci-après*)
10. **Base de Remboursement/Paiement :** [A moins qu'ils n'aient été remboursés ou rachetés et annulés, les Titres seront remboursés à la Date d'Echéance à [100] % de leur Valeur Nominale Indiquée.]
[Versement Echelonné]
(*autres détails indiqués ci-après*)

11. **Changement de Base d'Intérêt :** [Applicable/Sans objet]
(autres détails indiqués à la rubrique 16 des présentes Conditions Définitives)
12. **Option de remboursement :** [Option de remboursement au gré des Titulaires]
 [Option de remboursement au gré de l'Emetteur]
(autres détails indiqués ci-après)
 [Sans objet]
13. **Date des autorisations d'émission des Titres :** Décision du Président du Conseil départemental de l'Emetteur en date du [●]

DISPOSITIONS RELATIVES AUX INTERETS A PAYER (LE CAS ECHEANT)

14. **Dispositions relatives aux Titres à Taux Fixe :** [Applicable/Applicable avant la Date de Changement/Applicable après la Date de Changement/Sans objet]
(Si "Sans objet", supprimer les sous-paragraphes suivants)
- (i) **Taux d'Intérêt :** [●] % par an [payable [annuellement/semestriellement/trimestriellement/mensuellement/autre (*préciser*)] à terme échu]
- (ii) **Date(s) de Paiement du Coupon :** [[●] de chaque année/[●] et [●] de chaque année/[●], [●], [●] et [●] de chaque année] jusqu'à la Date d'Echéance (incluse) (*à ajuster le cas échéant*)
- (iii) **Montant(s) de Coupon Fixe :** [●] pour [●] de Valeur Nominale Indiquée
- (iv) **Montant(s) de Coupon Brisé :** [[●] (*Insérer les informations relatives aux coupons brisés initiaux ou finaux qui ne correspondent pas au(x) Montant(s) du Coupon Fixe et à la (aux) date(s) de Paiement du Coupon à laquelle (auxquelles) ils se réfèrent*)/Sans objet]

- (v) Méthode de Décompte des Jours : [Exact/365]
 [Exact/365 – FBF]
 [Exact/Exact – ISDA]
 [Exact/Exact – ICMA]
 [Exact/Exact – FBF]
 [Exact/365 (Fixe)]
 [Exact/360]
 [30/360]
 [360/360]
 [Base Obligataire]
 [30/360 – FBF]
 [Exact 30A/360 (Base Obligataire Américaine)]
 [30E/360]
 [Base Euro Obligataire]
 [30E/360 – FBF]

- (vi) Dates de Détermination du Coupon : [●] de chaque année

(Indiquer les Dates de Paiement du Coupon normales, en ignorant la Date d'Emission et la Date d'Echéance dans le cas d'un premier ou dernier coupon long ou court. N.B. : seulement applicable lorsque la Méthode de Décompte des Jours est Exact/Exact – ICMA)

15. Dispositions relatives aux Titres à Taux Variable :

[Applicable/Applicable avant la Date de Changement/Applicable après la Date de Changement/Sans objet]

(Si "Sans objet", supprimer les sous-paragraphes suivants)

- (i) Période(s) d'Intérêts : [●]
 (ii) Dates de Paiement du Coupon : [[●] de chaque année/ [●] et [●] de chaque année/ [●], [●], [●] et [●] de chaque année] jusqu'à la Date d'Echéance (inclusive) (à ajuster le cas échéant)
 (iii) Première Date de Paiement du Coupon : [●]
 (iv) Date de Période d'Intérêts Courus : [Date de Paiement du Coupon/Autre (Préciser)]
 (v) Convention de Jour Ouvré : [Convention de Jour Ouvré "Taux Variable"/ Convention de Jour Ouvré "Suivant"/ Convention de Jour Ouvré "Suivant Modifié"/ Convention de Jour Ouvré "Précédent"]

(Insérer "non ajusté" s'il n'est pas prévu que le Montant du Coupon soit affecté par l'application de la convention de jour ouvré concernée)

- (vi) Centre(s) d'Affaires (Article 5(a)) : [●]
- (vii) Méthode de détermination du (des) Taux d'Intérêt : [Détermination FBF/ Détermination du Taux sur Page Ecran]
- (viii) Partie responsable du calcul du (des) Taux d'Intérêt et du (des) Montant(s) de Coupon (si ce n'est pas l'Agent de Calcul) : [[●] (préciser)/Sans objet]
- (ix) Détermination FBF : [Applicable/ Sans objet]
- Taux Variable : [●] (préciser les Références de Marché [EURIBOR (TIBEUR en français), LIBOR] et mois (ex. EURIBOR 3 mois))
- (si le Taux d'Intérêt est déterminé par interpolation linéaire au titre de la première et/ou dernière longue ou courte Période d'Intérêts, insérer la(les) période(s) d'intérêts concernée(s) et les deux taux concernés utilisés pour ladite détermination)
- Date de Détermination du Taux Variable : [●]
- (x) Détermination du Taux sur Page Ecran : [Applicable/ Sans objet]
- Référence de Marché : [●] (préciser la Référence de Marché [EURIBOR (TIBEUR en français), LIBOR])
- (si le Taux d'Intérêt est déterminé par interpolation linéaire au titre de la première et/ou dernière longue ou courte Période d'Intérêts, insérer la(les) période(s) d'intérêts concernée(s) et les deux taux concernés utilisés pour ladite détermination)
- Taux de Référence : [●]
- Heure de Référence : [●]
- Date(s) de Détermination du Coupon : [●] – [TARGET] Jours Ouvrés à (préciser la ville) pour (préciser la devise) avant le [●]
- Source Principale pour le Taux Variable : [Page Ecran/Banques de Référence]
- Page Ecran (si la Source Principale pour le Taux Variable est "Page Ecran") : [●] (Indiquer la page appropriée)
- Banques de Référence : [●] (Indiquer quatre établissements)
- Place Financière de Référence : [Zone Euro/[●] (préciser la place financière dont la Référence de Marché est la plus proche)
- Montant Donné : [●] (Préciser si les cours publiés sur écran ou les cotations de la Banque de Référence doivent être donnés pour une opération d'un montant notionnel particulier)

- Date de Valeur : [●] (*Indiquer si les cours ne doivent pas être obtenus avec effet au début de la Période d'Intérêts Courus*)
- Durée Prévvue : [●] (*Indiquer la période de cotation si elle est différente de la durée de la Période d'Intérêts Courus*)
- (xi) Marge(s) : [+/-] [●] % par an
- (xii) Coefficient Multiplicateur : [Sans objet/[●]]
- (xii) Taux d'Intérêt Minimum : [[●] % par an]
- (xiii) Taux d'Intérêt Maximum : [Sans objet/[●] % par an]
- (xiv) Méthode de Décompte des Jours : [Exact/365]
[Exact/365 – FBF]
[Exact/Exact – ISDA]
[Exact/Exact – ICMA]
[Exact/Exact – FBF]
[Exact/365 (Fixe)]
[Exact/360]
[30/360]
[360/360]
[Base Obligataire]
[30/360 – FBF]
[Exact 30A/360 (Base Obligataire Américaine)]
[30E/360]
[Base Euro Obligataire]
[30E/360 – FBF]

16. Stipulations relatives aux Titres à Taux Fixe/Taux Variable :

- [Applicable/Sans objet]
(Si "sans objet", supprimer les sous-paragraphes suivants)
- (i) Changement de Base d'Intérêt par l'Emetteur : [Applicable/Sans objet]
- (ii) Changement de Base d'Intérêt Automatique : [Applicable/Sans objet]
- (iii) Taux d'Intérêt applicable aux Périodes d'Intérêts précédant la Date de Changement (exclue) : Déterminé selon [l'Article 5(b), pour autant que les Titres sont des Titres à Taux Fixe/l'Article 5(c), pour autant que les Titres sont des Titres à Taux Variable], tel que précisé à la rubrique [14/15] des présentes Conditions Définitives
- (iv) Taux d'Intérêt applicable aux Périodes d'Intérêts suivant la Date de Changement (incluse) : Déterminé selon [l'Article 5(b), pour autant que les Titres sont des Titres à Taux Fixe/l'Article 5(c), pour autant que les Titres sont des Titres à Taux Variable], tel que

précisé à la rubrique [14/15] des présentes Conditions Définitives

- (v) Date de Changement : [●]
- (vi) Délai minimum d'information des Titulaires par l'Emetteur : [[●] Jours Ouvrés avant la Date de Changement/Sans objet (*dans le cas d'un Changement de Base d'Intérêt Automatique*)]
- 17. Stipulations relatives aux Titres à Coupon Zéro :** [Applicable/Sans objet]
(Si "sans objet", supprimer les sous-paragraphes suivants)
- (i) Taux de Rendement : [●] % par an
- (ii) Méthode de Décompte des Jours : [Exact/365]
[Exact/365 – FBF]
[Exact/Exact – ISDA]
[Exact/Exact – ICMA]
[Exact/Exact – FBF]
[Exact/365 (Fixe)]
[Exact/360]
[30/360]
[360/360]
[Base Obligataire]
[30/360 – FBF]
[Exact 30A/360 (Base Obligataire Américaine)]
[30E/360]
[Base Euro Obligataire]
[30E/360 – FBF]

DISPOSITIONS RELATIVES AU REMBOURSEMENT

- 18. Option de remboursement au gré de l'Emetteur :** [Applicable/Sans objet]
(Si "Sans objet", supprimer les sous-paragraphes suivants)
- (i) Date(s) de Remboursement Optionnel : [●]
- (ii) Montant(s) de Remboursement Optionnel de chaque Titre : [●] par Titre de Valeur Nominale Indiquée de [●]
- (iii) Si remboursable partiellement :
- (a) Montant de Remboursement Minimum : [[●] par Titre de Valeur Nominale Indiquée de [●]/Sans objet]
- (b) Montant de Remboursement Maximum : [[●] par Titre de Valeur Nominale Indiquée de [●]/Sans objet]
- (iv) Date(s) d'Exercice de l'Option : [●]

- (v) Préavis (si différent de celui prévu dans les Modalités) : [●]
- 19. Option de remboursement au gré des Titulaires :** [Applicable/Sans objet]
(Si "Sans objet", supprimer les sous-paragraphes suivants)
- (i) Date(s) de Remboursement Optionnel : [●]
- (ii) Montant(s) de Remboursement Optionnel de chaque Titre : [●] par Titre de Valeur Nominale Indiquée de [●]
- (iii) Date(s) d'Exercice de l'Option : [●]
- (iv) Préavis (si différent de celui prévu dans les Modalités) : [●]
- 20. Montant de Remboursement Final de chaque Titre :** [●] par Titre de Valeur Nominale Indiquée de [●]
- 21. Montant de Versement Echelonné :** [Applicable/Sans objet]
(Si "Sans objet", supprimer les sous-paragraphes suivants)
- (i) Date(s) de Versement Echelonné : [●]
- (ii) Montant(s) de Versement Echelonné de chaque Titre : [●] par Titre de [●] de Valeur Nominale Indiquée
- (iii) Montant de Versement Echelonné Minimum : [[●]/[●] par Titre de Valeur Nominale Indiquée de [●]/Sans objet]
- (iv) Montant de Versement Echelonné Maximum : [[●]/[●] par Titre de Valeur Nominale Indiquée de [●]/Sans objet]
- 22. Montant de Remboursement Anticipé :**
Montant(s) de Remboursement Anticipé de chaque Titre payé(s) lors du remboursement pour des raisons fiscales (Article 6(f) ou en cas d'exigibilité anticipée (Article 9) ou autre remboursement anticipé prévu dans les Modalités : [●] par Titre de [●] de Valeur Nominale Indiquée
- Remboursement pour des raisons fiscales :
- (i) Majoration du montant de Remboursement Anticipé des intérêts courus jusqu'à la date de remboursement prévue (Article 6(f)) : [Oui/Non]
- (ii) Remboursement à des dates ne correspondant pas aux Dates de Paiement du Coupon (Article 6(f)(ii)) : [Oui/Non]
- 23. Rachat (Article 6(g)) :** [Oui/Non]
(indiquer si l'Emetteur a la possibilité de conserver les Titres rachetés conformément à l'Article 6(g))

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX TITRES

24. **Forme des Titres :** [Titres Dématérialisés/ Titres Matérialisés]
(Les Titres Matérialisés sont uniquement au porteur)
(Supprimer la mention inutile)
- (i) **Forme des Titres Dématérialisés :** [Sans objet/Au porteur/Au nominatif]
- (ii) **Etablissement Mandataire :** [Sans objet/ *(Si applicable indiquer le nom et les coordonnées)*]
(Noter qu'un Etablissement Mandataire doit être désigné pour les Titres Dématérialisés au nominatif pur uniquement)
- (iii) **Certificat Global Temporaire :** [Sans objet/ Certificat Global Temporaire échangeable contre des Titres Physiques le [●] (la "**Date d'Echange**"), correspondant à quarante (40) jours calendaires après la Date d'Emission, sous réserve de report, tel qu'indiqué dans le Certificat Global Temporaire]
25. **Place(s) Financière(s) ou autres dispositions particulières relatives aux dates de paiement pour les besoins de l'Article 7(g) :** [Sans objet/ *(Préciser)*. *Noter que ce point vise la date et le lieu de paiement et non les dates de fin de période d'intérêts, visées aux paragraphes 14(ii) et 15(i)*]
26. **Talons pour Coupons futurs ou Reçus à attacher à des Titres Physiques (et dates auxquelles ces Talons arrivent à échéance) :** [Oui/Non/Sans objet. *(Si oui, préciser)*]
(Uniquement applicable aux Titres Matérialisés)
27. **Masse (Article 11) :** Représentant titulaire
[●] *(indiquer le nom et les coordonnées)*
Représentant suppléant
[●] *(indiquer le nom et les coordonnées)*
Rémunération
[Applicable/Sans objet] *(si applicable, préciser le montant et la date de paiement)*

GENERALITES

Le montant principal total des Titres émis a été converti en euro au taux de [●], soit une somme de (uniquement pour les Titres qui ne sont pas libellés en euros) :

[●]

RESPONSABILITE

L'Emetteur accepte la responsabilité des informations contenues dans les présentes Conditions Définitives. *[[Information provenant de tiers]]* provient de *(indiquer la source)*. L'Emetteur confirme que ces informations ont été fidèlement reproduites et que, pour autant que l'Emetteur le sait et est en mesure de l'assurer à la lumière des informations publiées par *(spécifier la source)*, aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses.¹⁶

Signé pour le compte du Département de Seine-et-Marne :

Par : _____
Dûment habilité

¹⁶ A inclure si des informations proviennent de tiers.

PARTIE B – AUTRES INFORMATIONS

1. COTATION ET ADMISSION A LA NEGOCIATION :

- (i) Admission aux négociations : [Une demande d'admission des Titres aux négociations sur [Euronext Paris/[●]] (*spécifier le Marché Réglementé ou le marché non réglementé concerné*)] à compter du [●] a été faite par l'Emetteur (ou pour son compte)./Une demande d'admission des Titres aux négociations sur (*spécifier le Marché Réglementé ou le marché non réglementé concerné*) à compter du [●] devrait être faite par l'Emetteur (ou pour son compte)./Sans objet]
- (en cas d'émission assimilable, indiquer que les Titres Existants sont déjà admis aux négociations.)]
- (ii) Estimation des dépenses totales liées à l'admission aux négociations : [[●]] [(y compris les frais AMF)]/Sans objet]

2. NOTATIONS

- Notations : [Les Titres à émettre [ont fait/feront] l'objet de la notation suivante :
- [Fitch France S.A.S. : [●]]
- [Moody's France S.A.S. : [●]]
- [Standard & Poor's Credit Market Services France S.A.S. : [●]]
- [[Autre] : [●]]
- [[●]]/[Chacune des agences ci-avant] est une agence de notation de crédit établie dans l'Union Européenne, enregistrée conformément au règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit, tel que modifié (le "Règlement ANC") et figurant sur la liste des agences de notation de crédit publiée sur le site internet de l'Autorité européenne des marchés financiers (www.esma.europa.eu) conformément au Règlement ANC.]
- [Les Titres ne seront pas notés]

3. [NOTIFICATION

Il a été demandé à l'AMF, qui est l'autorité compétente en France pour les besoins de la Directive Prospectus, de fournir/L'AMF, qui est l'autorité compétente en France pour les besoins de la Directive Prospectus, a fourni (*insérer la première alternative dans le cas d'une émission contemporaine à la mise à jour du Programme et la seconde alternative pour les émissions ultérieures*) à (*insérer le nom de l'autorité compétente de l'Etat Membre d'accueil*) un certificat d'approbation attestant que le Prospectus de Base a été établi conformément à la Directive Prospectus.]

4. **[AUTRES CONSEILLERS**

Si des conseillers sont mentionnés dans ces Conditions Définitives, inclure une déclaration précisant la qualité au titre de laquelle ils ont agi.]

5. **[INTERET DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'EMISSION**

L'objet de cette section est de décrire tout intérêt, y compris les intérêts conflictuels, pouvant influencer sensiblement sur l'émission des Titres, en identifiant chacune des personnes concernées et en indiquant la nature de cet intérêt. Ceci pourrait être satisfait par l'insertion de la déclaration suivante : "Sauf indiqué dans le chapitre "Souscription et Vente", à la connaissance de l'Emetteur, aucune personne impliquée dans l'offre des Titres n'y a d'intérêt significatif".]

6. **[Titres à Taux Fixe uniquement – RENDEMENT**

Rendement : [●] % par an.

Le rendement est calculé à la Date d'Emission sur la base du Prix d'Emission. Ce n'est pas une indication des rendements futurs.]

7. **INFORMATIONS OPERATIONNELLES**

Code ISIN : [●]

Code commun : [●]

Dépositaires :

(a) Euroclear France agissant comme Dépositaire Central : [Oui/Non]

(b) Dépositaire Commun pour Euroclear Bank et Clearstream Banking, société anonyme : [Oui/Non]

Tout système(s) de compensation autre qu'Euroclear Bank et Clearstream Banking, société anonyme et numéro(s) d'identification correspondant : [Sans objet/indiquer le(s) nom(s), numéro(s) et adresse(s)]

Livraison : Livraison [contre paiement/franco de paiement]

Noms et adresses des Agents Payeurs additionnels désignés pour les Titres (le cas échéant) : [●]

Nom et adresse de l'Agent de Calcul désigné pour les Titres (le cas échéant) : [[CACEIS Corporate Trust]/[●]]

8. **PLACEMENT**

Méthode de distribution : [Syndiqué/Non syndiqué]

(i) Si syndiqué, noms des Membres du Syndicat de Placement : [Sans objet/indiquer les noms]

(ii) Etablissement(s) chargé(s) des Opérations de Stabilisation (le cas échéant) : [Sans objet/indiquer les noms]

(iii) Si non-syndiqué, nom de l'Agent Placeur : [Sans objet/indiquer le nom]

(iv) Restrictions de vente supplémentaires : [Sans objet/préciser]

(v) Restrictions de vente - États-Unis
d'Amérique :

Réglementation S *Compliance Category 1*;
Règles TEFRA C/Règles TEFRA D/Sans objet]
(*Les Règles TEFRA ne sont pas applicables aux
Titres Dématérialisés*)

FISCALITE

Le texte qui suit est une présentation limitée à certaines considérations fiscales en France quant aux paiements réalisés en vertu des Titres qui peuvent être émis sous le présent Programme. Elle contient certaines informations spécifiques à l'imposition à la source des revenus tirés des valeurs mobilières. Cette présentation est fondée sur les lois en vigueur en France à la date du présent Prospectus de Base telles qu'appliquées par les autorités fiscales, ces lois étant soumises à tout changement ou à toute interprétation différente. Elle ne vise pas à décrire exhaustivement les éléments fiscaux à considérer pour se décider à acquérir, posséder ou céder des Titres. Les investisseurs ou bénéficiaires des Titres sont invités à consulter leur conseil fiscal sur les conséquences fiscales de toute acquisition, possession ou cession de Titres à la lumière de leur propre situation.

Retenue à la source en France

Les paiements d'intérêts ou d'autres produits effectués par l'Emetteur au titre des Titres ne seront pas soumis à la retenue à la source prévue à l'article 125 A III du Code général des impôts sauf si les paiements s'effectuent hors de France dans un Etat ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts (un "Etat Non Coopératif"). En application de l'article 125 A III du Code général des impôts, si les paiements au titre des Titres s'effectuent dans un Etat Non Coopératif, une retenue à la source de 75% sera applicable (sous réserve de certaines exceptions et des dispositions plus favorables de toute convention fiscale qui serait applicable).

Nonobstant ce qui précède, la retenue à la source de 75% prévue à l'article 125 A III du Code général des impôts ne s'appliquera pas à une émission de Titres donnée si l'Emetteur démontre que cette émission a principalement un objet et un effet autres que de permettre la localisation des intérêts et autres produits dans un Etat Non Coopératif ("Exception").

Conformément au Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts publié le 11 février 2014 (BOI-INT-DG-20-50-20140211, paragraphe n°990), une émission de Titres sera présumée avoir un tel objet et effet et par conséquent bénéficiera de l'Exception sans que l'Emetteur ait à apporter la preuve tenant à l'objet et à l'effet d'une émission de Titres donnée si les Titres concernés sont :

- (i) offerts dans le cadre d'une offre au public de titres financiers au sens de l'article L.411-1 du Code monétaire et financier ou d'une offre équivalente réalisée dans un Etat autre qu'un Etat Non Coopératif. Une "offre équivalente" s'entend de celle rendant obligatoire l'enregistrement ou le dépôt d'un document d'information auprès d'une autorité de marché étrangère ; ou
- (ii) admis aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation d'instruments financiers français ou étranger, sous réserve que ce marché ou système ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif, et que le fonctionnement du marché soit assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de service d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger, sous réserve que cette entreprise, prestataire ou organisme ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif ; ou
- (iii) admis, lors de leur émission, aux opérations d'un dépositaire central ou à celles d'un gestionnaire de systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers au sens de l'article L.561-2 du Code monétaire et financier, ou d'un ou plusieurs dépositaires ou gestionnaires similaires étrangers, sous réserve que le dépositaire ou gestionnaire ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif.

Retenue à la source applicable aux résidents français personnes physiques

En application des articles 125 A et 125 D du Code général des impôts dans leur rédaction issue de la loi de finances pour 2013 (loi n°2012-1509 du 29 décembre 2012), et sous réserve de certaines exceptions, les intérêts et autres revenus assimilés reçus à compter du 1^{er} janvier 2013 par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis à un prélèvement forfaitaire de 24 %, qui est déductible de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année de versement desdits revenus. Les contributions sociales (CSG, CRDS et les autres contributions liées) sont également prélevées par voie de retenue à la source au taux effectif de 15,5 % sur les intérêts et les autres revenus assimilés versés à des personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

SOUSCRIPTION ET VENTE

Sous réserve des modalités d'un contrat de placement modifié en date du 20 février 2017 conclu entre l'Emetteur, l'Arrangeur et les Agents Placeurs Permanents (tel qu'il pourra être modifié, le "**Contrat de Placement**"), les Titres seront offerts par l'Emetteur aux Agents Placeurs Permanents. L'Emetteur se réserve toutefois le droit de vendre des Titres directement pour son propre compte à des Agents Placeurs qui ne sont pas des Agents Placeurs Permanents. Les Titres pourront être revendus au prix du marché ou à un prix similaire qui prévaudra à la date de ladite revente et qui sera déterminé par l'Agent Placeur concerné. Les Titres pourront également être vendus par l'Emetteur par l'intermédiaire d'Agents Placeurs agissant en qualité de mandataires de l'Emetteur. Le Contrat de Placement prévoit également l'émission de Tranches syndiquées souscrites solidairement par deux ou plusieurs Agents Placeurs.

L'Emetteur paiera (le cas échéant) à chaque Agent Placeur concerné une commission fixée d'un commun accord avec ledit Agent Placeur relativement aux Titres souscrits par celui-ci. L'Emetteur a accepté de rembourser à l'Arrangeur les frais qu'il a supportés à l'occasion de la mise à jour du Programme, et aux Agents Placeurs certains des frais liés à leur intervention dans le cadre de ce Programme.

L'Emetteur s'est engagé à indemniser les Agents Placeurs au titre de certains chefs de responsabilité encourus à l'occasion de l'offre et la vente des Titres. Le Contrat de Placement autorise, dans certaines circonstances, les Agents Placeurs à résilier tout accord qu'ils ont conclu pour la souscription de Titres préalablement au paiement à l'Emetteur des fonds relatifs à ces Titres.

Restrictions de vente

Généralités

Les présentes restrictions de vente pourront être complétées d'un commun accord entre l'Emetteur et les Agents Placeurs notamment mais non exclusivement à la suite d'une modification dans la législation, la réglementation ou une directive applicable. Une telle modification sera mentionnée dans les Conditions Définitives relatives à l'émission de Titres à laquelle elles se rapportent ou dans un supplément au présent Prospectus de Base.

Chaque Agent Placeur s'est engagé à respecter, dans toute la mesure de l'information dont il dispose, les lois, réglementations et directives concernées dans chaque pays dans lequel il achète, offre, vend ou remet des Titres ou dans lequel il détient ou distribue le Prospectus de Base, tout autre document d'offre ou toutes Conditions Définitives et ni l'Emetteur ni aucun des autres Agents Placeurs n'encourront de responsabilité du fait des agissements d'un Agent Placeur.

Espace Economique Européen

Chaque Agent Placeur a déclaré et garanti qu'il n'a pas effectué et n'effectuera pas d'offre au public de Titres dans un Etat Membre de l'Espace Economique Européen, étant précisé qu'il pourra effectuer une offre au public de Titres dans un Etat Membre de l'Espace Economique Européen :

- (a) à tout moment à des investisseurs qualifiés, tels que définis dans la Directive Prospectus ;
- (b) à tout moment à moins de 150 personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus), sous réserve du consentement préalable de l'Agent Placeur concerné ou des Agents Placeurs nommés par l'Emetteur pour une telle offre ; ou
- (c) à tout moment dans des circonstances entrant dans le champ d'application de l'article 3(2) de la Directive Prospectus,

et à condition qu'aucune des offres mentionnées aux paragraphes (a) à (c) ci-avant ne requière la publication par l'Emetteur ou le(s) Agent(s) Placeur(s) d'un prospectus conformément aux dispositions de l'article 3 de la Directive Prospectus ou d'un supplément au prospectus conformément aux dispositions de l'article 16 de la Directive Prospectus.

Pour les besoins de cette disposition, (a) l'expression "**offre au public de Titres**" dans tout Etat Membre de l'Espace Economique Européen signifie la communication sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit d'informations suffisantes sur les conditions de l'offre et sur les titres à offrir, de manière à mettre un investisseur en mesure de décider ou non d'acheter ou de souscrire ces Titres, telle qu'éventuellement modifiée par cet Etat Membre par toute mesure de transposition de la Directive Prospectus et (b) l'expression "**Directive Prospectus**" signifie la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003, telle que modifiée, et

inclut toute mesure de transposition de cette directive dans chaque Etat Membre de l'Espace Economique Européen.

Etats-Unis d'Amérique

Les Titres n'ont pas fait ni ne feront l'objet d'un enregistrement en vertu de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières et ne pourront être offerts, vendus ou, dans le cas de Titres Matérialisés, remis sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique ou à des, ou pour le compte ou le bénéfice de, ressortissants américains (*U.S. Persons*) autrement que dans le cadre des opérations exemptées des exigences d'enregistrement au titre de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières. Les termes utilisés dans le présent paragraphe ont la signification qui leur est donnée dans la Réglementation S de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières (la "**Réglementation S**").

Les Titres Physiques d'une maturité supérieure à un (1) an sont soumis aux exigences fiscales américaines et ne peuvent être offerts, vendus ou remis sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique ou de leurs possessions ou à des ressortissants américains (*U.S. Persons*) autrement que dans le cadre de certaines opérations conformes à la réglementation fiscale américaine. Les termes utilisés dans le présent paragraphe ont la signification qui leur est donnée dans le Code Américain de l'Impôt sur le Revenu et ses textes d'application.

Les Titres sont offerts et vendus en dehors des Etats-Unis et à des personnes qui ne sont pas ressortissants des Etats-Unis conformément à la Réglementation S. En outre, l'offre ou la vente par tout Agent Placeur (qu'il participe ou non à l'offre de la Tranche particulière de Titres) de Titres sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique durant les quarante (40) premiers jours calendaires suivant le commencement de l'offre d'une Tranche particulière de Titres, peut constituer une violation des obligations d'enregistrement de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières.

Le présent Prospectus de Base a été préparé par l'Emetteur en vue de son utilisation dans le cadre de l'offre ou de la vente des Titres en dehors des Etats-Unis d'Amérique. L'Emetteur et les Agents Placeurs se réservent la faculté de refuser l'acquisition de tout ou partie des Titres, pour quelque raison que ce soit. Le présent Prospectus de Base ne constitue pas une offre à une quelconque personne aux Etats-Unis d'Amérique. La diffusion du présent Prospectus de Base à un ressortissant des Etats-Unis d'Amérique (*U.S. Person*) ou à toute autre personne sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique par toute personne est interdite, de même que toute divulgation de l'un des éléments qui y est contenu à un ressortissant des Etats-Unis d'Amérique (*U.S. Person*) ou à toute autre personne sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique sans le consentement préalable écrit de l'Emetteur.

Royaume-Uni

Chaque Agent Placeur a déclaré et garanti que :

- (a) il n'a communiqué ou ne fait communiquer et il ne communiquera ou ne fera communiquer une invitation ou des avantages concernant la réalisation d'une activité financière (au sens des dispositions de la Section 21 de la Loi sur les Services Financiers et les Marchés de 2000, telle que modifiée (*Financial Services and Markets Act 2000*, la "**FSMA**")) reçus par lui, en relation avec l'émission ou la vente de Titres, que dans des circonstances telles que les dispositions de la Section 21(1) de la FSMA ne s'appliquent ou ne s'appliqueront pas à l'Emetteur ; et
- (b) il a respecté et respectera toutes les dispositions de la FSMA applicables à tout ce qu'il entreprend relativement aux Titres, que ce soit au Royaume-Uni, à partir du Royaume-Uni ou dans toute autre circonstance impliquant le Royaume-Uni.

France

Chacun des Agents Placeurs et de l'Emetteur a déclaré et reconnu qu'il n'a pas offert ou vendu ni n'offrira ou ne vendra, directement ou indirectement, de Titres au public en France, et n'a pas distribué ou fait distribuer ni ne distribuera ou ne fera distribuer au public en France, le présent Prospectus de Base, les Conditions Définitives concernées ou tout autre document d'offre relatif aux Titres et qu'une telle offre, vente ou distribution n'a été et ne sera faite en France que (i) à des personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers et/ou (ii) à des investisseurs qualifiés et/ou (iii) à un cercle restreint d'investisseurs, le tout tel que défini, et conformément, aux articles L.411-1, L.411-2, D.411-1 et D.411-4 du Code monétaire et financier.

Chacun des Agents Placeurs et de l'Emetteur a déclaré et reconnu que les Titres Matérialisés seront uniquement émis hors du territoire français.

Italie

Le présent Prospectus de Base n'a pas été et ne sera pas publié en Italie en rapport avec l'offre de Titres. L'offre de Titres n'a pas été enregistrée auprès de la *Commissione Nazionale per le Società e la Borsa* ("**Consob**") en République d'Italie conformément au décret législatif n°58 du 24 février 1998, tel que modifié (la "**Loi sur les Services Financiers**") et au règlement Consob n°11971 du 14 mai 1999, tel que modifié (le "**Règlement sur les Emetteurs**") et, en conséquence, les Titres ne peuvent être, et ne seront pas, offerts, vendus ou remis, directement ou indirectement, en République d'Italie dans le cadre d'une offre au public, et aucun exemplaire du présent Prospectus de Base, des Conditions Définitives concernées ni d'aucun autre document relatif aux Titres ne peut être, et ne sera, distribué en République d'Italie, sauf (a) à des investisseurs professionnels (*investitori qualificati*), tels que définis à l'article 100 de la Loi sur les Services Financiers et à l'article 34-ter, paragraphe 1(b) du Règlement sur les Emetteurs, ou (b) dans toute autre circonstance bénéficiant d'une exemption aux règles applicables aux offres au public conformément aux conditions indiquées à l'article 100 de la Loi sur les Services Financiers et à ses règlements d'application, y compris l'article 34-ter, premier paragraphe, du Règlement sur les Emetteurs.

Toute offre, vente ou remise de Titres et toute distribution du présent Prospectus de Base, des Conditions Définitives concernées ou de tout autre document relatif aux Titres en République d'Italie conformément aux paragraphes (a) et (b) ci-avant doit et devra être effectuée en conformité avec les lois italiennes en vigueur, notamment celles relatives aux valeurs mobilières, à la fiscalité et aux échanges et à toute autre loi et réglementation applicable et en particulier :

- (i) doit et devra être réalisée par une entreprise d'investissement, une banque ou un intermédiaire financier habilité à exercer cette activité en République d'Italie conformément à la Loi sur les Services Financiers, au règlement Consob n°16190 du 29 octobre 2007 (tel qu'amendé) et au décret législatif n°385 du 1^{er} septembre 1993, tel que modifié ; et
- (ii) doit et devra être effectuée conformément à toutes les lois et règlements ou exigences et limites imposées par la Consob, la Banque d'Italie et/ou toute autre autorité italienne.

Les investisseurs qui souscrivent des Titres au cours d'une offre sont seuls responsables pour s'assurer que l'offre ou la revente des Titres souscrits dans le cadre de cette offre est réalisée conformément aux lois et réglementations italiennes applicables. Aucune personne résidant ou située en République d'Italie, qui ne serait pas destinataire original du présent Prospectus de Base, ne saurait se fonder sur le présent Prospectus de Base, les Conditions Définitives concernées ou tout autre document relatif aux Titres.

INFORMATIONS GENERALES

- (1) L'Emetteur a obtenu tous accords, approbations et autorisations nécessaires en France pour la mise à jour du Programme qui a fait l'objet d'une délibération n°CG-2012/04/13-7/01 du Conseil général de l'Emetteur en date du 13 avril 2012.

Conformément à la délibération n°CD-2016/12/15-7/02 du Conseil départemental de l'Emetteur en date du 15 décembre 2016, le Conseil départemental de l'Emetteur a autorisé son Président à réaliser des émissions obligataires pour la durée de l'exercice budgétaire 2017 et dans la limite des montants inscrits au budget.

Le budget de l'Emetteur pour l'année 2017 adopté aux termes de la délibération n°CD-2016/12/15-7/01 du Conseil départemental de l'Emetteur en date du 15 décembre 2016 autorise les emprunts en euros pour l'année 2017 à hauteur d'un montant maximal de 115.013.785 euros.

- (2) Il n'y a pas eu de changement notable dans la situation financière et les perspectives de l'Emetteur depuis le 31 décembre 2015.
- (3) Dans les douze (12) mois précédant la date du présent Prospectus de Base, l'Emetteur n'est pas et n'a pas été impliqué dans une procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont l'Emetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière de l'Emetteur.
- (4) Une demande d'admission des Titres aux opérations de compensation des systèmes Euroclear France (66, rue de la Victoire, 75009 Paris, France), Euroclear (boulevard du Roi Albert II, 1210 Bruxelles, Belgique) et Clearstream, Luxembourg (42 avenue JF Kennedy, 1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg) pourra être déposée. Le Code Commun et le code ISIN (numéro d'identification international des valeurs mobilières) ou le numéro d'identification de tout autre système de compensation concerné pour chaque Souche de Titres sera indiqué dans les Conditions Définitives concernées.
- (5) Le présent Prospectus de Base, tout supplément y afférent, le cas échéant et, aussi longtemps que des Titres seront admis aux négociations sur un Marché Réglementé conformément à la Directive Prospectus, les Conditions Définitives applicables à ces Titres seront (a) publiés sur les sites internet de (i) l'AMF (www.amf-france.org), (ii) l'Emetteur ([http://www.seine-et-marne.fr /Departement/Vie-de-l-Institution/Finances-departementales/Notation-financiere-et-outils-de-financement](http://www.seine-et-marne.fr/Departement/Vie-de-l-Institution/Finances-departementales/Notation-financiere-et-outils-de-financement)) et (iii) le cas échéant, toute autorité compétente concernée et (b) disponibles pour consultation et pour copie, sans frais, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, au siège de l'Emetteur et au(x) bureau(x) désigné(s) de l'(des) Agent(s) Payeur(s).
- (6) Aussi longtemps que des Titres émis dans le cadre du présent Programme seront en circulation, des copies des documents suivants seront disponibles, sans frais, dès leur publication, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, au(x) bureau(x) désigné(s) de l'(des) Agent(s) Payeur(s) :
- (i) les deux plus récents budgets primitifs (modifiés le cas échéant par un budget supplémentaire) et comptes administratifs publiés de l'Emetteur,
 - (ii) les Conditions Définitives relatives à des Titres admis aux négociations sur Euronext Paris ou sur tout autre Marché Réglementé,
 - (iii) le présent Prospectus de Base, tout supplément au Prospectus de Base, ainsi que tout nouveau prospectus de base,
 - (iv) le Contrat de Service Financier (qui inclut le modèle de Lettre Comptable, de Certificats Globaux Temporaires, de Titres Physiques, de Coupons, de Reçus et de Talons),
 - (v) tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'Emetteur dont une quelconque partie serait incluse ou à laquelle il serait fait référence dans le présent Prospectus de Base.

RESPONSABILITE DU PROSPECTUS DE BASE

Personne qui assume la responsabilité du présent Prospectus de Base

Au nom de l'Emetteur

Après avoir pris toutes mesures raisonnables à cet effet, j'atteste que les informations contenues dans le présent Prospectus de Base sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Melun, le 20 février 2017

Département de Seine-et-Marne

Hôtel du Département
12 rue des Saints-Pères
77000 Melun
France

Représenté par :

Monsieur Jean-Jacques Barbaux,
Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne



En application des articles L.412-1 et L.621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment des articles 212-31 à 212-33, l'Autorité des marchés financiers ("AMF") a visé le présent Prospectus de Base le 20 février 2017 sous le numéro n°17-063. Ce document ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par des Conditions Définitives. Il a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L.621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique ni l'approbation de l'opportunité de l'opération, ni l'authentification par l'AMF des éléments comptables et financiers présentés. Ce visa est attribué sous la condition suspensive de la publication de conditions définitives établies, conformément à l'article 212-32 du règlement général de l'AMF, précisant les caractéristiques des titres émis.



Emetteur

Département de Seine-et-Marne

Hôtel du Département
12, rue des Saints-Pères
77000 Melun

Arrangeur

HSBC France

103, avenue des Champs Elysées
75008 Paris
France

Agents Placeurs Permanents

BNP Paribas

10 Harewood Avenue
London NW1 6AA
Royaume-Uni

BRED Banque Populaire

18, quai de la Rapée
75012 Paris
France

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank

12, place des Etats-Unis
92 547 Montrouge Cedex
France

Crédit Mutuel Arkéa

1, rue Louis Lichou
29480 Le Relecq Kerhuon
France

HSBC France

103, avenue des Champs Elysées
75008 Paris
France

Natixis

30, avenue Pierre Mendès-France
75013 Paris
France

Société Générale

29, boulevard Haussmann
75009 Paris
France

Agent Financier, Agent Payeur Principal et Agent de Calcul

CACEIS Corporate Trust

1-3, place Valhubert
75013 Paris
France

Conseils juridiques

de l'Emetteur

DLA Piper France LLP

27, rue Laffitte
75009 Paris
France

de l'Arrangeur et des Agents Placeurs

CMS Bureau Francis Lefebvre

2, rue Ancelle
92522 Neuilly-sur-Seine Cedex
France